



Institut du patrimoine culturel

Laurier Turgeon, directeur

Rapport annuel 2010-2011



**1030, Avenue des Sciences Humaines
Pavillon Charles-De Koninck, bureau 7153
Université Laval, Québec, Canada G1V 0A6
Téléphone: 418-656-2131 poste 13855
Télécopieur: 418-656-5727
Courriel: marie-claude.rocher@ipac.ulaval.ca
Site web: www.ulaval.ca/ipac/**



RA 2010-2011
Table des matières

L'année en bref : 10 ans	5
Comités, membres et équipe	11
Subventions, collaboration, octrois et contrats	17
- Tableau des subventions, collaboration, octrois et contrats	18
- Histogramme	38
Colloques	39
- Colloque UNESCO 25e	40
- Colloque SMQ	42
Le séminaire annuel de l'IPAC	49
Université d'été de l'IPAC	51
Publications	59
- Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française	60
- Collection Patrimoine en mouvement	62
Rayonnement dans la communauté	67
- Mémoire à la commission parlementaire sur le projet de loi 82	68
- Projet Saint-Roch	84
Chantier <i>Patrimoine immatériel</i>	89
- IREPI	90
- IPIH	91
Chantier <i>Patrimoine religieux</i>	95
- IPIR	96
Rayonnement international	101
- Égypte	102
- Haïti	103
Stagiaires internationaux	107
Projets 2011-2012	109
- Colloque en Haïti	110
- 2 ^e université d'été de l'IPAC	114
- Université d'été <i>Tourisme et patrimoine</i>	115

L'année en bref 2010-2011 : 10 ans!

L'année 2010-2011 marque le dixième anniversaire de fondation de l'Institut du patrimoine culturel, créé en novembre 2000 avec le mandat de « favoriser le développement des études et de la recherche dans le champ de la conservation, de la transmission et de la promotion du patrimoine culturel du Québec et de l'Amérique française ». En accord avec ce mandat, l'Institut propose une programmation scientifique qui répond aux objectifs de formation, de recherche, de concertation et de réseautage, ainsi que de diffusion du savoir. Après une première étape essentiellement dédiée à la mise en place structurelle de l'Institut, à l'établissement de collaborations interinstitutionnelles locales, nationales et internationales, à la définition de son orientation scientifique, l'IPAC a franchi une deuxième étape lors la nomination d'un nouveau directeur en août 2005. L'Institut a développé un programme scientifique articulé autour de deux thématiques scientifiques en matière de patrimoine (le patrimoine religieux et le patrimoine immatériel), et a offert chaque année, en rapport avec ces thématiques, un séminaire multidisciplinaire de 2^e et 3^e cycles, des colloques, ateliers, conférences, expositions et stages, ainsi que des publications dans sa collection « Patrimoine en mouvement ».

Année particulièrement chargée, 2010-2011 s'est déroulée dans la perspective de l'élargissement du mandat de l'IPAC recommandé par le Conseil universitaire en 2009. En témoignent, d'une part, l'accroissement marqué du rayonnement dans la communauté et, d'autre part, la création d'une nouvelle structure annuel d'enseignement : l'université d'été, dont le premier cours a eu lieu du 29 mai au 5 juin. Dans cette même perspective, les infrastructures de l'Institut ont été renouvelées : l'IPAC est relocalisé au 3^e étage du pavillon Charles-De Koninck (bureaux DKN 3225 et DKN 3227) et dispose également d'un bureau à l'usage des chercheurs invités et des stagiaires (DKN 6273).

Subventions, collaborations, octrois et contrats

Cette année encore, les membres de l'Institut ont augmenté les subventions, collaborations, contrats et octrois obtenus dans le domaine du patrimoine. À la fin de 2009-2010, les membres réguliers de l'IPAC détenaient un montant total de plus de 3 157 129\$ en subventions de recherche; pour l'année 2010-2011 le total se chiffre à 3 393 093 \$. Cette progression se poursuivra en 2011-2012 puisque, en date du 15 juillet 2011 - c'est-à-dire au tout début de l'année financière - 60% du total a déjà été atteint, soit plus de deux millions de dollars. Il faut se réjouir de ces résultats, compte tenu du resserrement du budget des organismes subventionnaires, ces dernières années. L'IPAC a continué d'accroître sa collaboration avec les organismes et institutions du milieu du patrimoine ainsi qu'avec les publics municipaux, provinciaux, fédéral et les organismes internationaux.

Université d'été

L'Institut a tenu, du 29 mai au 5 juin 2011, la première Université d'été. Séminaire de 2^e cycle, intensif et novateur, le cours intitulé « Patrimoine et nouvelles technologies » s'est déroulé au Musée de la mémoire vivante (Saint-Jean-Port-Joli) et a réuni trente-sept étudiants, stagiaires et professionnels pour un enseignement de grande qualité donné par des conférenciers réputés, tels Mario Brien, Michel Brault et André Gladu. L'enthousiasme soulevé dès le début de ce projet ne s'est pas démenti au cours de sa réalisation. Les demandes d'inscriptions ont été beaucoup plus nombreuses que les places disponibles. Cette forte demande révèle l'intérêt croissant pour ce domaine de recherche dont les enjeux sont majeurs pour la société québécoise.

Colloques

Deux colloques ont eu lieu en 2010-2011. Les 25 et 26 octobre 2010, l'IPAC a assuré la direction scientifique du colloque *Québec, 25 ans d'inscription au patrimoine mondial* organisé en collaboration avec la Ville de Québec, le MCCCFC et Parcs Canada, pour faire le bilan de cette inscription et réfléchir aux perspectives d'avenir. Trois semaines plus tard, soit du 12 au 15 octobre, se tenait le colloque *Patrimoine immatériel et musée : enjeux et défis*, dans le cadre du Congrès annuel de la Société des musées québécois. La contribution scientifique de l'IPAC comprenait, outre la participation à l'élaboration du programme : la conférence d'ouverture prononcée par Laurier Turgeon, l'exposition *Bénis de Dieu* organisée par Marie Renier, doctorante, et la codirection du numéro spécial de la revue *Musées* (29) portant sur le patrimoine immatériel.

Séminaire annuel de l'IPAC 2011

Dirigé par Habib Saidi, professeur d'ethnologie et de muséologie au département d'histoire, le Séminaire annuel de l'IPAC s'intitulait *Villes et tourisme* et avait comme objectif de réfléchir à l'insertion du tourisme, plus particulièrement le tourisme patrimonial, dans les dynamiques urbaines à l'échelle locale et globale.

Chantier Patrimoine immatériel

Les activités scientifiques de l'Institut dans le domaine du patrimoine culturel immatériel (PCI) se poursuivent en collaboration avec la Chaire de recherche en patrimoine ethnologique (CRCPE), qui loge le laboratoire d'ethnologie et d'enquêtes multimédia. Deux projets majeurs sont en cours, l'un au Québec, l'IREPI (Inventaire des ressources ethnologiques du patrimoine immatériel. Voir : <http://www.irepi.ulaval.ca/>), l'autre en Haïti, l'IPIMH (Inventaire du patrimoine immatériel d'Haïti. Voir ; <http://www.ipimh.ulaval.ca/>). L'IREPI, mis en œuvre en 2005 grâce, entre autres, à la collaboration du MCCCFC, vise à identifier, à documenter et à valoriser des savoirs, des savoir-faire et des pratiques qui se trouvent sur le territoire du Québec et qui constitue sa richesse et sa diversité. Un tel inventaire contribue à renouveler la notion de patrimoine immatériel, témoin d'un dynamisme social et économique, et à lui attribuer un caractère actuel, vivant et évolutif. Issu d'une Convention tripartite entre l'Université d'État d'Haïti, le Ministère de la Culture et de la Communication d'Haïti et l'Université Laval de Québec, l'IPIMH applique en Haïti la méthodologie développée par IREPI et adapté au contexte haïtien, dont le PCI rendu plus vulnérable encore à la suite du séisme de 2010.

Chantier Patrimoine religieux

L'IPAC poursuit son partenariat avec la Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique dans la réalisation de l'inventaire du patrimoine immatériel religieux (IPIR), initié en 2008 à la demande du Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec (MCCCFC) et en association avec plusieurs partenaires tels la Société des musées québécois, Mission patrimoine religieux, le Conseil québécois du patrimoine religieux et la Société québécoise d'ethnologie. L'IPIR est coordonné par Louise St-Pierre, et l'inventaire du patrimoine immatériel religieux peut être consulté sur son nouveau site web, à l'adresse suivante : <http://www.ipir.ulaval.ca/>.

Rayonnement dans la communauté

- **Projet de loi 82**

L'Assemblée nationale a déposé, en 2010, le projet de loi 82 dite « Loi sur le patrimoine culturel » et la Commission de la culture et de l'éducation a tenu, à partir du 18 janvier 2011, de vastes consultations générales et auditions publiques. Laurier Turgeon et Habib Saidi se sont faits les porte-parole de l'Institut et de la Chaire en présentant, le 29 mars, un mémoire qui proposait une définition plus large et précise du patrimoine immatériel et qui démontrait que, loin d'être stable et pérenne, le patrimoine est continuellement reconstruit dans le contemporain. Vivants et par conséquent très fragiles, les éléments du patrimoine immatériel sont particulièrement vulnérables et nécessitent des mesures de sauvegarde urgentes actuellement absentes du projet de loi. Seuls un inventaire national financé à la hauteur de l'importance de ce patrimoine et l'élaboration de partenariats permettront d'effectuer cette sauvegarde. Le mémoire proposait huit recommandations. Le texte du mémoire intégral se trouve dans le présent rapport.

- **Agenda 21 de la culture pour le Québec**

Le Plan d'action de développement durable 2009-2013 élaboré par le MCCCCF désire placer la culture au cœur de la démarche et, à cette fin, le ministère souhaite mener des consultations publiques afin d'élaborer un Agenda 21 visant à « intégrer pleinement la culture dans le développement durable de la société québécoise » (<http://www.agenda21c.gouv.qc.ca/>). À la demande de Véronique Guèvremont, professeur de droit à Laval, responsable de la consultation publique, l'IPAC a organisé, le 2 mars 2011, une consultation de ses membres et de ses membres associés.

- **Projet Saint-Roch**

Reconnaissant le rôle prépondérant du patrimoine comme levier de développement touristique, la Ville de Québec a confié à l'IPAC la direction d'un projet d'une application iPhone basée sur la conservation et la diffusion du patrimoine culturel immatériel du quartier. Le projet vise à enrichir l'offre touristique de Québec et du quartier en proposant des activités dont la nature multimédia s'intègre naturellement dans la technoculture très présente dans le quartier, tout en valorisation le patrimoine local, riche et méconnu.

Rayonnement international

- **Tunisie**

Laurier Turgeon a effectué une mission à Tunis du 9 au 12 avril 2011, invité à l'Institut national du patrimoine (INP) par le Ministre de la Culture, en collaboration avec l'UNESCO, pour discuter avec les principaux intervenants d'un projet d'inventaire du patrimoine tunisien. L'idée de créer un inventaire intégré du patrimoine matériel et immatériel soulevé beaucoup d'intérêt, notamment pour le programme de mise en valeur et d'interventions culturelles dans la perspective urgente de la relance du pays. Ces rencontres ont permis de mieux saisir les attentes en matière d'inventorisation afin de lancer les bases pour la réalisation d'un inventaire adapté à la situation tunisienne.

- **Égypte**

Dans le cadre de son programme de 2^e cycle « Master en Gestion des industries culturelles », l'Université Senghor d'Alexandrie (Égypte) a invité Laurier Turgeon à donner un séminaire sur la protection et la transmission du patrimoine immatériel. La formation visait à sensibiliser les étudiants aux politiques et aux pratiques du patrimoine culturel immatériel (pci); à présenter l'usage et les

enjeux des nouvelles technologies pour l'inventorisation, la conservation, la gestion et la diffusion du pci; à étudier les moyens d'utilisation du pci dans le tourisme culturel et la nouvelle muséologie; et à explorer les potentialités du pci dans le développement durable.

- **Haïti : container et bibliothèque**

Poursuivant son plan d'action initié suite au séisme en Haïti, l'IPAC a organisé l'envoi de meubles, de matériel et de livres dans le but de rendre fonctionnel les nouveaux locaux du Programme de deuxième cycle en Patrimoine, mémoire et histoire, que l'Institut codirige à l'Université d'État d'Haïti. Outre le mobilier d'étude, quelque 7 000 livres et revues scientifiques dans les domaines de la culture et du patrimoine ont été envoyés, offerts par une trentaine de collaborateurs à l'Université Laval et donateurs privés. L'organisation et l'expédition du container de 40 pieds a été entièrement financé par la levée de fonds que l'IPAC avait organisé l'an dernier.

- **Haïti : séminaires intensifs**

Conscients de l'urgence de poursuivre la formation visant à favoriser la sauvegarde du patrimoine immatériel, et dans une perspective de développement touristique, l'Institut a tenu, à Port-au-Prince, quatre séminaires intensifs d'une semaine, grâce à la participation des professeurs Florence Piron, Philippe Dubé, Habib Saidi ainsi que Michel Bonnette.

Stagiaires internationaux

Ce sont douze stagiaires et chercheurs que l'Institut a accueillis en 2010-2011, dans le cadre de diverses activités et en collaboration avec la CRCPE. Sept d'entre eux provenaient d'Haïti, trois de France, un du Cameroun et un du Burkina-Faso. Il va sans dire que les nouveaux espaces de l'IPAC constituent un atout de taille pour la poursuite de ces activités d'accueil et de formation.

Publications

- **Encyclopédie**

En ligne depuis 2008, *L'Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française* s'est distinguée, en mars 2011, par l'obtention du *Coup de cœur 2011* des prix *Mérites du français dans les TI* pour l'excellence de son site Web, décerné par l'Office québécois de la langue française à Montréal. L'adresse du site est la suivante : <http://www.ameriquefrancaise.org/fr/>. Aux articles, vidéos et archives sonores et visuelles se greffent maintenant trois volets interactifs et deux parcours thématiques. L'encyclopédie est très appréciée du public et des chercheurs : en 2011, le site avait déjà reçu plus de 200, 000 visiteurs, et ce nombre est en croissance rapide.

- **Collection Patrimoine en mouvement**

Quant à la collection *Patrimoine en mouvement*, elle s'est enrichie de deux nouvelles parutions : une monographie, *L'archéomuséologie. La recherche archéologique entre au musée*, de Pierre Desrosiers, et un collectif sous la direction de Célia Forget, *Penser et pratiquer l'esprit du lieu/Reflecting on and Practicing the Spirit of Place*. Deux autres collectifs sont en préparation.

Projets 2012-2013

Séminaire annuel de l'IPAC

Le séminaire annuel de l'IPAC 2012 sera donné par Laurier Turgeon, sous le thème *Patrimoine et développement durable*.

Haïti : 2^e Université d'été de l'IPAC

Le modèle de l'Université d'été tenue à Saint-Jean-Port-Joli sera transposé en Haïti, du 7 au 14 août à Jacmel, sur le thème *Patrimoine, tourisme culturel et nouvelles technologies*. Quelque 30 étudiants de 2^e cycle ainsi que des intervenants locaux sont attendus. Le séminaire sera financé conjointement par l'Agence universitaire de la francophonie, l'Université Laval, et l'Envoyée spéciale pour Haïti, l'Honorable Michaëlle Jean.

Haïti : Colloque *Patrimoine, tourisme culturel et développement durable en Haïti*

Enjeux et perspectives d'avenir, du 10 au 13 novembre 2011, Port-au-Prince

Le sujet peut surprendre, alors que le pays est souvent présenté sous un jour négatif, peu attirant pour le touriste. Pourtant, le tourisme culturel est l'un des piliers du gouvernement Martelly pour la reconstruction et dans cette perspective, le patrimoine culturel est un enjeu majeur. Le colloque assemblera des participants nationaux et internationaux, chercheurs universitaires, spécialistes du tourisme culturel, mais aussi hauts fonctionnaires, responsables d'associations et d'ONG, entrepreneurs privés, décideurs politiques. Le but du colloque est de faire avancer la réflexion sur le développement du tourisme patrimonial et culturel en Haïti, et de proposer au Gouvernement des pistes d'actions concrètes qui permettent à la fois de valoriser le patrimoine matériel et immatériel et de développer le tourisme dans une perspective durable.

Colloque ACFAS *Interactions patrimoniales et développement durable*

Ce colloque propose de revoir la conception même de la notion de patrimoine telle que définie depuis presque deux siècles, conditionnant à ce jour la législation, les politiques patrimoniales et les mesures de conservation. Nous souhaitons rompre avec une conception traditionnelle du patrimoine, repenser ses contours et limites, l'aborder davantage en relation et au service du développement durable. Le patrimoine offre un potentiel important pour celui-ci et en dépit de l'intérêt croissant qu'on lui témoigne, il a été peu étudié dans l'interaction même de sa propre catégorie et dans celle d'un véritable lien avec le développement durable.

Université d'été *Patrimoines et tourisme culturel*

Sous la direction d'Habib Saidi, et en collaboration avec le Musée de la mémoire vivante, du 23 mai au 3 juin 2012, ce cours intensif abordera la problématique d'un tourisme patrimonial et durable. Au terme de leurs travaux théoriques et pratiques, les étudiants auront créé et réalisé des circuits patrimoniaux de qualité scientifique accessible au public général.

Publications à venir

- Saidi, Habib et Sylvie Sagnes, *Capitales et patrimoine au XXI^e siècle*, Québec, PUL.
- Bourdeau, Laurent, *Site du patrimoine et tourisme/ World Heritage Sites and Tourism*, Québec, PUL.

Comité scientifique

Jean Barthélemy, professeur émérite à la Faculté Polytechnique de Mons, membre de l'Académie Royale de Belgique

Courriel : jean_barthelemy@hotmail.com

Christina Cameron, professeur à l'École d'Architecture de la Faculté de l'aménagement de l'Université de Montréal, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti et représentante du Canada au Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO

Courriel : christina.cameron@umontreal.ca

site web : http://www.patrimoinebati.umontreal.ca/site_francais/index_01.htm

Daniel Fabre, Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales à Paris

Courriel : favre@univ-montp2.fr

site web : <http://www.lahic.cnrs.fr/spip.php?article90>

André Gob, professeur de muséologie à l'Université de Liège

Courriel : agob@ulg.ac.be

site web : <http://www.museolog.ulg.ac.be/museologie.html>

Ellen Hertz, professeur d'ethnologie et directrice de l'Institut d'ethnologie, Université de Neuchâtel

Courriel : ellen.hertz@unine.ch

site web : <http://www.ville-ge.ch/musinfo/ethg/hainard.php>

Michael Herzfeld, professeur d'anthropologie à Harvard University

Courriel : herzfeld@wjh.harvard.edu

site web : <http://www.humanities.uci.edu/classics/MGSA/faculy/herzfeld.html>

Hans Lüsebrink, professeur à l'Université de Sarrebrück (Allemagne), président de la Chaire d'études culturelles romanes et de communication interculturelle

Courriel : luesebrink@mx.uni-saarland.de

site web : http://cri.histart.umontreal.ca/cri/fr/cdoc/fiche_personne.asp?id=15585

Yves Bergeron, professeur d'histoire de l'art et de muséologie, Université du Québec à Montréal

Courriel : bergeron.y@uqam.ca,

site web : http://www.histoiredelart.uqam.ca/Pages/bergeron_yves.aspx

Jean-Pierre Pichette, professeur à l'Université Sainte-Anne, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en oralité des francophonies minoritaires d'Amérique et directeur du Centre acadien

Courriel : jeanpierre.pichette@usainteanne.ca

site web : http://www.usainteanne.ca/facultes_departements/humain.php?id=7

Dominique Poulot, professeur des universités à l'Université Paris 1, Institut national d'histoire de l'art

Courriel : dominique.poulot@univ-paris1.fr

site web : <http://www.lahic.cnrs.fr/spip.php?article30>

Comité de concertation

Paul Fortier, vice-recteur à la recherche et à la création

Bernard Garnier, vice-recteur aux études et aux activités internationales

Thierry Belleguic, doyen de la Faculté des Lettres

François Blais, doyen de la Faculté des sciences sociales

Claude Dubé, doyen de la Faculté d'aménagement, d'architecture et des arts visuels

Marc Pelchat, doyen, Faculté de théologie et de sciences religieuses

Michel Audet, commissaire général du tout premier Forum mondial de la langue française

Denis Ricard, secrétaire général de l'Organisation des villes du patrimoine mondial (OVPM)

Comité de direction

Réginald Auger, professeur, Département d'histoire, Faculté des lettres

Isabelle Henrion-Dourcy, professeure, Département d'anthropologie, Faculté de Sciences sociales

Madeleine Pastinelli, professeure, Département de sociologie, Faculté de Sciences sociales

Marc Pelchat, doyen, Faculté de théologie et de sciences religieuses

Habib Saidi, professeur, Département d'histoire, Faculté des lettres

Gesa Bierwerth, étudiante, Faculté des lettres

Roseline Bouchard, étudiante, Faculté des lettres

Membres de l'Institut

Réginald Auger, archéologie, Pavillon Charles-De Koninck, local 5173-B

Courriel : Reginald.Auger@hst.ulaval.ca, <http://www.vrr.ulaval.ca/bd/chercheur/fiche/235028.html>

Laurent Bourdeau, géographie, Pavillon Abitibi-Price, local 3175. Courriel :

laurent.bourdeau@ggr.ulaval.ca, https://oraweb.ulaval.ca/pls/vrr/gexp_dap.html?p_no_dossier=348916

Michel De Waele, histoire, Pavillon Charles-De Koninck, local 6209

Courriel : Michel.Dewaele@hst.ulaval.ca, <http://www.vrr.ulaval.ca/bd/chercheur/fiche/1086268.html>

Isabelle Henrion-Dourcy, anthropologie, Pavillon Charles-De Koninck. Courriel : isabelle.henrion-dourcy@ant.ulaval.ca, https://oraweb.ulaval.ca/pls/vrr/gexp_dap.html?p_no_dossier=2585976

Ella Hermon, histoire, Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en interactions société-environnement dans l'Empire romain, Pavillon Jean-Charles Bonenfant, local 4416

Courriel : Ella.Hermon@hst.ulaval.ca, <http://www.vrr.ulaval.ca/bd/chercheur/fiche/11789.html>

Bogumil Koss, histoire, Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en histoire comparé de la mémoire, Pavillon Charles-De Koninck, local 5165

Courriel : Bogumil.Koss@hst.ulaval.ca, <http://www.vrr.ulaval.ca/bd/chercheur/fiche/5600.html>

Serge Lacasse, musique, Pavillon Louis-Jacques-Casault, local 4355

Courriel : Serge.Lacasse@mus.ulaval.ca, <http://www.vrr.ulaval.ca/bd/chercheur/fiche/25453.html>

Luc Lévesque, histoire de l'art, Pavillon Charles-De Koninck, local 5312

Courriel : luc.levesque@hst.ulaval.ca

Shenwen Li, histoire, Pavillon Charles-De Koninck, local 6270, téléphone : 656-2131 poste 6890

Courriel : shenwen.li@hst.ulaval.ca, https://oraweb.ulaval.ca/pls/vrr/gexp_dap.html?p_no_dossier=311485

Tania Martin, architecture, Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine religieux bâti, Édifice du Vieux-Séminaire-de-Québec, local 3235

Courriel : Tania.Martin@arc.ulaval.ca, <http://www.vrr.ulaval.ca/bd/chercheur/fiche/1218597.html>

Guy Mercier, géographie, Pavillon Abitibi-Price, local 3145

Courriel : guy.mercier@ggr.ulaval.ca, https://oraweb.ulaval.ca/pls/vrr/gexp_dap.html?p_no_dossier=11979

Madeleine Pastinelli, sociologie, Pavillon Charles-De Koninck, local 4469

Courriel : madeleine.pastinelli@soc.ulaval.ca, <http://www.vrr.ulaval.ca/bd/chercheur/fiche/1002734.html>

Marc Pelchat, théologie, Titulaire de la Chaire Monseigneur de Laval, Pavillon Félix-Antoine-Savard, local 846

Courriel : Marc.Pelchat@ftsr.ulaval.ca, https://oraweb.ulaval.ca/pls/vrr/gexp_dap.html?p_no_dossier=72330

Florence Piron, information et communication, Pavillon Louis-Jacques-Casault, local 5458

Courriel : florence.piron@com.ulaval.ca, <http://www.vrr.ulaval.ca/bd/chercheur/fiche/263200.html>

Martine Roberge, ethnologie, Pavillon Charles-De Koninck, local 3233. Courriel :

Martine.Roberge@hst.ulaval.ca, https://oraweb.ulaval.ca/pls/vrr/gexp_dap.html?p_no_dossier=33214

Habib Saïdi, ethnologie et muséologie, Pavillon Charles-De Koninck, local 5322

Courriel : Habib.Saïdi@hst.ulaval.ca, <http://www.vrr.ulaval.ca/bd/chercheur/fiche/1165399.html>

Francine Saillant, sciences sociales, Pavillon Charles-De Koninck, local 3411

Courriel : francine.saillant@ant.ulaval.ca, <http://www.vrr.ulaval.ca/bd/chercheur/fiche/286.html>

Denis Saint-Jacques, littérature, Pavillon Charles-De Koninck, local 7191

Courriel : denis.st.jacques@lit.ulaval.ca, <http://www.vrr.ulaval.ca/bd/chercheur/fiche/6896.html>

Laurier Turgeon, histoire et ethnologie, Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique, Directeur de l'Institut du patrimoine culturel de l'Université Laval, Pavillon Charles-De Koninck, local 6273

Courriel : Laurier.Turgeon@hst.ulaval.ca, <http://www.vrr.ulaval.ca/bd/chercheur/fiche/65903.html>

Membres associés

William Moss, archéologue principal à la ville de Québec.

Courriel : william.moss@ville.quebec.qc.ca

François Leblanc, architecte conservateur, Président d'ICOMOS Canada.

Courriel : fleblanc@icomos.org

Louise Mercier, architecte, Présidente du Conseil des monuments et sites du Québec

Courriel : lmercier@cmsq.qc.ca

Mario Dufour, théologien, Président de la Commission des biens culturels du Québec
Téléphone : (418) 643-8378

Patrice Groulx, historien, Chargé de cours à l'université Laval.
Courriel : patrice.groulx@hst.ulaval.ca

Sarah De Bogui, chef de la Bibliothèque des livres rares et collections spéciales, Université de Montréal
Courriel : sarah.de.bogui@umontreal.ca

Lucie Pradel, maitre de conférences, Université Antille Guyanne
Courriel : lucie.pradel24@orange.fr

Membres étudiants

L'IPAC réunit plus de 100 étudiants de 2^e et 3^e cycle et 8 boursiers postdoctoraux travaillant avec les membres réguliers.

Partenariats et collaborations

En accord avec son mandat, l'Institut désire favoriser et consolider les échanges d'expertises et les concertations avec les organismes du milieu. De nombreux partenariats, ententes et collaborations ont été établis avec des instances dont le champ d'action comprend la gestion, la conservation ou la mise en valeur du patrimoine matériel ou immatériel, tels, entre autres, les institutions ou organismes suivants :

Agence Parcs Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ICOMOS International
ICOMOS Canada
L'Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques (Nouveau-Brunswick)
L'Institut français de l'Université de Regina (Saskatchewan)
L'Office du tourisme de Québec
L'Organisation de villes du patrimoine mondial
L'Université de Sudbury (Ontario)
L'Université Sainte-Anne (Nouvelle-Écosse)
La Bibliothèque et Archives nationales du Québec
La Bibliothèque et brochures du Canada
La Chambre de commerce de Lévis
La Chambre de commerce de Québec
La Commission des biens culturels du Québec
La Fondation de l'Université Laval
La Fondation du patrimoine religieux du Québec
La Jeune chambre de commerce de Québec
La Société des musées québécois
La Société héritage de Champlain (Québec)
La Société québécoise d'ethnologie
La Ville de Québec
Le Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT)
Le Collège universitaire de Saint-Boniface (Manitoba)
Le Complexe muséologique du Musée de la civilisation
Le conseil québécois du patrimoine vivant
Le Consulat général de la France à Québec
Le Consulat général des États-Unis à Québec
Le Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
Le Ministère des Affaires municipales, les Régions et de l'Occupation du territoire
Le Ministère des Relations internationales
Le Musée de la mémoire vivante
Le Musée des religions de Nicolet
Le Musée des Ursulines de Québec
Le Musée national des beaux-arts du Québec
Le Musée québécois de culture populaire
Le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes du Québec
Mission patrimoine religieux
Société des établissements de plein-air du Québec (SEPAQ)

Il est à noter que cette liste n'est pas exhaustive.

Direction et équipe

Laurier Turgeon, directeur

Les travaux de Laurier Turgeon sur le patrimoine sont connus internationalement. Historien et ethnologue, il a été professeur invité au Weatherhead Center for International Affairs de l'Université Harvard (2006), à l'université de Paris I-Sorbonne (2004), à l'université de Bucarest (2002, 2003) et à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales à Paris (1997). Aux États-Unis, il a reçu deux bourses de la Mellon Foundation pour effectuer des recherches à la Newberry Library de Chicago (1998-1999) et à la John Carter Brown Library de Providence (2001). Laurier Turgeon fut directeur du Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT) de l'Université Laval pendant six ans. Il est actuellement professeur et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique et auteur, entre autres, de *Patrimoines métissés. Contextes coloniaux et postcoloniaux* (Paris et Québec, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme/PUL, 2003), pour lequel il a reçu le prix Luc Lacoursière. Ses plus récentes publications comprennent *Objets et mémoires* codirigé avec Octave Debary, (Éditions de la Maison des sciences de l'homme/PUL, 2007) et, avec Pierre Guillaume, *Regards croisés sur la France et le Canada. Voyages et relations, XVIe-XXe siècle* (Paris et Québec, Éditions du CTHS/PUL, 2007). Dans la collection *Patrimoine en mouvement*, il a publié *Territoires* (PUL, 2009) et dirigé les collectifs *Le patrimoine religieux du Québec : entre le cultuel et le culturel* (PUL, 2005), *L'esprit du lieu entre le patrimoine matériel et immatériel* (PUL, 2009), ainsi que *Patrimoine et identités en Amérique française* (PUL, 2010), en collaboration avec André Charbonneau.

Marie-Claude Rocher, coordination scientifique

Marie-Claude Rocher détient une formation en muséologie et un doctorat en ethnologie portant sur le traitement du patrimoine en milieu urbain et a été responsable, jusqu'en 2007, d'un projet de recherche postdoctoral interuniversitaire à l'issue duquel elle a dirigé le collectif *Le patrimoine des minorités religieuses au Québec : richesse et vulnérabilité* et réalisé l'exposition *Les huguenots en Nouvelle-France : une présence oubliée* (Musée de l'Amérique française, 2008-2009). De cette exposition est issu un jeu pédagogique, en usage dans les commissions scolaires, qui permet au jeune public de réfléchir sur la présence de minorités sociales peu connues dans l'histoire et sur la place de leur patrimoine.

Martin Fournier, coordination de l'Encyclopédie

Spécialiste de la Nouvelle-France et des approches qualitatives, Martin Fournier détient un doctorat en histoire de l'Université Laval, où il a concentré ses études sur les relations entre Français et Amérindiens et sur la vie quotidienne en Nouvelle-France. Il a publié *Pierre-Esprit Radisson, aventurier et marchand* (Septentrion, 2001), *Jardins et potagers en Nouvelle-France* (Septentrion 2004) et un premier roman, *Les aventures de Radisson* (Septentrion, 2011).

Subventions, collaborations, octrois et contrats

Depuis maintenant dix ans, l'Institut du patrimoine culturel est un lieu dynamique d'échange, de réflexion et de diffusion qui permet aux chercheurs, gestionnaires et praticiens d'aborder ensemble les problématiques contemporaines de ce domaine en pleine évolution. L'IPAC, c'est avant tout 25 membres réguliers et associés provenant de 6 facultés, plus de 100 membres étudiants et un réseau international de conseillers scientifiques, de collaborateurs et de partenaires de quelque 50 institutions diverses – universités, ministères et municipalités, musées, ONG internationaux et organismes communautaires, corporations publiques et privées, et autres. L'IPAC, c'est aussi :

- 3 « grands colloques », c'est-à-dire des assemblées d'envergure majeure, issues d'organisations internationales et ayant réuni plus de 500 personnes chacun, pour un total de 2700 participants provenant de 71 pays;
- 17 colloques organisés par des membres, qui ont permis de mettre en présence quelque 1800 chercheurs, étudiants, usagers, praticiens et gestionnaires du patrimoine ;
- 12 expositions ayant favorisé la réflexion sur des problèmes d'actualité touchant le patrimoine;
- Plus de 20 étudiants-stagiaires d'Europe, d'Haïti et d'Afrique, venus chercher, au sein des activités scientifiques de l'IPAC, une formation pratique et académique complémentaire;
- 14 ouvrages collectifs publiés sous la direction de membres de l'IPAC dans la collection *Patrimoine en mouvement*, dirigée par Laurier Turgeon, aux Presses de l'Université Laval; une encyclopédie multimédia en ligne;
- Un cumulatif approximatif de près de 11,5 millions de dollars en subventions, collaborations, octrois et commandites générés par les activités scientifiques de ses membres dans le domaine du patrimoine.

Subventions, collaborations et contrats obtenus par les membres de l'IPAC dans le domaine du patrimoine

Chercheur membre	Titre du projet	Organisme subventionnaire	Montant		
			2009-2010	2010-2011	2011-2012 En date du 30 juin 2011
Auger, Réginald	Archéométrie : La mesure du passé	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, soutien aux équipes de recherche, du 2006-04-01 au 2010-03-31	14 993 \$		
	Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT)	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, regroupements stratégiques, du 2011-04-01 au 2017-03-31			9 600 \$
	Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT)	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, regroupements stratégiques, du 2003-04-01 au 2011-03-31	8 317 \$	8 317 \$	
	Inventaire archéologique entre les kilomètres 60 et 84 de la route 175 à Stoneham – Tewkesbury	Contrat, Ministère des Transports (Québec), du 2009-06-29 au 2012-03-31		56 921\$	
	Recherches sur les collections archéologiques	Ministère de la Culture et des Communications, du 2008-10-08 au 2011-03-31	30 000 \$	30 000 \$	30 000 \$
	Restauration des artefacts	Entente MCCF et Ville de Québec, du 2008-10-08 au 2011-03-31	35 000 \$	35 000 \$	
	Fouilles archéologiques à l'Îlot des palais	Entente MCCF et Ville de Québec, du 2008-10-08 au 2011-03-31	23 167 \$		
	Fouilles archéologiques Lac Saint-Charles	Entente MCCF et Ville de Québec, du 2008-10-08 au 2011-03-31	20 000 \$		

			2009-2010	2010-2011	2011-2012
	Archéométrie : Archéologie environnementale et analyses de la composition, de la structure et de la fonction du mobilier archéologique	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, soutien aux équipes de recherche, du 2010-04-01 au 2014-03-31		16 782 \$	16 531 \$
	Les paléo esquimaux, histoire du Nord-du- Québec	Contrat de recherche, centre d'études collégiales à Chibougamau		17 625 \$	
	Laboratoire d'archéologie de l'UL (FRG, CRSH)	Fonds général de recherche du CRSH, du 2009-04-01 au 2011-03- 31		5 000 \$	
	Financement, poste de coordonnateur des laboratoires d'archéologie	BDR, BDR, engagements spéciaux, du 2011-04-01 au 2012- 04-30			5 000 \$
	Recherches sur les collections archéologiques	Subvention, Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, du 2008-10-08 au 2011-03-31	30 000 \$	30 000 \$	
Totaux			161 477 \$	199 645 \$	61 131 \$

Bourdeau, Laurent	Word Heritage and Tourism : Managing for the Global and the Local	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, aide aux ateliers et aux colloques de recherche au Canada, du 2010- 01-30 au 2011-01-29		15 000 \$	
	Démarrage : groupe de recherche sur la rétention et la fidélisation des ressources humaines dans les services	Subvention Université Laval, budget de fonctionnement, du 2009-05-05 au 2012-04-30	1 667 \$	1 667 \$	
	Crise et tourisme : développement d'un modèle de résilience durable pour le secteur touristique	CRSH IDR, du 2009-03-15 au 2012-03-31	17 457 \$	8 729 \$	

			2009-2010	2010-2011	2011-2012
	Sites du patrimoine mondial et tourisme/ World Heritage and tourism : Managing for the global and the local	Subvention, agence universitaire de la Francophonie, soutien aux manifestations scientifiques, du 2010-04-01 au 2011-03-31	5 475 \$	5 475 \$	
	Sites du patrimoine mondial et tourisme	CRSH - Word Heritage and Tourism : Managing for the Global and the Local, subvention, conseil de recherches en sciences humaines du Canada, aide aux ateliers et aux colloques de recherche au Canada, du 2010-01-30 au 2011-01-29	15 000 \$	15 000 \$	
	Sites du patrimoine mondial et tourisme	Ministère de la culture et Ville de Québec, du 2010-02-15 au 2010-10-15	50 000 \$		
Totaux			76 099\$	45 871 \$	-

De Waele, Michel	Archéologie de la modernité : réseaux, savoirs et figures de la République des Lettres (XVe-XVIIIe siècles)	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, soutien aux équipes de recherche, du 2005-04-01 au 2009-03-31	6 470 \$	6 470 \$	6 470 \$
	Réconciliation et reconstruction à Albi, 1589-1610	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, subvention ordinaire de recherche, du 2007-04-01 au 2010-03-31	16 000 \$		
	Le Duc, le prince et les rois : la révolte du Duc de Montmorency (1632)	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, subvention ordinaire de recherche, du 2010-04-01 au 2013-03-31		20 000 \$	25 000 \$
	Inventaire des Imprimés anciens du Québec (IMAQ)	Partenariat, Secrétariat des Chaires de recherche du Canada, Fonds des leaders - Volet 2 (anciennement : Chaires de recherche du Canada - infrastructure), du 2010-04-01 au 2014-03-31		1 250 \$	1 250 \$

			2009-2010	2010-2011	2011-2012
	FGR-CRSH : Journées d'études- Conflits et résolution de conflits : une approche transhistorique	Université Laval - BDR, Fonds général de recherche du CRSNG, du 2011-01-17 au 2011-03-31			2 000 \$
Totaux			22 470 \$	27 720 \$	34 720 \$

Henrion-Dourcy, Isabelle	Mises en scène de l'histoire et représentations de la modernité dans les séries télévisées des minorités ethniques de la République populaire de Chine : étude de cas tibétains	Subvention, Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, établissement de nouveaux professeurs chercheurs, du 2008-04-01 au 2011-03-31	13 500 \$	13 500 \$	
Totaux			13 500 \$	13 500 \$	-

Hermon, Ella	Chaire de recherche du Canada en interactions société-environnement dans l'empire romain	Secrétariat des Chaires de recherche du Canada, Chaire de recherche du Canada - Fonctionnement, du 2003-03-01 au 2010-02-28	183 333 \$		
Totaux			183 333 \$	-	-

			2009-2010	2010-2011	2011-2012
Koss, Bogumil	Slavery, memory, citizenship	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, Grands travaux de recherche concertés (GTRC), du 2008-04-01 au 2015- 03-31	42 582 \$	42 582 \$	37 971 \$
	Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT)	Subvention, Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, regroupements stratégiques, du 2003-04-01 au 2012-03-31	9 315 \$	8 317 \$	
	Mémoire collective : contemporanéité du passé aux temps de la surmodernité	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, subvention ordinaire de recherche, du 2008- 10-16 au 2013-03-31	13 700 \$	13 700 \$	12 600 \$
	Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT)	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, regroupements stratégiques, du 2011-04-01 au 2017-03-31			9 600 \$
Totaux			64 598 \$	64 599 \$	60 171 \$

Lacasse, Serge	Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture québécoises (CRILCQ)	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, regroupements stratégiques, du 2003-04-01 au 2009-03-31	4 781 \$	4 781 \$	
	Histoire de la culture artistique au Québec de la fin du XIXème siècle à la Deuxième guerre mondiale I	Conseil de la recherche en sciences humaines du Canada, subvention ordinaire de recherche, du 2006-04-01 au 2009-03-31	8 297 \$		
		Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture			
L'histoire de la culture artistique au Québec de la fin du XIXème siècle à la Deuxième guerre mondiale II	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, soutien aux équipes de recherche, du 2006-04-01 au 2010-03-31	8 297 \$			

			2009-2010	2010-2011	2011-2012
	Observatoire interdisciplinaire de création et de recherche en musique (OICRM)	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, regroupements stratégiques, du 2011-04-01 au 2017-03-31			10 066 \$
	Conception, réalisation, production de la musique pour l'exposition <i>Musique en mouvement</i>	Musée de la civilisation, du 2009-10-01 au 2010-09-30		5 000 \$	
	Enregistrement d'une bande-maîtresse "D'Est en Ouest"	Contrat, Mélanie Boucher, du 2010-07-12 au 2010-09-30		3 000 \$	
	La phonostylistique du chant populaire enregistré	Subvention, Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, subvention ordinaire de recherche, du 2010-04-01 au 2013-03-31		45 060 \$	42 480 \$
	Laboratoire audionumérique de recherche et de création (LARC)	Partenariat, Fondation Canadienne pour l'innovation, Fonds des leaders (FL), du 2010-01-01 au 2011-08-31		259 176 \$	12 649 \$
	Remixer la chanson québécoise	Subvention, Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, appui à la recherche-crédation, du 2010-04-01 au 2013-03-31		71 633 \$	45 408 \$
	Regroupement stratégique	Subvention, Université Laval - BDR, CRSH subvention institutionnelle - BDR - Coût de la recherche, du 2010-10-01 au 2011-03-31		735 \$	
	Fonds institutionnel d'exploitation des infrastructures pour l'Université Laval	Fondation Canadienne pour l'innovation, Fonds d'exploitation des infrastructures (FEI), du 2002-04-01 au 2016-03-31			31 503 \$
Totaux			21 375 \$	389 385 \$	142 106 \$

			2009-2010	2010-2011	2011-2012
Li, Shenwen	Mises en scène de l'histoire et représentations de la modernité dans les séries télévisées des minorités ethniques de la République populaire de Chine : étude de deux cas tibétains	Subvention, Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, établissement de nouveaux professeurs chercheurs, du 2008-04-01 au 2011-03-31	13 500 \$	13 500 \$	
	Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT)	Subvention, Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, regroupements stratégiques, du 2003-04-01 au 2012-03-31	9 315 \$	8 317 \$	
	La diversité culturelle et l'immigration dans la région de Québec : l'insertion durable et la mobilité examinées à la lumière des notions de transition, de qualité de vie et de sentiment d'appartenance à la collectivité	Subvention, Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, soutien aux équipes de recherche, du 2010-04-01 au 2014-03-31	14 276 \$	10 428 \$	10 219 \$
	Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT)	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, regroupements stratégiques, du 2011-04-01 au 2017-03-31			9 600 \$
Totaux			37 091 \$	32 240 \$	19 819 \$

			2009-2010	2010-2011	2011-2012
Martin, Tania	Chaire de recherche du Canada en patrimoine religieux bâti	Secrétariat des Chaires de recherche du Canada, Chaires de recherche du Canada - Fonctionnement, du 2005-03-01 au 2015-02-28	99 000 \$	100 000 \$	100 000 \$
	Forum canadien de recherche publique sur le patrimoine	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, réseaux stratégiques de connaissances, du 2008-03-31 au 2015-03-30	24 746 \$	42 826 \$	24 847 \$
	Villes régions monde (VRM)	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, regroupements stratégiques, du 2008-04-01 au 2014-03-31	6 860 \$	8 064 \$	8 064 \$
	Habiter le Nitassinan mak Innu Assi : Représentations, aménagement et gouvernance des milieux bâtis des collectivités innues du Québec	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, Alliances de Recherche Universités Communautés (ARUC), du 2009-03-01 au 2014-02-28	28 568 \$	37 521 \$	37 519 \$
	Méthodologie d'évaluation patrimoniale des ensembles conventuels québécois	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Aide aux projets - Accueil, du 2010-06-29 au 2011-12-31		24 788 \$	24 788 \$
	Québec 2020 : Vers un projet collectif d'aménagement durable	Fond québécois de la recherche sur la société et la culture, soutien aux équipes de recherche, du 2010-04-01 au 2014-03-31		15 338 \$	15 070 \$
	Visualiser l'évolution des propriétés conventuelles dans la haute-ville de Québec: la géomatique au service de l'histoire et de l'architecture	Subvention, Université Laval - BDR, CRSH Subvention institutionnelle - BDR soutien aux étudiants, du 2010-04-01 au 2011-03-31		5 000 \$	
Totaux			159 174 \$	233 537 \$	210 288 \$

			2009-2010	2010-2011	2011-2012
Mercier, Guy	Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT)	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, regroupements stratégiques, du 2003-04-01 au 2012-03-31	8 317 \$	8 317 \$	
	L'enjeu paysager dans le monde contemporain : le témoignage des espaces publics de Québec et Montréal	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, subvention ordinaire de recherche, du 2009-04-01 au 2012-03-31	23 473 \$	18 333 \$	13 376 \$
	Les paysages de la patrimonialisation Représentations locales et valorisations mondiales : construire l'identité patrimoniale	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, soutien aux équipes de recherche, du 2009-04-01 au 2013-03-31	23 747 \$	23 747 \$	24 018 \$
	Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT)	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, regroupements stratégiques, du 2011-04-01 au 2017-03-31			9 600 \$
Totaux			55 537 \$	50 397 \$	46 917 \$

Pastinelli, Madeleine	Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT)	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, regroupements stratégiques, du 2003-04-01 au 2012-03-31	8 316 \$	8 316 \$	
	Recherches sociographiques	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, soutien aux revues de recherche et de transfert de connaissances, du 2011-04-01 au 2014-03-31			7 609 \$
	Inte-ReConnaissances-Inte-ReCognitions	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, Initiatives de développement de la recherche (IDR), du 2010-03-01 au 2012-02-29		5 000 \$	5 000 \$

			2009-2010	2010-2011	2011-2012
	Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT)	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, regroupements stratégiques, du 2011-04-01 au 2017-03-31			9 600 \$
	Les impacts sociaux des communautés électroniques de pratiques marginales : le cas des aspirants joueurs professionnels de poker	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, subvention ordinaire de recherche, du 2010-04-01 au 2013-03-31		6 421 \$	12 174 \$
Totaux			8 316 \$	19 737 \$	34 383 \$

Pelchat Marc	Une présence oubliée : les huguenots en Nouvelle-France	Musée de la civilisation, soutien financier à réalisation de l'exposition, du 2007-03-03 au 2009-11-10	3 000 \$		
	Publication livres sur Huguenots	Fond Gérard Dion			6 000 \$
Totaux			3 000 \$	-	6 000 \$

Piron, Florence	Développement et mise à l'épreuve d'une méthode électronique de délibération collective adaptée aux consultations publiques	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada : les textes, les documents visuels, le son et la technologie, subventions de recherche, du 2010-02-01 au 2012-01-31		9 966 \$	9 966 \$
	Des laboratoires vivants pour des territoires innovants	Centre francophone en informatisation des organisations, du 2011-05-10 au 2011-10-30			5 000 \$
	Impliquer les patients et le public dans les activités d'ETMIS (IMPACT ETMIS)	Instituts de recherche en santé du Canada, subvention sur la synthèse des connaissances, du 2011-04-01 au 2013-03-31			15 995 \$

			2009-2010	2010-2011	2011-2012
	Du gouvernement responsable au gouvernement en ligne	Ministère des services gouvernementaux, Appui au passage à la société de l'information (APSI), du 2009-03-12 au 2011-11-30		45 900 \$	5 100 \$
	Institutionnalisation et intervention en éthique	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, soutien aux équipes de recherche, du 2009-04-01 au 2013-03-31	9 327 \$	9 328 \$	9 301 \$
	Proximité et recherche sur les interventions, les services et leurs modalités (PRISM)	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, soutien aux infrastructures de recherche des Instituts et des Centres affiliés universitaires (MSSS/FQRSC), du 2008-05-01 au 2013-04-01	7 437 \$	7 437 \$	7 437 \$
	Développement d'une stratégie de consultation	Commissaire à la santé et au bien-être, du 2010-03-15 au 2010-11-15		15 000 \$	
	Répertoire électronique pour une culture de la paix	Commission canadienne pour l'UNESCO, du 2010-06-01 au 2011-05-31		5 750 \$	
	Sensibiliser les enfants et les jeunes à l'éthique des sciences et de la recherche	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, programme de subventions de sensibilisation du public : diffusion, du 2010-03-31 au 2012-03-30		106 826 \$	114 247 \$
Totaux			16 764 \$	200 207 \$	167 046 \$

			2009-2010	2010-2011	2011-2012
Roberge, Martine	Inventaire des ressources ethnologiques du patrimoine immatériel	Ministère de la Culture et des Communications, du 2008-04-20 au 2011-11-30	15 000 \$		
	Inventaire des ressources ethnologiques du patrimoine immatériel (phase 4 et 5)	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, du 2009-06-15 au 2011-11-31	40 000 \$		
	La nouvelle ritualité : relecture des rituels dans la société contemporaine	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, subvention ordinaire de recherche, du 2008-04-01 au 2011-03-31	20 184 \$	20 184 \$	
	La patrimonialisation des pratiques festives au Québec : tradition inventée ou revitalisation	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, établissement de nouveaux professeurs chercheurs, du 2011-04-01 au 2014-03-31			13 134 \$
Totaux			75 184 \$	20 184 \$	13 134 \$

Saidi, Habib	Villes, tourisme et patrimoine : regard croisé sur Québec et Tunis	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, subvention ordinaire de recherche, du 2008-04-01 au 2011-03-31	20 945 \$	20 945 \$	9 485 \$
	Les villes capitales à l'ère du tourisme et de la globalisation : les cas de Québec et de Tunis	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, établissement de nouveaux professeurs chercheurs, du 2011-04-01 au 2014-03-31			13 200 \$
	Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT)	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, regroupements stratégiques, du 2011-04-01 au 2017-03-31			9 600 \$
	Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT)	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, regroupements stratégiques, du 2003-04-01 au 2011-03-31	8 317 \$	8 317 \$	
Totaux			29 262 \$	29 262 \$	32 285 \$

			2009-2010	2010-2011	2011-2012
Saillant, Francine	Anthropologie et Sociétés	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, aide aux revues savantes du 2005-03-18 au 2011-03-31	53 337 \$		
		Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, soutien aux revues de recherche et de transfert de connaissances			
	Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT)	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, regroupements stratégiques, du 2003-04-01 au 2009-03-31	8 317 \$	8 317 \$	
	Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT)	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, regroupements stratégiques, du 2011-04-01 au 2017-03-31			9 600 \$
	Anthropologie et Sociétés	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, soutien aux revues de recherche et de transfert de connaissances, du 2011-04-01 au 2015-03-31			1924 \$
	Droits humains, citoyenneté et affirmations identitaires chez les Noirs et les Métis du Brésil	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, subvention ordinaire de recherche, du 2008-04-01 au 2011-03-31	36 350 \$	20 750 \$	
	Slavery, Memory, Citizenship	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, Grands travaux de recherche concertés (GTRC), du 2008-04-01 au 2015-03-31	42 583 \$	42 583 \$	37 921 \$
	Sécurisation des frontières euro-méditerranéennes, expériences traumatiques et santé mentale des migrants originaires de l'Afrique de l'Ouest séjournant au Maghreb	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, Fonds d'initiatives internationales, du 2009-03-01 au 2010-02-28		13 483 \$	

			2009-2010	2010-2011	2011-2012
	CRR-BDR : Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT)	Université Laval - BDR, soutien aux centres de recherche reconnus, du 1996-06-01 au 2011-05-31		86 147 \$	44 946 \$
	ARUC Internationales Santé mentale - citoyenneté	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, Alliance internationale de recherches universités-communautés (ARUC internationale), (CRS/CRDI) du 2009 -03-01 au 2014-02-28		21 493 \$	8 541 \$
	Soutien financier aux activités du centre Québec-Moscou de l'université d'état de sciences humaines de Russie à Moscou	Ministère des relations internationales, du 2004-04-01 au 2011-03-31		12 000 \$	12 000 \$
	InteR-ReConnaissances-InteR-ReCognitions	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, Initiatives de développement de la recherche (IDR), du 2010-03-01 au 2012-02-29		5 000 \$	5 000 \$
	Repenser l'exercice de la citoyenneté à partir de ses marges	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, soutien aux équipes de recherche, du 2010-04-01 au 2014-03-31			3 455 \$
Totaux			140 587 \$	209 773 \$	123 387 \$

			2009-2010	2010-2011	2011-2012
Saint-Jacques, Denis	Centre de recherche interuniversitaire sur la littérature et la culture québécoises (CRILCQ)	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, regroupements stratégiques, du 2003-04-01 au 2011-03-31	4 781 \$	4 781 \$	5 309 \$
	La vie littéraire au Québec	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, soutien aux équipes de recherche, du 2008-04-01 au 2012-03-31	10 134 \$	10 904 \$	11 614 \$
	La vie littéraire au Québec 1948-1965	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, subvention ordinaire de recherche, du 2009-04-01 au 2012-03-31	4 047 \$	6 267 \$	5 020 \$
	Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT)	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, regroupements stratégiques, du 2011-04-01 au 2017-03-31			9 600 \$
Totaux			18 962 \$	21 952 \$	31 543 \$

Turgeon, Laurier	Centre interuniversitaire d'étude sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT)	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, regroupements stratégiques, du 2003-04-01 au 2011-03-31	8 316 \$	8 316 \$	
	Chaire de recherche du Canada en patrimoine	Secrétariat des Chaires de recherche du Canada. Chaires de recherche du Canada : fonctionnement, du 2003-06-01 au 2017-05-31	200 000 \$	200 000 \$	200 000 \$
	Coordination de l'inventaire du patrimoine immatériel religieux du Québec	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Aide aux projets - Accueil, du 2011-03-28 au 2012-03-30			30 000 \$
	Centre interuniversitaire d'études sur les lettres, les arts et les traditions (CELAT)	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, regroupements stratégiques, du 2011-04-01 au 2017-03-31			9 600 \$

			2009-2010	2010-2011	2011-2012
	Élaboration d'un cadre de gestion et de diffusion du patrimoine immatériel religieux	Ministère de la Culture et des Communications, du 2008-04-01 au 2011-03-31	30 000 \$	30 000 \$	
	Chapeau au patrimoine franco-ontarien	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Aide aux projets - Accueil, du 2011-01-10 au 2011-10-31		7 500 \$	7 500 \$
		Ministère du tourisme et de la Culture		7 500 \$	7 500 \$
	Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française	Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, soutien financier aux partenariats, du 2006-06-05 au 2010-03-31	15 000 \$		
	Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française – volet canadien (phase 2)	Patrimoine Canadien, du 2008-05-01 au 2010-05-31	425 000 \$	370 000 \$	
	Colloque « Québec ville du patrimoine mondial » (25 et 26 Octobre 2010)	Ville de Québec, du 2010-05-01 au 2010-12-31		50 000 \$	
	Enjeux socioculturels, idéologiques et politiques dans la valorisation des patrimoines autochtones. Analyse critique des conditions de patrimonialisation des biens culturels des collectivités autochtones à l'ère de la globalisation	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture soutien aux équipes de recherche, du 2010-04-01 au 2014-03-31		24 000 \$	20 000 \$
	Faire renaître l'esprit du lieu : le patrimoine culturel immatériel du quartier Saint-Roch	Ville de Québec, du 2010-07-20 au 2011-04-30		30 000 \$	

			2009-2010	2010-2011	2011-2012
	Fonds institutionnel d'exploitation des infrastructures pour l'Université Laval	Fondation Canadienne pour l'innovation, Fonds d'exploitation des infrastructures (FEI) du 2002-04-01 au 2014-03-31		20 439 \$	31 503 \$
	Ethnologies	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, aide aux revues de recherche et de transfert, du 2008-10-15 au 2011-10-14	22 700 \$	22 700 \$	22 700 \$
	Ethnologies (revue)	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, soutien aux revues de recherche et de transfert de connaissances, du 2008-04-01 au 2011-03-31	25 200 \$	25 200 \$	
	Ethnologies (revue)	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture, soutien aux revues de recherche et de transfert de connaissances, du 2011-04-01 au 2014-03-31			24 640 \$
	Forum canadien de recherche publique sur le patrimoine	Conseil de recherche en sciences humaines du Canada, réseaux stratégiques de connaissances, du 2008-03-31 au 2015-03-30	Accordée rien reçu	Accordée rien reçu	Accordée rien reçu
	Inventaire national du patrimoine immatériel religieux du Québec	Ministère de la Culture et des Communication, Aide aux projets – Accueil, du 2008-09-01 au 2011-12-31	265 767 \$	206 230 \$	206 230 \$
	BDR : Institut du patrimoine culturel (IPAC)	Université Laval - BDR, soutien aux instituts, du 2000-06-01 au 2012-05-31	84 150 \$	75 000 \$	54 450 \$
	Du gouvernement responsable au gouvernement en ligne	Ministère des services gouvernementaux, Appui au passage à la société de l'information (APSI), du 2009-04-01 au 2010-03-31	22 950 \$	22 950 \$	5 100 \$
	Ethnogenèse des communautés métisses du Québec (phase II)	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, subvention ordinaire de recherche, du 2009-04-01 au 2012-03-31	19 748 \$	19 748 \$	19 908 \$

			2009-2010	2010-2011	2011-2012
	Inventaire des ressources ethnologiques du patrimoine immatériel	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, du 2009-08-25 au 2011-11-30	15 000 \$	30 000\$	30 000\$
	Inventaire des ressources ethnologiques du patrimoine immatériel (phases 4 et 5)	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, du 2009-06-15 au 2011-11-30	40 000 \$	78 500\$	3 000\$
	Répertoire du patrimoine documentaire des bibliothèques publiques	ASTED, Fonds de recherche et de développement Hubert-Perron, du 2009-07-02 au 2011-07-01	2 500 \$	2 500 \$	
	Safeguarding intangible cultural heritage to enhance community development in eastern Canada	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, Alliances de recherche universités-communautés (ARUC), du 2009-03-01 au 2010-02-28	2 857 \$		
	L'Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française : pour un ouvrage plus exhaustif et interactif	Patrimoine Canadien, du 2010-10-18 au 2011-10-17		228 320 \$	275 000 \$
	Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française	Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, soutien financier aux partenariats, du 2006-06-05 au 2010-03-31	15 000 \$	15 000 \$	
	Inventaire des ressources ethnologiques du patrimoine immatériel (phase 3)	Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, du 2008-04-01 au 2009-05-31	80 000 \$		
	L'ethnogenèse des communautés métisses du Québec (phase 1)	Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, subvention ordinaire de recherche, du 2006-04-01 au 2009-03-31	15 248 \$		

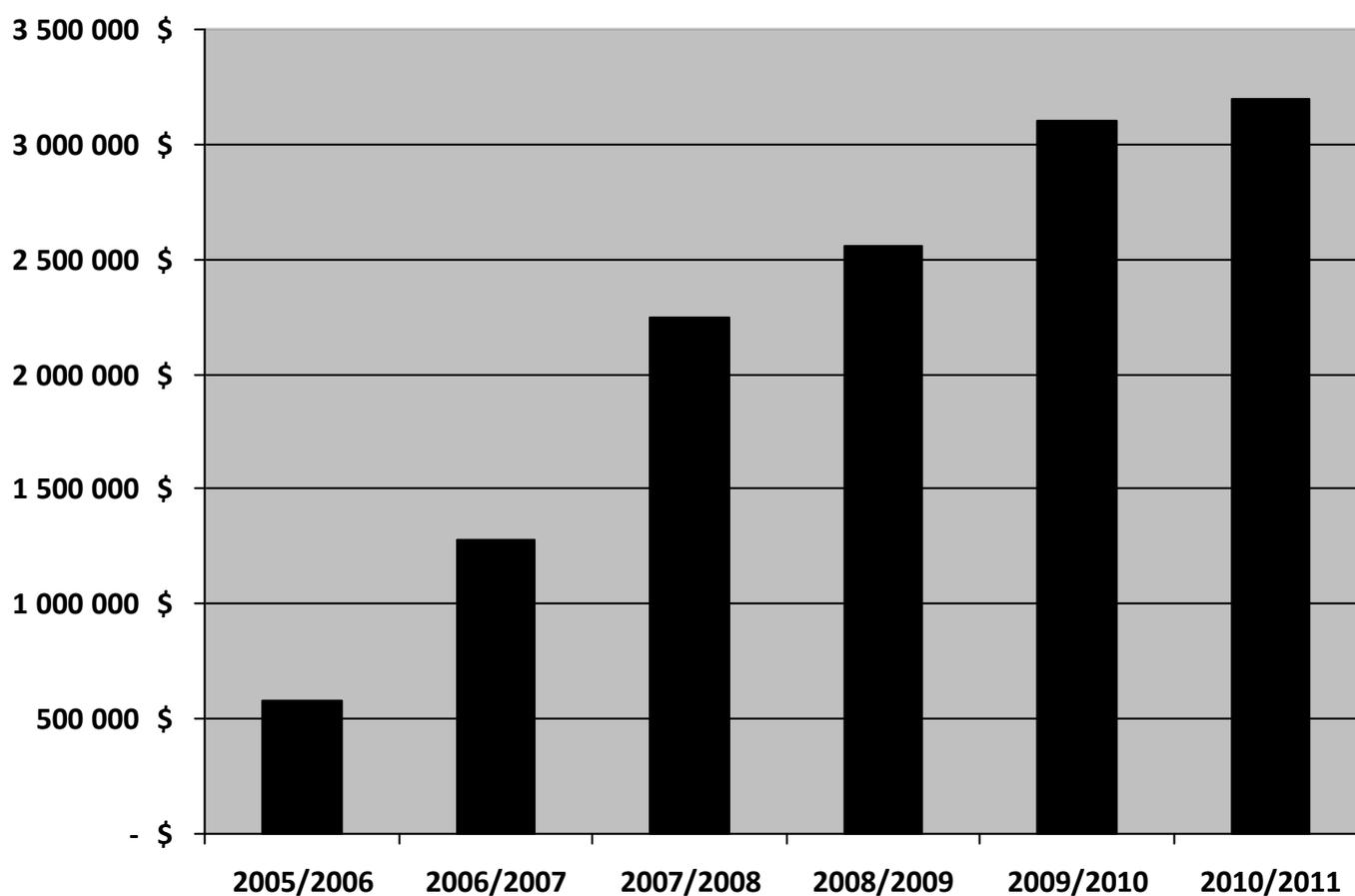
			2009-2010	2010-2011	2011-2012
	Pour un développement durable des régions, un inventaire vivant du patrimoine culturel immatériel du Québec	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Aide aux projets - Accueil, du 2007-04-02 au 2008-08-15.	30 000 \$		
	Projet de collaboration franco-québécoise sur les inventaires du patrimoine culturel immatériel	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, du 2008-04-28 au 2008-12-31	10 000 \$		
	16e Assemblée générale et symposium scientifique international (ICOMOS)	Subvention, ICOMOS, du 2008-01-31 au 2010-05-31	22 200 \$		
	16e Assemblée générale et symposium scientifique international (ICOMOS)	Subvention de parcs Canada au comité organisateur d'ICOMOS Québec 2008, du 2008-04-01 au 2010-03-31	200 000 \$		
	16e Assemblée générale et symposium scientifique international (ICOMOS)	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, du 2008-04-01 au 2010-03-31	125 000 \$		
	Laboratoire d'enquête ethnologique et de multimédia (phase 2)	Fonds canadien de l'innovation, du 2009-05-01 au 2010-09-30	300 000 \$	299 000 \$	
	Programme d'échange avec l'Université d'Etat d'Haïti (étudiants stagiaires et professeurs)	Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur du Canada		106 000 \$	
	Laboratoire d'enquête ethnologique et multimédia (LEEM) (phase 2)	Partenariat, Fondation Canadienne pour l'innovation, Fonds des leaders (FL), du 2011-07-01 au 2012-06-30			100 000 \$
	Activité du programme de maîtrise en patrimoine et tourisme culturel à l'Université d'Etat d'Haïti	Université Laval (Rectorat), octobre 2010		33 000 \$	

			2009-2010	2010-2011	2011-2012
	Programme d'enseignement et organisation d'un colloque en patrimoine et tourisme culturel	Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur du Canada		20 000 \$	
	Université d'été « Patrimoine et nouvelles technologies »	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine			5 000 \$
	Université d'été de Jacmel « Patrimoine, nouvelles technologies et tourisme culturel »	Bureau de l'envoyée spéciale de l'UNESCO en Haïti			12 000 \$
	Exposition virtuelle « Manger ensemble » avec le musée de la civilisation de Québec	Réseau canadien d'information sur le patrimoine, Patrimoine canadien			121 770 \$
Totaux			1 976 636 \$	1 931 903 \$	1 185 901 \$

Totaux de subventions, collaborations et contrats obtenus par l'ensemble des membres de l'IPAC dans le domaine du patrimoine

2009 (2009-2010)	2010 (2010-2011)	2011 (2011-2012) En date du 30 juin 2011
3 157 129 \$	3 393 093 \$	2 168 831 \$

L'évolution des subventions des membres de l'IPAC depuis 2005-2006



Colloques

Le colloque « Québec, 25 ans d'inscription au patrimoine mondial » offrait l'occasion de dresser un bilan de cette inscription et de poser une réflexion dynamique et actuelle, enrichie de l'expérience et de l'expertise tant locales qu'internationales. Le programme comprenait une douzaine d'interventions de chercheurs, mais aussi de professionnels du patrimoine, de fonctionnaires, d'élus et de représentants du milieu associatif, traitant des thèmes suivants : les politiques et pratiques du patrimoine, la fréquentation touristique, l'implication citoyenne, l'enjeu des nouvelles technologies et le développement durable.

Organisé dans le cadre du congrès annuel 2010 de la SMQ, le colloque « Patrimoine immatériel et musées : enjeux et défis » posait la question des enjeux actuels du patrimoine immatériel pour le monde des musées. Le patrimoine immatériel, en effet, est au cœur des réflexions et des travaux de plusieurs muséologues, qu'il s'agisse d'en définir les balises ou du rôle que les institutions muséales jouent ou devraient jouer quant à la gestion, au traitement et à la valorisation de ce patrimoine. Il permettait également de présenter, sous formes d'études de cas, des actions d'institutions muséales d'ici et d'ailleurs ayant abordé la question sous différents angles, notamment celui du développement durable.

Québec, 25 ans d'inscription au patrimoine mondial

25 ANS

Colloque soulignant le 25^e anniversaire de l'inscription sur la Liste de l'UNESCO

25-26 octobre 2010

**Auditorium du Musée national
des beaux-arts du Québec**
Parc des Champs-de-Bataille

Lundi 25 octobre

19h30-21h00 *Conférence d'ouverture*

«N'oublions jamais, de grâce! Cinquante ans de grandeurs et de misères pour le Vieux-Québec»

Serge Viau, architecte et urbaniste, expert-conseil, ancien directeur général de la Ville de Québec

Présentation: Laurier Turgeon, directeur de l'Institut du patrimoine culturel, Université Laval

Mardi 26 octobre

7h30-8h30 *Inscription et accueil*

8h30-9h00 *Ouverture*

Mots de bienvenue

Josée Verner, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre de la Francophonie

Christine St-Pierre, ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine

Régis Labeaume, maire de Québec

Denis Brière, recteur de l'Université Laval

Esther Trépanier, directrice, Musée national des beaux-arts du Québec

Présentation des thèmes: Laurier Turgeon, IPAC, Université Laval

9h00-10h30 *Atelier 1 : Bilan de 25 ans d'inscription sur la Liste du patrimoine mondial*

«Main basse sur la ville! Conservation urbaine, l'approche des paysages urbains historiques pour réconcilier protection et développement»

Marie-Noël Tournoux, spécialiste de programme, Centre du patrimoine mondial, UNESCO

«Les répercussions de l'inscription de Québec sur la Liste du patrimoine mondial: légitimité d'actions structurantes à l'Université Laval»

Claude Dubé, doyen, Faculté d'aménagement, d'architecture et des arts visuels, Université Laval

«Vieux-Québec, 25 années de présence sur la Liste du patrimoine mondial: bilan et perspectives»

Francine Bégin, directrice, Service de l'aménagement du territoire, Ville de Québec

10h30-11h00 Pause

11h00-12h30 Atelier 2: Patrimoine et développement touristique

«L'évolution du tourisme dans les sites du patrimoine mondial»

Christina Cameron, professeure, École d'architecture, Université de Montréal

«Tourisme culturel et patrimoine dans le Vieux-Québec»

David Mendel, président, Visites culturelles Baillairgé

«Patrimoine mondial et tourisme: regard intérieur/extérieur sur Québec et Tunis»

Habib Saïdi, professeur, département d'histoire, Université Laval

12h30-14h00 Dîner-causerie (buffet), restaurant du Musée

«La convention du patrimoine mondial: défis actuels et perspectives d'avenir»

Larry Ostola, directeur général des Lieux historiques nationaux, Agence Parcs Canada

14h00-15h30 Atelier 3: Patrimoine et implication citoyenne

«Le chantier-école en archéologie de l'Université Laval: diffusion de l'information au citoyen pour la sauvegarde du patrimoine enfoui»

Réginald Auger, professeur, département d'histoire, Université Laval

«Le patrimoine culturel immatériel, nouvelle approche pour les politiques culturelles? L'exemple de Rennes en Bretagne»

Ana Sohier, Conseillère municipale déléguée au Patrimoine culturel immatériel, Ville de Rennes

«De la contestation à la concertation: le Comité des citoyens du Vieux-Québec et la question de la participation citoyenne»

Louis Germain, président, Comité des citoyens du Vieux-Québec

«La participation renforce l'appartenance et améliore les politiques»

Michel Venne, directeur, Institut du Nouveau Monde

15h30-16h00 Pause

16h00-17h30 Atelier 4: Patrimoine et nouvelles technologies

«Patrimoines immatériels et nouvelles technologies pour Québec»

Laurier Turgeon, directeur de l'Institut du patrimoine culturel, Université Laval et François Côté, Laboratoire d'enquête ethnologique et multimédia, Université Laval

«La face immatérielle du patrimoine: artifices et authenticité»

André Gob, professeur de muséologie, Université de Liège

«La techno-culture, une formidable opportunité pour la valorisation du patrimoine mondial: le cas de la Société du patrimoine urbain de Québec»

Marie-Dominic Labelle, directrice, Société du patrimoine urbain de Québec

17h30-18h00 Synthèse et conclusion «Patrimoine et développement durable»

Gérald Grandmont, professeur, HEC, Université de Montréal, ancien sous-ministre adjoint au ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine

18h00 Cocktail de clôture, grand Hall du Musée

Lancement du livre *Patrimoines et identités de l'Amérique française*, sous la direction de Laurier Turgeon et André Charbonneau, Québec, Les Presses de l'Université Laval, Collection *Culture française d'Amérique*, CÉFAN, 2010



Entente de
développement culturel



Parcs
Canada

Parks
Canada



(S M Q
Société
des musées
québécois

Congres
QUÉBEC ■
2010
+ colloque
PATRIMOINE IMMATÉRIEL
et **MUSÉES : ENJEUX ET DÉFIS**

Du 12 au 15 octobre

En partenariat avec :





INVITATION

Québec sera l'hôte pour une deuxième année consécutive du congrès de la Société des musées québécois, doublé cette année du colloque portant sur les enjeux et les défis du patrimoine immatériel au musée. Tout comme pour la production de la revue *Musées* vol. 29, nous avons pu compter sur le partenariat de l'Université Laval par l'entremise de son Institut du patrimoine culturel et de sa Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique, tous deux dirigés par le professeur Laurier Turgeon à qui nous adressons, d'entrée de jeu, nos plus sincères remerciements.

C'est donc à l'hôtel Loews Le Concorde que nous vous convions du 12 au 15 octobre pour la tenue de nos activités annuelles telles que les rencontres des GIS, celle du Réseau Info-Muse, la présentation des dossiers de la SMQ, l'assemblée générale annuelle, le Marché aux expositions, le Salon des exposants, la Soirée de remise des Prix... En outre, la journée du 13 octobre sera consacrée aux ateliers de consultation réalisés dans le cadre des États généraux des musées du Québec, un projet qui bénéficie de l'appui financier du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine. Les quatre ateliers concomitants seront repris deux fois dans la journée vous donnant ainsi l'occasion de participer à deux séances parmi les quatre thèmes retenus pour les États généraux, à savoir : Structure, développement et financement du réseau muséal ; Ressources humaines ; Conservation et gestion des collections et des sites ; Éducation, action culturelle, expositions et développement des publics. D'autres rendez-vous passionnants sont fixés notamment à l'Aquarium du Québec, au Laboratoire de muséologie et ingénierie culturelle (LAMIC) et à l'église Notre-Dame-de-Jacques-Cartier dans le quartier St-Roch. Ne manquez pas non plus les lancements et les cocktails dont celui de clôture au Musée naval de Québec et au Carré des officiers de la Marine.

Pour le colloque des 14 et 15 octobre, vous constaterez en prenant connaissance du programme que la qualité des conférenciers et des animateurs est toujours au rendez-vous. Nous aurons l'occasion de réfléchir sur la question, à la fois complexe et naturelle, du rapport entre les musées et le patrimoine immatériel. Grands témoins de l'aventure humaine, les deux nous semblent indissociablement liés à une compréhension, si partielle soit-elle, des sociétés qui nous entourent. Les conférenciers invités nous permettront donc de faire le point sur la diversité et la spécificité des activités menées dans les institutions muséales québécoises en plus d'élargir nos horizons au-delà de nos frontières en constatant ce qui se fait ailleurs.

Il va sans dire que la préparation du colloque a bénéficié du travail assidu et des commentaires éclairés des membres du comité de contenu que nous remercions chaleureusement. De plus, l'organisation du congrès et du colloque a été menée, de main de maître, par Françoise Simard, directrice du Réseau Info-Muse, épaulée par des membres de l'équipe de la SMQ. Nous tenons également à souligner la précieuse contribution de nos principaux commanditaires, Dale Parizeau Morris Mackenzie, Idées au cube et Pacart Québec inc., sans qui il aurait été difficile de mener à bien nos multiples activités.

En terminant, nous vous souhaitons un excellent séjour dans la capitale nationale. Que ce congrès 2010 et son colloque sur les enjeux et les défis du patrimoine immatériel soient des plus inspirants pour chacun d'entre vous!

Guylaine Simard
Présidente, Société des musées québécois
Directrice générale, Musée du Fjord

Michel Perron
Directeur général, Société des musées québécois

Mercredi 13 octobre**8 h – 17 h 30**

Inscription au congrès
Foyer

8 h – 9 h 30

Présentation des résultats de l'évaluation du programme
Aide au fonctionnement pour les institutions muséales reconnues

Par la Direction de la recherche et de l'évaluation de programmes du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine

Un déjeuner sera servi.

Salle Suzor-Côté

9 h 30 – 10 h 30

Marché aux expositions

Foyer

10 h 30 – 12 h

Ateliers de consultation dans le cadre
des États généraux des musées du Québec

Le réseau muséal : structure, développement et financement
Présidé par Guylaine Simard

Salle Suzor-Côté

Les ressources humaines
Présidé par Benoît Gauthier

Salle Borduas

Conservation et gestion des collections et des sites
Présidé par Guy Vadeboncoeur

Salle Leduc-Fortin

Activités de diffusion : éducation, action culturelle,
expositions et développement de publics
Présidé par Benoît Légaré

Salle Krieghoff

12 h

Dîner libre

13 h 30 – 15 h

Ateliers de consultation dans le cadre États généraux des
musées du Québec (reprise)

Le réseau muséal : structure, développement et financement
Présidé par Guylaine Simard

Salle Suzor-Côté

Les ressources humaines

Présidé par Benoît Gauthier

Salle Borduas

Conservation et gestion des collections et des sites

Présidé par Guy Vadeboncoeur

Salle Leduc-Fortin

Activités de diffusion : éducation, action culturelle,
expositions et développement de publics
Présidé par Benoît Légaré

Salle Krieghoff

15 h – 15 h 30

Pause

Foyer

15 h 30 – 17 h

Plénière

Salle Suzor-Côté-Krieghoff

18 h

Départ des navettes de l'hôtel

18 h 30 – 20 h 30

Ouverture du colloque et lancement de la revue
Musées portant sur le patrimoine immatériel,
inauguration de l'exposition *Bénis de Dieu. Récits des*
communautés religieuses du Québec et réception offerte
par l'Institut du patrimoine culturel et la Chaire de
recherche du Canada en patrimoine ethnologique
Église Notre-Dame-de-Jacques-Cartier.

20 h 30

Départ des navettes de l'église vers l'hôtel

6

PROGRAMME DÉTAILLÉ (SUITE)

Judi 14 octobre

PATRIMOINE IMMATÉRIEL ET MUSÉES: ENJEUX ET DÉFIS

Ce colloque sera l'occasion de réfléchir sur les enjeux actuels et la définition du patrimoine immatériel pour le monde muséal. Il mettra de l'avant des actions menées par des institutions muséales d'ici et d'ailleurs ayant abordé la question sous différents angles, notamment celui du développement durable.

Le patrimoine immatériel est au cœur des réflexions et des travaux de plusieurs muséologues, qu'il s'agisse d'en définir les balises ou du rôle que les institutions muséales jouent ou devraient jouer quant à la gestion, au traitement et à la valorisation de ce patrimoine.

8 h – 17 h 30

Inscription au congrès
Foyer

9 h – 10 h 15

Conférence d'ouverture

La muséologie et le patrimoine immatériel

Il est du mandat des institutions muséales de sensibiliser les communautés à l'importance et à la richesse de leur patrimoine. Depuis quelques années, le patrimoine immatériel est devenu une préoccupation pressante pour beaucoup d'institutions muséales, quels que soient les types d'institutions ou la nature des collections. Mais qu'est-ce que le patrimoine immatériel en regard de la spécificité des institutions muséales? Dans sa présentation, Laurier Turgeon mettra la table du colloque en nous brossant un tableau des principaux enjeux pour les musées.

Conférencier :

LAURIER TURGEON, directeur, Institut du patrimoine culturel et titulaire, Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique, Université Laval

Animatrice :

FRANÇOISE GUÉNETTE, journaliste indépendante
Salle Borduas-Krieghoff

10 h 15 – 10 h 30

Pause

10 h 30 – 12 h

Table ronde

Pour une vision d'ensemble du patrimoine immatériel

Tel que décrit par la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine immatériel, celui-ci comprend notamment les traditions orales, les pratiques sociales, les rituels et les savoir-faire qui sont transmis à l'intérieur des communautés et qui procurent un sentiment d'identité. Ces éléments sont depuis longtemps autant de sujets d'étude, de valorisation et de mise en exposition pour les institutions muséales. Les participants à cette table ronde partageront leur vision et réfléchiront sur les liens entre le patrimoine immatériel et les musées. Il sera question notamment de l'interdépendance entre le développement durable, le patrimoine matériel et immatériel.

KAREN WORCMAN, directrice, Museu da Pessoa, Brésil

YVES BERGERON, directeur des études supérieures en muséologie, Université du Québec à Montréal

HABIB SAIDI, professeur d'ethnologie et de muséologie, CELAT et IPAC, Université Laval

MICHEL CÔTÉ, directeur général, Musée de la civilisation

Animatrice :

FRANÇOISE GUÉNETTE, journaliste indépendante
Salle Borduas-Krieghoff

12 h

Dîner offert par Dale Parizeau Morris Mackenzie
Salle Place Montcalm

13 h – 17 h 30

Salon des exposants

Foyer

13 h

Inauguration du Salon des exposants

Le dessert et le café y seront servis.

Foyer

14 h – 15 h 30

Ateliers concomitants

1. Les technologies de l'information et des communications pour la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine immatériel

Comment les technologies multimédia peuvent-elles être utilisées pour capter les témoignages et les savoir-faire reliés au patrimoine immatériel et pour les présenter dans un contexte muséal? Internet peut-il être utilisé pour produire du contenu, enrichir la connaissance ou stimuler l'accès aux différentes composantes du patrimoine immatériel?

CAROL PAUZÉ, directrice des expositions, Centre des sciences de Montréal, Société du Vieux-Port de Montréal
 PHILIPPE DUBÉ, professeur titulaire et directeur du LAMIC, Département d'histoire, Université Laval
 ÉLISE BÉGIN, coordonnatrice et FRANÇOIS CÔTÉ, chercheur, projet IREPI (Inventaire des ressources ethnologiques du patrimoine immatériel), Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique

Animatrice:

MARIE-CLAUDE LAROUCHE, professeure, Département des sciences de l'éducation, Université du Québec à Trois-Rivières
 Salle Borduas

2. La place du patrimoine immatériel dans les musées autochtones

Les communautés autochtones s'appuient beaucoup sur le patrimoine immatériel pour transmettre leur histoire, leur langue et leurs valeurs d'appartenance. Ainsi en va-il des musées en milieu autochtone. Ce mode de transmission procure un sentiment d'identité et renforce la cohésion sociale des communautés. De l'inventaire participatif à la programmation muséale, quelles sont les particularités des musées autochtones, ainsi que des musées hors territoire qui mettent en valeur des collections autochtones, en lien avec le patrimoine immatériel?

ÉLISE DUBUC, professeure adjointe, Département d'histoire de l'art et d'études cinématographiques, Université de Montréal
 LAURÉAT MOREAU, coordonnateur, Musée Shaputuan, Uashat mak Mani-Utenam
 ANDRÉ MICHEL, peintre ethnographe, fondateur du Musée Shaputuan et de La Maison amérindienne de Mont-Saint-Hilaire
 MARIE-PAULE ROBITAILLE, conservatrice, collections Premiers Peuples, Service des collections et des archives historiques, Musée de la civilisation

Animatrice:

NATHALIE LAMPRON, consultante – muséologie et médiation culturelle
 Salle Pilot

3. Patrimoine immatériel, musées et éthique

Quelles sont les questions d'éthique qui se posent lors des activités de collecte, de conservation ou de mise en valeur du patrimoine immatériel par les institutions muséales? Comment éviter de dénaturer une tradition ou un témoignage lors de la représentation de celui-ci au public? Les participants à cet atelier aborderont différentes considérations éthiques reliées au patrimoine immatériel.

JEAN-FRANÇOIS ROYAL, directeur, Musée des religions du monde
 LISE CYR, chargée de projet en mise en valeur des aires patrimoniales, Parcs Canada
 ANDRÉ GLADU, cinéaste
 NICOLE O'BOMSAWIN, directrice adjointe, Réserve mondiale de la biosphère du Lac St-Pierre

Animatrice:

HELENE PAGÉ, directrice, Service de l'action culturelle et de la diffusion *extra-muros*, Musée de la civilisation
 Salle Leduc-Fortin-Lismer

15 h 30 – 15 h 45

Pause au Salon des expositions

Foyer

15 h 45 – 17 h 15

Ateliers concomitants

1. Gestion et traitement documentaire de l'immatériel

L'identification des manifestations du patrimoine immatériel passe inévitablement par des étapes d'inventaire et de documentation. Pour ce faire, il est nécessaire d'adopter des outils d'investigation et de classement. Il faut organiser et compiler les données, sélectionner les modes de conservation. Cet atelier mettra en lumière les différentes étapes de ce processus, les problèmes rencontrés et les solutions trouvées. On y abordera l'importance de récolter la mémoire des objets dès la démarche d'acquisition. On verra comment identifier les objets porteurs de mémoire et comment s'en servir pour stimuler la recherche.

VALÉRIE LAFORCE, ethnologue, conservatrice, Service des collections et des archives historiques, Musée de la civilisation et Musée de l'Amérique française
 LOUISE SAINT-PIERRE, coordonnatrice, Inventaire du patrimoine immatériel religieux, Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique, Université Laval
 STEVEN HIGH, codirecteur, Centre d'histoire orale et des récits numérisés, titulaire, Chaire de recherche du Canada en histoire publique et professeur, Département d'histoire, Université Concordia

Animatrice:

MANON ROCH, conservatrice et adjointe à la direction générale, Maison Saint-Gabriel
 Salle Borduas



PROGRAMME DÉTAILLÉ (SUITE)

2. Le patrimoine immatériel religieux

Ces dernières années, de nombreux musées collaborent avec des instances religieuses désirant assurer la survie de leur patrimoine et la mémoire de celui-ci. Dans le contexte actuel, quel rôle les musées doivent-ils jouer? Quelles stratégies peuvent-ils mettre en œuvre pour conserver et transmettre ce patrimoine?

CHRISTINE CHEYROU, directrice, Musée des Ursulines de Québec
DENIS ROBITAILLE, directeur du projet, Lieu de mémoire habité des Augustines
PIERRETTE LECLERC, sasv, présidente, Mission patrimoine religieux

Animatrice :

LOUISE VERDANT, directrice générale, Musée des Hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal
Salle Pilot

3. La transmission du patrimoine immatériel des milieux urbains et industriels

Cet atelier mettra l'accent sur des musées ayant mené des actions visant la réappropriation et la transmission du patrimoine immatériel, de la mémoire urbaine, des savoir-faire industriels, etc.

JEAN-FRANÇOIS LECLERC, responsable, Centre d'histoire de Montréal
MARIO TREMBLAY, responsable du projet «Porteurs de mémoire, porteurs de tradition», technicien aux activités culturelles, Arrondissement de Sainte-Foy-Sillery-Cap-Rouge, Ville de Québec
JEAN-LOUIS TORNATORE, maître de conférences en socio-anthropologie, Université Paul Verlaine – Metz, IACLAHIC, Paris
VALÉRIE BOURGEOIS, directrice, Boréal

Animatrice :

KATY TARI, chargée de projet de la mise en valeur, Parcs Canada
Salle Leduc-Fortin-Lismer

18 h

Cocktail et lancements

Foyer

19 h

Soirée SMQ

Allocution de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, madame Christine St-Pierre
Remise des Prix SMQ 2010, souper et soirée dansante
Remise du Prix Roland-Arpin
Salle Borduas-Krieghoff

Vendredi 15 octobre

8 h – 13 h 30

Inscription au congrès

Foyer

9 h – 10 h 30

Ateliers concomitants

1. Patrimoine immatériel et implication sociale

Nombreuses sont les institutions muséales qui s'impliquent socialement dans leur communauté. Cette implication se traduit, entre autres, par des actions culturelles visant la valorisation du patrimoine immatériel. À cet effet, les musées collaborent souvent avec des médiateurs en patrimoine vivant. Quelles formes peuvent prendre ces collaborations? Comment les communautés participent-elles à ces projets?

ÉRIC GIROUX, responsable de la recherche et des collections, Écomusée du fier monde

GUY LANDRY, secrétaire général, Société du patrimoine d'expression du Québec et directeur général, Folklore Canada International
GRÉGOIRE MAYOR, conservateur adjoint, Musée d'ethnographie de Neuchâtel

Animateur :

PIERRE WILSON, directeur – conservateur, Musée des maîtres et artisans du Québec
Salle Krieghoff

2. Les musées et la valorisation du patrimoine immatériel : quels sont les moyens?

Les musées, lieux d'interprétation et centres d'exposition ont comme mandat de sensibiliser et d'éduquer les citoyens à l'importance et à la richesse de leur patrimoine. Ce faisant, ils ont un rôle important dans la transmission des savoirs. Cet atelier présentera différents moyens utilisés par les musées pour sensibiliser les visiteurs, donner accès et mettre en valeur le patrimoine immatériel, qu'il s'agisse d'expositions traditionnelles ou virtuelles, d'activités éducatives, d'actions culturelles ou d'initiatives en tourisme culturel.

OCTAVE DEBARY, maître de conférences, Université Paris Descartes
BENOÎT GAUTHIER, directeur général, Musée québécois de culture populaire
SOPHIE LIMOGES, directrice, Conservation et Programme publics, Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal
ANDRÉ GOB, chef de service et professeur titulaire, Séminaire de muséologie, Université de Liège

Animatrice :

GINETTE CARON, chargée de projets, Service de l'action culturelle et de la diffusion *extra-muros*, Musée de la civilisation
Salle Suzor-Côté

Séminaire annuel de l'IPAC 2011

Habib Saidi est professeur d'ethnologie et de muséologie, et ses recherches s'articulent autour des larges problématiques interdisciplinaires telles que l'ethnologie du tourisme, l'action culturelle et les politiques de patrimonialisation tant en Amérique du nord qu'en Méditerranée, au Maghreb et au Moyen-Orient. Intitulé « Villes et tourisme », le séminaire qu'il dirigeait portait plus particulièrement sur la dimension touristique du patrimoine urbain dans la perspective de la tension entre sa conservation et son exploitation.

GPL-7903 SÉMINAIRE DE L'IPAC

Villes et tourisme

Habib SAIDI, professeur, Département d'histoire

Le tourisme inscrit de plus en plus de villes de par le monde dans une logique de concurrence, voire de rivalité. Il pousse chacune d'entre elles à se positionner comme destination touristique privilégiée par son patrimoine culturel et par ses spécificités locales. C'est ainsi que sont apparues des villes stars que la course à la distinction et au vedettariat amène presque toutes à se définir comme destination-phares et centres d'attraction.

L'objectif du séminaire est d'amener les étudiantes et les étudiants à discuter de l'insertion du tourisme, plus particulièrement le tourisme patrimonial, dans les dynamiques urbaines à l'échelle locale et globale. Les échanges seront centrées, entre autres, autour des thèmes suivants : les politiques qui distinguent les villes du monde les mieux cotées en matière de vitalité urbaine et de mise en valeur du tourisme patrimonial; l'attractivité touristique des villes du patrimoine mondial; les spectacles et les événements festifs qui animent les centres urbains; les problèmes liés à la mise en tourisme des arrondissements historiques; les enjeux de rencontre et d'interaction entre les touristes et les résidents de ces lieux; la multiplication des circuits culturels et la piétonisation des espaces urbains, les patrimoines urbains et les perspectives de développement des tourisms durables; etc.

OBJECTIFS

1. Initier les étudiantes et les étudiants à des débats d'actualité effectués sous l'angle d'une réflexion scientifique pertinente;
2. Les amener à porter un regard critique sur des problèmes qui marquent un grand nombre de villes dans le monde;
3. Les amener à s'ouvrir à des recherches multidisciplinaires portant sur la ville, le patrimoine et le tourisme;
4. Leur permettre de réaliser une recherche originale en se penchant sur un terrain bien précis.

FONCTIONNEMENT

Des exposés magistraux seront présentés par le professeur et par des spécialistes invités. La contribution des étudiantes et étudiants est centrale dans la mesure où elles/ils sont appelé(e)s à participer aux débats et à présenter des exposés oraux. Des rencontres individuelles avec le professeur permettront aux étudiant(e) de faire le point sur leurs travaux d'examens.

Université d'été

Patrimoine et nouvelles technologies

Les étudiants de la première université d'été provenaient d'horizons disciplinaires variés que l'histoire, l'architecture, le design industriel, la muséologie, l'ethnologie, la musique, l'administration et le droit. L'IPAC est fier de pouvoir y répondre et continuera de rester attentif à l'évolution de ces deux secteurs toujours en mouvement.

Outre les enseignements et les conférences, le cours intensif de premier cycle universitaire comprenait trois jours de travail de terrain et de laboratoire multimédia au cours desquelles les étudiants ont documenté une dizaine de pratiques culturelles, dont la sculpture, le tissage, la vannerie, etc. Ces enquêtes ethnologiques ont mené à la création d'autant de fiches qui pourront être consultées sur les sites de l'Inventaire des ressources ethnologiques du patrimoine immatériel (IREPI) www.irepi.ulaval.ca; de l'Inventaire du patrimoine immatériel religieux (IPIR) www.ipir.ulaval.ca et au Musée de la mémoire vivante.

Plusieurs intervenants se sont mobilisés pour la concrétisation de ce projet : la Faculté des lettres de l'Université Laval, le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, la Municipalité de Saint-Jean-Port-Joli, le CLD de la MRC de L'Islet, ainsi que le député de Montmagny-L'Islet, monsieur Norbert Morin.

Équipe de réalisation de l'université d'été Patrimoine et nouvelles technologies

Direction

Laurier Turgeon, directeur de l'Institut du patrimoine culturel et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique

En collaboration avec :

Jean-Louis Chouinard, président du Musée de la mémoire vivante

Coordination

Marie-Claude Rocher, adjointe au directeur de l'Institut du patrimoine culturel

En collaboration avec :

Mélodie Lachance, agente de développement et de communication, Musée de la mémoire vivante

Responsables de terrain

Élise Bégin, coordonatrice du projet IREPI, Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique

Louise St-Pierre, coordonatrice du projet IPIR, Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique

Responsable technique

François Côté, coordonateur du Laboratoire d'enquêtes et d'entrevues multimédias

Encadrement, soutien technique et logistique

Benjamin Gadoury, photographe et vidéaste

Michaël Gravel, photographe et vidéaste

Francesca Desilets, Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique

Robinson Ngametché, stagiaire à l'Institut





UNIVERSITÉ D'ÉTÉ
de l'Institut du patrimoine culturel
Université Laval

PATRIMOINE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Du 29 mai au 5 JUIN 2011
Sous la direction de Laurier Turgeon



en partenariat avec
Le Musée de la mémoire vivante, Saint-Jean-Port-Joli (Québec)

Le développement des technologies numériques a révolutionné les méthodes de cueillette, de conservation, de gestion, de mise en valeur et de diffusion du patrimoine. Aujourd'hui, les équipements d'enregistrement numérique très performants et maniables offrent la possibilité de saisir rapidement les informations sur le terrain, de les transférer directement dans une base de données numériques, de conserver et de gérer l'information efficacement et de rendre les supports multimédias (textes, photographies, images 3D, audio-visuels) très accessibles au grand public à des coûts peu élevés via le Web. Les administrations publiques peuvent mieux identifier et gérer les patrimoines, tant matériel (sites, bâtiments, objets) qu'immatériel (savoir-faire traditionnels, artisanat, art populaire, traditions orales, fêtes, rites, chanson, musique, danse). Les applications Web permettent aux musées de diffuser leurs collections et de présenter des expositions virtuelles en ligne. La panophtographie, la vidéo panoramique haute définition, la numérisation 3D et la captation de paysages sonores ambiophoniques favorisent la création de modules pédagogiques, de présentations multimédia, de jeux sérieux en ligne très interactifs et participatifs. Ils permettent aussi la réalisation d'itinéraires touristiques en ligne de villes ou de régions entières téléchargeables *in situ* avec des appareils mobiles comme iPhone ou Blackberry. Ils ouvrent des espaces de créativité dont les limites semblent infinies. Mais les nouvelles technologies ne sont pas sans poser des problèmes : pérennité des données électroniques, fracture numérique, surdétermination de la sphère virtuelle, menaces à l'environnement, droits d'auteur, etc. Ces risques devront également être envisagés.

Dates : du 29 mai au 5 juin 2011

Lieu : Musée de la mémoire vivante
710 Avenue de Gaspé Ouest
Saint-Jean-Port-Joli (Québec) QC G0R 3G0

Partenaires : La Municipalité de Saint-Jean-Port-Joli
Le CLD de la MRC de L'Islet
La Faculté des lettres de l'Université Laval
Le député de Montmagny-L'Islet, Norbert Morin
Le Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine

Direction : Laurier Turgeon

Coordination : Marie-Claude Rocher

Institut du patrimoine culturel

Pavillon Charles-De Koninck, bureau 7153
1030, avenue des Sciences humaines Québec (Québec) G1K 0A6
Tél.: (418) 656-2131 poste 13855 Fax : (418) 656-5727
Site Web : www.ipac.ulaval.ca



Programme

Dimanche 29 mai

- 14h00 – 17h00 Arrivée et installation
- 17h00 – 19h30 **Accueil et mots de bienvenue**
Laurier Turgeon, directeur de l'Institut du patrimoine culturel
René Bouchard, directeur de la Direction du patrimoine et de la muséologie, ministère de la Culture, de la Communication et de la Condition féminine
Jean-Louis Chouinard, président du Musée de la mémoire vivante
Visite du Musée de la mémoire vivante
Projections de films ethnographiques sur Saint-Jean-Port-Joli
Cocktail dinatoire
- 19h30 – 21h00 **Conférence** Les défis techniques de la réalisation du *Moulin à images*
Mario Brien, directeur de production, Ex Machina

Lundi 30 mai

- 8h30 – 9h30 **Atelier 1 Le patrimoine, les communautés et les nouvelles technologies**
Introduction de la thématique et présentation du syllabus
Laurier Turgeon
- 9h30 – 10h15 Étude de cas 1 : Inventaire des ressources ethnologiques du patrimoine immatériel (IREPI)
Élise Bégin, coordonnatrice du projet IREPI, Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique
- 10h15 – 10h45 Pause
- 10h45 – 11h30 Étude de cas 2 : Inventaire du patrimoine immatériel religieux (IPR)
Louise St-Pierre, coordonnatrice du projet IPR, Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique
- 11h30 – 12h15 Étude de cas 3 : Musée de la mémoire vivante
Jean-Louis Chouinard, président du Musée de la mémoire vivante
- 12h15 – 13h30 Pause déjeuner (sur place, lunch compris)
- 13h30 – 14h15 Étude de cas 4 : Le projet Saint-Roch
Laurier Turgeon, directeur de l'Institut, et François Côté, coordonnateur du Laboratoire d'enquêtes et d'entrevues multimédias (LEEM) de l'Université Laval
- 14h15 – 15h00 Stratégies de la diffusion numérique du patrimoine: de l'innovation sur le Web à la révolution mobile
Alain Massé, président-directeur d'IdéeClic, Gatineau
- 15h00 – 15h30 Pause
- 15h30 – 17h00 Conclusion : L'expérience de terrain, le terrain de l'expérience
Jean Simard, ethnologue, professeur et auteur
- 17h30 – 19h30 Pause souper (libre)
- 19h30 – 21h00 L'Institut Technologies de l'Information et Sociétés (ITIS) de l'Université Laval
Marie-Andrée Doran, directrice de l'ITIS, Université Laval, adjointe au vice-recteur aux études et aux activités internationales

Mardi 31 mai

- 8h30 – 10h00 **Atelier 2 Du film ethnographique au vidéo-clip du PCI**
La légèreté du cinéma direct : À l'ère du numérique, la surabondance d'outils peut, paradoxalement, alourdir la créativité et la capacité de capter le réel - à moins de replacer la personne humaine au centre de l'entreprise. Les approches du direct préservent une certaine légèreté dans le geste de collecter la mémoire de l'autre. Projection d'œuvres d'*André Gladu, cinéaste et réalisateur, pionnier dans la documentation de la culture francophone et de Michel Brault, cinéaste, réalisateur et producteur, spécialiste du cinéma direct et de l'esthétique de la caméra à l'épaule*
- 10h00 – 10h30 Pause
- 10h30 – 12h30 **Le chantier du documentaire** : les méthodes du cinéma direct
1. La préparation et le repérage (recherches, consultations, narration, régie...)
André Gladu
2. La prise de vue (appareils, objectifs, le point de vue de la caméra, lumière, mouvement, choix des plans, caméra à l'épaule versus trépied...)
Michel Brault
- 12h30 – 13h30 Pause déjeuner (sur place, lunch compris)
- 13h30 – 15h30 **Atelier 3 La pratique des nouvelles technologies sur le terrain**
Élise Bégin, Francesca Desilets, Louise Saint-Pierre et François Côté, avec la collaboration d'André Gladu et Michel Brault
L'enquête orale
Le tournage
Le montage
- 15h30 – 16h00 Pause
- 16h00 – 18h00 Suite de l'atelier 3 et préparation du travail en équipe
- 18h00 – 19h30 Pause souper (suggestion : en équipes)
- 19h30 – 20h30 Suite de l'Atelier 3
La captation 3D
Patrick Sirois, technicien AV, Université Laval
La panophotographie
Michaël Gravel, photographe et vidéaste
La vidéo panoramique
François Côté, LEEM
Objets 360
Benjamin Gadoury, photographe et vidéaste

Expérimentation

Mercredi 1^{er} juin

- Toute la journée **Travail de terrain : Enquête, captation, numérisation**
Repas libres

Jeudi 2 juin

- 9h00 – 10h00 **Formation au montage**
Benjamin Gadoury, photographe et vidéaste
- 10h00 – 11h00 **Formation à la diffusion sur le Web** : la création d'un site Wordpress
Introduction et expérimentation
François Côté, LEEM
- 11h00 - soir **Travail de traitement des données : numérisation (suite) et montage**
Repas libres

Vendredi 3 juin

- 9h00 – 12h00 **Travail de traitement des données : montage (suite) et diffusion**
- 12h00 – 13h30 **Pause déjeuner** (sur place, lunch compris)
- 13h30 – 15h30 **Atelier 4 Les enjeux des nouvelles technologies dans le domaine du patrimoine**
L'encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française
Laurier Turgeon, directeur de l'IPAC et Martin Fournier, LEEM
Interactivité et participation citoyenne : le « jeu sérieux »
Martin Fournier, LEEM, Université Laval
- 15h30 – 16h00 **Pause**
- 16h00 – 17h30 **(R)évolution numérique et Regard sur les médias sociaux**
Guy Deschênes, doctorant en Muséologie, médiation, patrimoine, UQAM
- 18h00 – 21h00 **Souper à la Seigneurie Des Aulnaies**
Départ à 17h45
Coût : 15\$ (prix spécial incluant repas, visite guidée et taxes)
Souper
Visite du site (moulin, église, crypte...)
Retour à 20h30

Samedi 4 juin

- 9h00 – 12h00 **Présentations des réalisations avec la participation des praticiens**
- 12h00 – 13h30 **Pause déjeuner** (sur place, lunch compris)
- 13h30 – 16h30 **Présentations des réalisations**
- 16h30 – 17h00 **Bilan et conclusion**
- 18h30 - *** **Souper de clôture « produits du terroir » et soirée à La Roche à Veillon**
Départ à 18h00

Dimanche 5 juin (participation facultative)

Croisière et excursion à Grosse Île

Située au milieu du fleuve Saint-Laurent, la Grosse Île sert de station de quarantaine de 1832 à 1937 pour le port de Québec. Il s'agit, à l'époque, de la principale porte d'entrée des immigrants au Canada.

Coût : 60\$/pers., transport, visite guidée, lunch et taxes inclus
(possibilité d'inviter d'autres participants à se joindre au groupe pour cette activité)

9h00	Départ de Saint-Jean-Port-Joli
10h00	Embarquement à Berthier-sur-Mer
10h45	Arrivée à Grosse Île Visite guidée du <i>Lieu historique national du Canada de la Grosse-Île-et-le-Mémorial-des-Irlandais</i> Lunch sur place et temps libre
14h45	Départ de Grosse Île
15h30	Débarquement à Berthier-sur-Mer

L'université d'été : tout un succès !

Diane Gendron

7 juin 2011 - 10:12



culture - La première édition d'une université d'été consacrée au patrimoine et aux nouvelles technologies, qui se déroulait du 29 mai au 5 juin au Musée de la mémoire vivante de Saint-Jean-Port-Joli, a connu un vif succès.

Selon les organisateurs, l'enthousiasme ne s'est jamais démenti, du début jusqu'à la fin. Les demandes d'inscription ont afflué de partout. Au final, 37 étudiants, stagiaires et professionnels d'origine québécoise, belge, camerounaise, haïtienne et française, ont participé à l'événement organisé par l'Institut du patrimoine culturel (IPAC) de l'Université Laval. Les participants provenaient de disciplines variées : l'histoire, l'architecture, le design industriel, la muséologie, l'ethnologie, la musique, l'administration et le droit. Cette forte demande révèle l'intérêt croissant pour ce domaine de recherche dont les enjeux sont majeurs pour la société québécoise.

Autre élément gage de succès, la qualité des présentations avec des conférenciers réputés, tels que Mario Brien, directeur de production chez Ex Machina, Michel Brault et André Gladu, célèbres cinéastes et réalisateurs.

Les participants ont aussi réalisé du travail sur le terrain afin de documenter une dizaine de pratiques culturelles, dont la sculpture, le tissage, etc. Les fiches de ces enquêtes ethnologiques pourront être consultées sur les sites de l'Inventaire des ressources ethnologiques du patrimoine immatériel au www.irepi.ulaval.ca, de l'Inventaire du patrimoine immatériel religieux au www.ipir.ulaval.ca et au Musée de la mémoire vivante.

Au terme de cet université d'été, Laurier Turgeon de l'IPAC et Jean-Louis Chouinard du Musée de la mémoire vivante unissent leurs voix pour conclure au succès de cette première à Saint-Jean-Port-Joli.

ID- 193952

© 2011, HEBDOS de Quebec. Tous droits réservés. Ce contenu ne peut pas être publié, diffusé, réécrit ni redistribué.

Publications

L'Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française

L'Encyclopédie est un ouvrage de référence en ligne, multimédia et gratuit, qui traite de tous les types de patrimoine illustrant maints aspects de l'histoire, de la culture et des territoires des francophones de l'Amérique du Nord. Il repose sur la collaboration d'une vingtaine de partenaires répartis dans six provinces canadiennes, ainsi qu'en France et aux États-Unis. Des milliers d'images, des centaines de chansons et plus de cent vidéos complètent l'information écrite. L'Encyclopédie est toujours en développement et s'enrichit constamment de nouveaux articles et de nouveaux documents multimédias. L'équipe est fière du prix qu'elle a reçu *Mérites du français dans les TI* pour l'excellence de son site Web, prix décerné par l'Office québécois de la langue française à Montréal.

Site :

<http://www.ameriquefrancaise.org/fr/>



Martin Fournier et Laurier Turgeon lors de la remise des prix Mérite du français dans les TI (mars 2011)

La collection patrimoine en mouvement

Les onzième et douzième volumes de la collection ont paru en 2010-2011 :

- Célia Forget (dir.), *Penser et pratiquer l'esprit du lieu/Reflecting on and Practicing the Spirit of Place*.
- Pierre Desrosiers, *L'archéomuséologie. La recherche archéologique entre au musée*.



Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française
Bureau 6135, pavillon Jean-Charles-Bonenfant
2345, allée des Bibliothèques
Université Laval
Québec (QC) G1V 0A6

Pour diffusion immédiate

COMMUNIQUÉ

L'EXCELLENCE DU SITE INTERNET DE L'ENCYCLOPÉDIE DU PATRIMOINE SOULIGNÉE

Québec, 15 mars 2011 — Le jeudi 10 mars dernier, *l'Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française* a reçu la mention Coup de cœur « pour la richesse et l'excellence de son site Internet » lors de la soirée de remise des prix *Mérites du français 2011*. Ces prix sont décernés chaque année par l'Office québécois de la langue française (OQLF) en association avec plusieurs partenaires du monde des technologies de l'information.

La soirée de remise des prix des Mérites du français et des prix Francopub, qui a eu lieu au Centre des sciences de Montréal, visait à récompenser des organisations qui font un usage exceptionnel de la langue française dans les technologies de l'information, dans les milieux de travail et dans la publicité. La mention Coup de cœur décernée à l'Encyclopédie souligne de façon spéciale la qualité de l'Encyclopédie et témoigne de l'enthousiasme des membres du jury à l'égard de cet ouvrage de référence en ligne.

Le jury était composé de membres de l'Office de la langue française du Québec et de membres d'organismes partenaires dont Réseau Action TI, Alliance numérique, CEFRIO, l'Association de l'industrie de la langue, Direction informatique et l'Association québécoise des technologies.

[L'Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française](#), en ligne depuis 2008, est un ouvrage de référence multimédia gratuit qui traite de tous les types de patrimoine illustrant maints aspects de l'histoire, de la culture et des territoires des francophones de l'Amérique du Nord. Ce projet de l'Institut du patrimoine culturel de l'Université Laval repose sur la collaboration d'une vingtaine de partenaires répartis dans six provinces canadiennes, ainsi qu'en France et aux États-Unis. Les articles illustrés sont écrits par des spécialistes de chacun des sujets traités, dans un style accessible. Des milliers d'images, des centaines de chansons et plus de cent vidéos complètent l'information écrite. L'Encyclopédie est toujours en développement et s'enrichit constamment de nouveaux articles et de nouveaux documents multimédias.

Photo jointe:

- 1-Madame Nicole Martel, PDG de l'Association québécoise des technologies (membre du jury externe).
- 2-Monsieur Martin Fournier, coordonnateur de l'Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française.
- 3- Monsieur Laurier Turgeon, directeur de l'Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française.
- 4- Monsieur Patrice-Guy Martin, PDG du Réseau action TI (membre du jury externe).

—30—

Caroline Gagné
Conseillère en communication
418 656-2131, poste 13571
caroline.gagne.3@ulaval.ca



Presses de
l'Université Laval



COLLECTION
Patrimoine en mouvement
Sous la direction de Laurier Turgeon
ISBN : 978-2-7637-9115-9

Penser et pratiquer
l'esprit du lieu
Reflecting on and Practicing
the Spirit of Place

Sous la direction de / Edited by
Célia Forget

www.pulaval.com

Penser et pratiquer l'esprit du lieu Reflecting on and Practicing the Spirit of Place

Les textes recueillis dans cet ouvrage proposent une réflexion sur les manières de penser et de pratiquer l'esprit du lieu à travers le monde et au regard de différents champs disciplinaires. Nous menant sur les routes du Népal, du Pérou, du Liban, de l'Allemagne et d'ailleurs, sur les voies de l'archéologie, de l'histoire, de l'architecture et autres champs du patrimoine culturel, cet ouvrage offre un éclairage nouveau sur les différentes interprétations de l'esprit du lieu, sur les mesures architecturales qui peuvent autant lui réussir que lui nuire, sur les menaces qui l'affectent et sur les manières de le transmettre quand celui-ci n'a pas ou plus de support matériel.

Découlant du premier forum international des jeunes chercheurs et professionnels en patrimoine culturel qui s'est tenu à Québec les 27 et 28 septembre 2008, lors de la tenue de la 16^e Assemblée Générale d'ICOMOS, ce livre regroupe une sélection des meilleurs textes soumis par les participants. Les auteurs ont eu la possibilité de (re) penser l'esprit du lieu à la lumière des échanges interdisciplinaires qui ont fait le succès de ce forum. Les idées novatrices et constructives que renferment leurs textes révèlent leur intérêt et surtout leurs aptitudes à construire le patrimoine culturel de demain.

The texts brought together in this volume offer reflection on the ways to think about and practice the spirit of place throughout the world and taking into account the various scholarly disciplines. Guiding our path through Nepal, Peru, Lebanon, Germany and elsewhere, over trails blazed by archaeology, history, architecture and other cultural heritage spheres, the book sheds new light on the varied interpretations of the spirit of place, the architectural activities able to both enhance it and do it damage, the factors which threaten it and the means for passing it on at those times when its material support is non-existent or exhausted.

Fruit of the first International Forum of Young Researchers and Professionals in Cultural Heritage, held in Québec City September 27 and 28, 2008 on the site of the 16th ICOMOS General Assembly, the work presents a selection of the best texts submitted by participants. This book provided an opportunity for authors to (re)think the spirit of place in light of their discussions carried on across disciplines during the forum for the mutual benefit of all concerned. The innovative and constructive thinking shared in these documents highlights the commitment of those involved and likewise their competence for framing the cultural heritage of the future.

Sous la direction de Célia Forget, cet ouvrage est préfacé par Marie-Josée Deschênes et comprend les contributions de / Edited by Célia Forget, this book owes its preface to Marie-Josée Deschênes. The articles therein represent contributions by : Imran Bin Tajudeen, Mazen Haidar, Rowena Butland, Ilan Vit-Suzan, Julien Bastoen, Mette Bye, Dagmara Zawadzka, Alexandra Georgescu Paquin, Ruprama Rai, Anila Naeem, Julie Alary Lavallée, Michelle L. Stefano, Kate Pierce-McManamon, Hui-Wen Lin, Jennifer Craig, Richard Desnoilles et/and Jean-Daniel Deschênes.



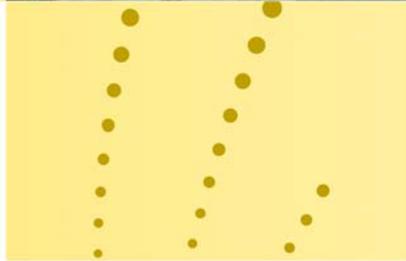
COLLECTION
Patrimoine en mouvement
Sous la direction de Laurier Turgeon

Visitez les Presses
www.pulaval.com

ISBN 978-2-7637-9010-4
9 782763 790404

Presses de
l'Université Laval
Anthropologie/ethnologie

Sous la direction de / Edited by
Célia Forget



Penser et pratiquer l'esprit du lieu
Reflecting on and Practicing the Spirit of Place

Penser et pratiquer **l'esprit du lieu**

Reflecting on and Practicing **the Spirit of Place**



Sous la direction de / Edited by
Célia Forget

Préface / Preface
Marie-Josée Deschênes





Presses de
l'Université Laval



COLLECTION
Patrimoine en mouvement
Sous la direction de Laurier Turgeon
ISBN : 978-2-7637-9533-1

L'archéomuséologie

La recherche archéologique
entre au musée

Pierre Desrosiers

L'archéomuséologie

La recherche archéologique
entre au musée

Qu'est-ce qui distingue l'archéologue de l'antiquaire ? Ou le muséologue du collectionneur ? La formation universitaire, bien sûr, l'expérience des projets de terrain et l'expertise acquise, principalement au cours du XX^e siècle, mais surtout une fascination pour la découverte du passé et de l'être humain qui se cache derrière l'objet.

L'archéologie et la muséologie au Québec font maintenant belle figure sur la scène internationale, mais elles demeurent encore méconnues en dehors des milieux scientifiques et professionnels. L'occasion est donnée dans ce volume d'explorer leurs parcours et leurs discours et, du même coup, de présenter ce qui les distingue et les unit.

L'archéologue Pierre Desrosiers « expose » ici le contenu de quatre musées d'archéologie du Québec et propose une modèle archéomuséologique qui allie l'acquisition et la diffusion des connaissances sur le passé. Il en résulte un hommage vibrant aux archéologues et muséologues qui par leur passion nous font redécouvrir un passé insoupçonné, un passé que l'histoire écrite ne révèle que partiellement.



L'auteur, Pierre Desrosiers, est rattaché à la Direction du patrimoine et de la muséologie du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec. Il a aussi consacré ses dernières années à l'enseignement universitaire de l'éthique en archéologie et de la muséologie appliquée au domaine de l'archéologie, à la diffusion de l'archéologie et à la rédaction d'articles sur l'archéomuséologie et le patrimoine archéologique du Québec.



COLLECTION
Patrimoine en mouvement
Sous la direction de Laurier Turgeon

Visitez les Presses
www.pulaval.com



Histoire

www.pulaval.com



Pierre Desrosiers



L'archéomuséologie : la recherche entre au mus.ée

L'archéomuséologie

La recherche archéologique
entre au musée



Pierre Desrosiers

Préface de
Marcel Moussette



Rayonnement dans la communauté

Mémoire à la Commission de la culture et de l'éducation sur le projet de loi 82

Présenté le 18 février 2010, le Projet de loi sur le patrimoine culturel (loi 82), a fait l'objet d'une consultation générale par la Commission de la culture et de l'éducation. Au nom des membres de l'Institut du patrimoine culturel et de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique, Laurier Turgeon et Habib Saidi ont présenté un mémoire à la commission parlementaire.

Projet St-Roch

Autrefois industriel et prospère, le quartier St-Roch a connu successivement un déclin important, une dégradation marquée puis une revitalisation progressive essentiellement basée sur la présence d'institutions d'enseignement supérieur et sur le rayonnement de la technoculture et des arts contemporains. Pourtant, le quartier reste en quête d'attractions touristiques majeures et pérennes. Reconnaisant le rôle prépondérant du patrimoine comme levier de développement touristique, la Ville de Québec confie à l'IPAC la direction d'un projet de tourisme culturel basée sur la conservation et la diffusion du patrimoine culturel immatériel du quartier.

Le projet vise à enrichir l'offre touristique de Québec et du quartier en proposant une activité qui a déjà fait ses preuves dans d'autres grandes villes du monde : une exposition de photographies monumentales en contexte urbain, complétées par des bornes interactives et des éléments de technologie mobile. Le projet pilote sera en place à l'été 2011.

Voir le reportage télévisuel réalisé par Vox TV le 23 juin 2011:

http://www.voxtv.ca/quebec/emissions/les_electiks.php.

Mémoire à la Commission parlementaire sur le projet de loi 82

Le projet de loi sur le patrimoine culturel (loi 82), présenté à l'Assemblée nationale par la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Christine St-Pierre, le 18 février 2010, a fait l'objet d'une consultation générale par la Commission de la culture et de l'éducation. Ce projet de loi 82 a pour objectif de « favoriser la connaissance, la protection, la mise en valeur et la transmission du patrimoine culturel, dans l'intérêt public et dans une perspective de développement durable ». Il vise à élargir la définition du patrimoine culturel, englobant « non seulement les documents, immeubles, objets et sites patrimoniaux, mais également les paysages culturels patrimoniaux, le patrimoine immatériel et les personnages, lieux et événements historiques »¹.

C'est particulièrement sur cette introduction du patrimoine immatériel dans la définition du patrimoine que portait le mémoire présenté par en Commission parlementaire par Laurier Turgeon et Habib Saidi, au nom des membres de l'Institut du patrimoine culturel et de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique. Après une brève réflexion critique, le mémoire propose neuf recommandations dont voici le résumé :

1. Que la loi reconnaisse pleinement et davantage le patrimoine culturel immatériel, compte tenu de l'importance capitale que la population québécoise lui accorde, de son rôle majeur dans la compréhension du patrimoine culturel matériel, de l'intérêt marqué qu'il suscite partout dans le monde et de l'importante contribution qu'il peut faire au développement durable;
2. Que la définition du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO soit reprise par la loi et élargie aux processus d'emprunts faits aux autres cultures pour tenir compte de la spécificité de la construction du patrimoine immatériel du Québec;
3. Que la loi traite le patrimoine immatériel dans une section spécifique en raison du caractère vivant et donc très particulier de ce patrimoine;
4. Que le patrimoine immatériel désigné fasse l'objet d'un plan de sauvegarde. Dans le cas d'éléments très menacés, le plan de sauvegarde devra être qualifié « d'urgent » et inclure des moyens spéciaux pour assurer la transmission et la survie de la pratique culturelle traditionnelle;
5. Dans la mesure où l'un des meilleurs moyens de protéger le patrimoine culturel immatériel est de stimuler son usage, nous recommandons des mesures de soutien éducatif et le renforcement d'institution de formation et de transmission du patrimoine immatériel;
6. Que la loi exige un travail de documentation systématique, à l'aide d'enquêtes orales, de l'usage social et de la mémoire de chaque paysage culturel désigné, de chaque bien patrimonial classé, chaque site patrimonial déclaré et de chaque fouille archéologique réalisée;

¹ *Projet de loi 82*, Éditeur officiel du Québec 2010, p.2

7. Que la loi prévoit la poursuite d'une pratique d'inventorisation nationale qui associe le milieu universitaire, le milieu gouvernemental, le milieu professionnel et les communautés locales. Il faudra articuler les inventaires menés à l'échelle municipale avec l'inventaire national pour éviter les dédoublements et une diversification des pratiques qui rendrait l'inventaire incohérent et inopérant;
8. Que le texte de loi explique plus clairement sa contribution au développement d'un sentiment de continuité, de la préservation des savoir-faire locaux et d'appartenance à un groupe social et à un territoire, ainsi qu'à la diversité culturelle;
9. Pour opérationnaliser ces retombées, nous recommandons surtout que chaque élément du patrimoine immatériel désigné soit accompagné d'un plan d'action qui explique et démontre comment l'élément désigné contribuera au développement durable. Cette pratique d'un plan d'action du développement durable pourrait être étendue très utilement à la désignation de paysages culturels, au classement de biens patrimoniaux et à la déclaration de sites patrimoniaux.

Le texte intégral du projet de loi 82 est disponible sur demande à l'IPAC, et la fiche synthèse peut être consultée à l'adresse suivante : <http://www.mcccf.gouv.qc.ca/index.php?id=20>.

Le texte intégral du mémoire déposé par l'IPAC se trouve aux pages suivantes.

MÉMOIRE DÉPOSÉ PAR

LA CHAIRE DE RECHERCHE DU CANADA EN PATRIMOINE

ET

L'INSTITUT DU PATRIMOINE CULTUREL DE L'UNIVERSITÉ LAVAL
(VERSION 3-FINALE)

SUR LE PROJET DE LOI 82 :

« LOI SUR LE PATRIMOINE CULTUREL »

Laurier Turgeon
Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine
Directeur de l'Institut du patrimoine culturel
Université Laval
Québec, Québec
Laurier.Turgeon@hst.ulaval.ca

Résumé

Ce mémoire traite de l'une des innovations majeures apportées par le Projet de loi 82 : « Loi sur le patrimoine culturel », soit l'introduction du patrimoine immatériel dans la définition du patrimoine.

En tant que spécialiste du patrimoine culturel et plus particulièrement du patrimoine immatériel, l'auteur du mémoire accueille très favorablement le projet de loi et félicite la Ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine de cette initiative ainsi que de sa volonté d'élargir la notion de patrimoine au domaine de l'immatériel.

-Le projet de loi 82 constitue une étape essentielle et indispensable dans le processus de reconnaissance du patrimoine immatériel, un élément central du patrimoine, trop longtemps dévalorisé et insuffisamment promu. L'auteur rappelle que cet élargissement de la notion de patrimoine s'inscrit dans un large mouvement, d'ampleur grandissante, de sauvegarde mondiale du patrimoine immatériel et ainsi de renouvellement et d'évolution des catégories patrimoniales. Cependant, l'auteur du mémoire juge les moyens mis en place extrêmement limités et restrictifs. La loi permet tout juste de « désigner » ou simplement d'« identifier » le patrimoine culturel immatériel, sans lui donner la possibilité de s'épanouir et de se développer pleinement. Il pourrait être mis davantage au service de la culture québécoise.

-L'auteur du mémoire propose une définition plus large et précise du patrimoine immatériel, en adéquation avec la définition de l'UNESCO et le caractère multiculturel du patrimoine québécois, cela afin de valoriser et représenter au mieux la diversité qui en fait sa richesse.

-Il insiste fortement sur la nécessité de dissocier dans la section II le patrimoine immatériel des personnages, des événements et des lieux historiques en raison de leur nature fondamentalement différente, voire même opposée. Le patrimoine des personnages, des événements et des lieux historiques s'inscrit dans le passé. On ne peut qu'en conserver la mémoire. Il ne peut être ramené à la vie. Alors que le patrimoine immatériel est un patrimoine vivant. En raison de son caractère singulier, il nécessite un traitement particulier axé sur des programmes éducatifs.

-Produit, porté et transmis par des personnes, le patrimoine culturel immatériel est vivant et par conséquent très fragile. Le décès d'un porteur de tradition peut entraîner la perte d'une pratique traditionnelle de manière irréversible. Les éléments du patrimoine immatériel qui sont très menacés nécessitent des mesures de sauvegarde urgente actuellement absentes de la loi.

-C'est par un inventaire national financé à la hauteur de l'importance de ce patrimoine ainsi que par l'élaboration de partenariats que pourra s'effectuer cette sauvegarde. L'exemple d'IREPI est ici cité. Les retombées économiques et sociales de la pratique d'inventorisation sont nombreuses.

-L'auteur du mémoire insiste sur le lien nécessaire à établir entre les catégories du patrimoine matériel et immatériel et démontre leur complémentarité, malheureusement négligée par le projet de loi actuelle. Il évoque le bénéfice de plus étroites collaborations dans les projets de sauvegarde à travers un travail interdisciplinaire, pour la plus-value de sens apportée au patrimoine.

-Le développement durable est présenté dans les « notes explicatives » et dans le premier article du projet de loi, comme un des principaux objectifs à atteindre, mais nulle part dans le texte il est fait mention de la manière dont le patrimoine peut contribuer au développement durable. L'auteur du mémoire propose de mieux articuler le patrimoine, notamment, le patrimoine immatériel et développement durable, et d'envisager un plan d'action du développement durable à chaque fois qu'un élément du patrimoine est désigné ou identifié d'éviter qu'il ne soit qu'un vœu pieux.

Présentation

Nous présentons ce mémoire sous le double chapeau du titulaire de la Chaire de recherche du Canada en patrimoine et du directeur de l'Institut du patrimoine culturel de l'Université Laval. Créée en 2003, la Chaire de recherche du Canada en patrimoine est une chaire de niveau I consacrée à l'étude des processus de construction patrimoniale. Elle réunit une quinzaine d'étudiants de 2^e-3^e cycles, un stagiaire postdoctoral et cinq professionnels de recherche qui animent le Laboratoire d'enquête ethnologique et de multimédia (LEEM), organisent annuellement un séminaire et un colloque, et préparent des publications sous forme de livres et d'articles dans des revues avec comité de lecture. La Chaire a développé entre autres le concept de « patrimoines métissés » pour mieux comprendre les mélanges de l'héritage culturel du Québec et la diversité des cultures de l'Amérique française. Elle a pu démontrer notamment que loin d'être stable et pérenne, le patrimoine des francophones de l'Amérique du Nord est continuellement reconstruit par les contacts, les interactions, et les échanges entre les différents individus et groupes. Cette contribution théorique à la recherche a valu à son titulaire plusieurs prix et bourses, et le titre de professeur invité à l'Université Harvard où il a animé un séminaire sur les enjeux politiques et sociaux du patrimoine culturel immatériel de janvier à juin 2006. De plus, la Chaire œuvre depuis plusieurs années pour la valorisation du patrimoine immatériel à travers un important volet recherche appliquée, elle a ainsi développé des méthodologies d'inventorisation multimédia en ligne du patrimoine culturel immatériel par IPIR (l'Inventaire du patrimoine immatériel religieux) (<http://www.ipir.ulaval.ca>), et surtout par IREPI (Inventaire des ressources ethnologiques du patrimoine immatériel) (<http://www.ethnologie.chaire.ulaval.ca>) qui est devenu un outil de référence à l'UNESCO et dans plusieurs pays du monde. Ces deux projets sont réalisés avec la collaboration avec le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec. Par ailleurs, le titulaire de la Chaire a été consulté à plusieurs reprises par la Section du patrimoine immatériel de l'UNESCO sur les méthodes d'inventorisation et pour la mise en œuvre des directives opérationnelles de la *Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel* de 2003. Le titulaire de la Chaire siège actuellement à l'UNESCO à titre d'expert externe sur le Comité international de coordination pour la sauvegarde du patrimoine culturel haïtien.

L'Institut du patrimoine culturel (IPAC) de l'Université Laval a pour mandat de « favoriser le développement des études et de la recherche dans le champ de la conservation, de la transmission et de la promotion du patrimoine culturel du Québec et de l'Amérique française ». Créé en 2000, il regroupe actuellement 20 professeurs chercheurs et plus de 100 étudiants de 2^e et 3^e cycles provenant de quatre facultés (Lettres, Sciences sociales, Architecture et aménagement, et Théologie et sciences des religions) qui oeuvrent dans tous les domaines du patrimoine. Au cours des deux dernières années, il a mis en œuvre trois nouveaux chantiers qui traitent des grands enjeux actuels en matière de patrimoine : le patrimoine religieux, le patrimoine immatériel et le patrimoine environnemental. Sa programmation scientifique permet à ses membres de faire connaître leurs travaux et ceux de leurs étudiants au moyen de séminaires, de colloques, de collaborations internationales et de publications, livresques ou électroniques. L'un des projets intégrateurs de l'Institut est l'*Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française* (<http://www.ameriquefrancaise.org>) qui est devenu un modèle national et international en matière d'encyclopédies multimédias en ligne, grâce à un financement soutenu de Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et de Patrimoine canadien. L'IPAC intervient aussi dans la

francophonie à l'échelle internationale, grâce notamment à la création d'un programme de maîtrise en patrimoine à l'Université d'État d'Haïti, auquel ses professeurs contribuent activement par des enseignements et l'encadrement d'étudiants, et à la participation aux enseignements du programme de maîtrise en patrimoine à l'Université Léopold Senghor à Alexandrie (Egypte), tous deux financés par l'Agence universitaire de la francophonie.

Une grande innovation : le patrimoine culturel immatériel

La Chaire et l'Institut accueillent très favorablement le projet de loi et les principaux articles proposés. Il n'y a pas de doute qu'il existe une réelle volonté de renouveler plusieurs aspects de la loi actuelle sur les biens culturels et de l'adapter aux besoins de la société québécoise d'aujourd'hui. Le désir d'accroître la participation et la responsabilité des municipalités, notamment par la création des Conseils locaux du patrimoine, de permettre aux citoyens de jouer un rôle plus actif dans la protection et mise en valeur du patrimoine, et de transformer la Commission des biens culturels en Conseil du patrimoine culturel témoigne d'une grande volonté d'ouverture et de progrès. On ne peut que s'en réjouir. Cependant, il s'agit largement de réaménagements de la loi actuelle.

L'apport qui est vraiment neuf, c'est l'élargissement de la définition du patrimoine culturel au domaine de l'immatériel. Ainsi, plutôt que d'aborder tous les articles de la loi, nous avons jugé plus pertinent d'axer nos commentaires et réflexions sur le patrimoine culturel immatériel dans la mesure où il s'agit de l'élément le plus neuf, prometteur et porteur à long terme. Ceci pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, le patrimoine immatériel est celui auquel la population québécoise s'identifie le plus et celui qui marque le plus fortement son identité. Un sondage mené en 2000 sur la perception de la notion de patrimoine pour le compte du Groupe-conseil sur la Politique du patrimoine culturel du Québec, mieux connu sous le nom de Rapport Arpin, démontre que les trois quarts des personnes interrogées plaçaient au premier rang de la culture les éléments immatériels, notamment la langue et l'histoire, alors que seulement le quart accordait la priorité à l'architecture et aux œuvres d'art (Rapport Arpin 2000 : 12). Le patrimoine immatériel sollicite pratiquement tous les sens, se rendant directement accessible à la vue, au toucher, à l'ouïe, voire au goût et à l'odorat, ce qui le rend plus communicatif, présent, populaire et vivant.

Deuxièmement, l'inclusion des éléments immatériels permet d'avoir une vision plus large, intégrée et riche du patrimoine. En plus d'ouvrir le patrimoine à un champ jusqu'ici non reconnu officiellement (récits oraux, mémoire, pratiques alimentaires, fêtes, festivals, rites, chanson, musique, danse, etc.), le patrimoine immatériel enrichit considérablement notre conception, notre perception et notre pratique du patrimoine matériel. D'une part, la sauvegarde et la transmission des savoir-faire traditionnels dans le domaine de la construction sont essentielles pour l'entretien et la restauration des bâtiments patrimoniaux. Or, plusieurs métiers traditionnels du bâtiment sont aujourd'hui menacés, faute de reconnaissance et de soutien de l'État (Demers 2010 : 33-34). Il en va de même pour les objets artisanaux et les objets d'art traditionnels. D'autre part, au niveau de la production du sens, c'est le patrimoine immatériel qui donne sens au patrimoine matériel, en révélant la signification qu'il a, tant pour ses architectes et ses artisans que ses utilisateurs. La connaissance de la mémoire, de la représentation et de la valeur d'usage social d'un site, d'un

bâtiment ou d'une œuvre artistique accroît remarquablement sa signification et sa valeur patrimoniale.

Troisièmement, il y a un intérêt croissant pour le patrimoine culturel immatériel partout dans le monde (Turgeon 2010a). Au Québec et au Canada, plusieurs villes ont intégré le patrimoine culturel immatériel ces dernières années à leurs politiques du patrimoine (Montréal, Québec, Rivière du Loup) et certaines provinces, comme Terre-Neuve, développent des politiques axées spécifiquement sur le patrimoine culturel immatériel. Sur le plan international, la *Convention pour la sauvegarde de patrimoine culturel immatériel* de l'UNESCO connaît un énorme succès. Adoptée en 2003, elle a déjà été ratifiée par plus de 130 pays, dont la France, la Belgique, l'Italie, le Japon, la Corée, la Chine et l'Inde. De plus, plusieurs ONG de l'UNESCO, jusqu'ici préoccupées principalement par le patrimoine matériel, ont exprimé un intérêt marqué pour le patrimoine culturel immatériel ces dernières années. Par exemple, ICOMOS (Conseil international des monuments et des sites) a consacré sa 16^e Assemblée générale, à Québec en 2008, au thème des rapports entre le patrimoine matériel et le patrimoine immatériel et, par la Déclaration de Québec de 2008, s'est engagé à tenir compte des composantes immatérielles et des communautés locales qui les portent dans la gestion et la conservation des sites régis par la *Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel* de 1972 (Turgeon 2009). De même, l'ICOM (Conseil international des musées) a consacré sa 20^e Assemblée générale tenue à Séoul en 2004, au patrimoine culturel immatériel et aux musées. La Société des musées québécois a organisé sa réunion annuelle sur le même thème à Québec en octobre 2010. Les nombreux conférenciers du Québec et de l'étranger ont montré à quel point le patrimoine immatériel ouvre des perspectives neuves et prometteuses pour la muséologie (Perron 2010 : 5; Macias-Valadez 2010 : 6-7; Turgeon 2010b : 9-25)

Quatrièmement, il y a une demande touristique croissante pour ce patrimoine. D'après l'Organisation mondiale du tourisme, les touristes recherchent de plus en plus des expériences culturelles sensibles et vivantes, issues d'un patrimoine intangible (OMT 2008). Les professionnels ou les cadres qui pratiquent ce tourisme ne veulent plus juste bronzer sur la plage ou faire des visites commentées de bâtiments historiques depuis un autobus, mais plutôt se promener dans les rues, s'immiscer dans la culture locale, connaître ses traditions, voir ses spectacles, goûter à sa cuisine et participer à un tourisme « responsable » et « durable » (Picard et Robinson 2006). Une récente étude démontre que 78% des voyageurs américains participent à des activités culturelles et/ou patrimoniales pendant leurs déplacements de loisir et, plus particulièrement, à des activités culinaires, à la reconstitution d'événements historiques, à des foires et festivals d'artisanat et à la danse. (Mandala 2009 : 2). Le phénomène a cours ailleurs dans le monde. La Catalogne, petite région de six millions d'habitants, est celle qui attire le plus de touristes en Espagne (plus de 27 millions !) grâce à sa politique de développement des routes culturelles (paysages), d'animations sur les sites d'art rupestre et d'organisation de nombreux festivals et fêtes (Tresserras Juan et Matamala 2010). La République dominicaine, première destination touristique de la Caraïbe, pour diversifier son offre, jusqu'à récemment axée presque exclusivement sur le tourisme de plage, développe l'écotourisme de montagne, les festivals et les carnivals ainsi que des animations sur les sites d'architecture coloniale (Théodat 2004). Le Québec s'inscrit dans la mouvance. La Vieille Capitale, par exemple, est habitée par la fête. En 2009 seulement, près de 200 événements festifs y ont été tenus (Turgeon et Gadbois 2010 : 36-37). C'est donc dire qu'une reconnaissance du patrimoine immatériel touchera

davantage les gens, leur donnera le goût de participer au patrimoine et sera, par conséquent, plus et mobilisateur.

Enfin, le patrimoine culturel immatériel peut contribuer à placer, de manière marquée, la culture au service du développement durable. Le patrimoine, en général, et le patrimoine immatériel, en particulier, est par excellence l'élément de la culture qui permet d'inscrire les actions humaines dans le temps, de construire la continuité et un sentiment d'appartenance au passé et à un territoire communs. Centré sur la « durabilité », il peut sensibiliser efficacement les individus et les groupes à l'importance de la préservation du lien social et de l'identité, de la sauvegarde des pratiques économiques traditionnelles et de la protection du territoire et de son environnement (Genest et Lapointe 2004). Plus qu'un des piliers du développement durable, il est son moteur et son essence. Au-delà du lien social qu'il engendre et qui renforce la collectivité, le patrimoine immatériel conserve les cultures locales, fortifie leurs identités et participe à leur revitalisation. Ainsi, le patrimoine immatériel nourrit la diversité culturelle qui à son tour cimente le développement durable.

RECOMMANDATION 1.

Nous recommandons que la loi reconnaisse pleinement et davantage le patrimoine culturel immatériel, compte tenu de l'importance capitale que la population québécoise lui accorde, de son rôle majeur dans la compréhension du patrimoine culturel matériel, de l'intérêt marqué qu'il suscite partout dans le monde et de l'importante contribution qu'il peut faire au développement durable.

Pour une définition large et inclusive du patrimoine culturel immatériel

Il est essentiel de donner une définition plus large et inclusive du patrimoine culturel immatériel. Celle proposée actuellement, à l'article 2 du projet de loi, est extrêmement restrictive et réductrice : « les savoir-faire, les connaissances, les expressions, les pratiques et les représentations fondées sur la tradition qu'une communauté ou un groupe reconnaît comme faisant partie de son patrimoine culturel et dont la connaissance, la sauvegarde, la transmission et la mise en valeur présente un intérêt public ». La reconnaissance du patrimoine est ramenée ici à la simple notion de « tradition » et à la « communauté », ces deux notions étant d'ailleurs très vagues et polysémiques. Une définition aussi squelettique ne pourra guider adéquatement les intervenants à tous les niveaux (législateurs, agents culturels, fonctionnaires, chercheurs, etc.) et risque de donner lieu aux pires abus. Si le mot « tradition » est pris dans son sens premier (selon Le Robert, il s'agit d'« une information, plus ou moins légendaire, relative au passé, transmise d'abord oralement de génération en génération »), il renverra à des pratiques orales reproduites à l'identique et conduira à les figer au lieu de reconnaître leur évolution. C'est pour éviter justement de figer les pratiques culturelles que la définition de l'UNESCO (voir ci-bas) insiste sur le fait que le patrimoine immatériel « est recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité... ». Nous avons tout intérêt à ajouter cette idée de recréation dans la définition, comme l'a fait l'UNESCO. Il est tout aussi dangereux de limiter la reconnaissance à la seule « communauté ». Tous ceux et celles qui ont mené des recherches ethnologiques sur le patrimoine immatériel savent qu'il y a toutes sortes de communautés,

certaines bien structurées et fonctionnant selon des principes consensuels, d'autres déstructurées et fonctionnant de manière chaotique et d'autres encore régies de manière totalitaire, voire même tyrannique, par une personne ou un petit groupe de personnes. Si la communauté décide de tout toute seule, comment remédier au problème des communautés qui ne reconnaîtraient pas à sa juste valeur le patrimoine immatériel sur son territoire? Comment prévenir les problèmes de conflits d'intérêt et d'éthique? Par exemple, comment régler le cas d'une association de musiciens qui voudrait faire reconnaître uniquement les pratiques de son président ou des membres de son Conseil? Il me semble important de préciser à la fin de cette phrase la mention : « et qui représente un intérêt public », pour signifier que la pratique doit être reconnue par la société plus généralement. Il est regrettable également que les individus ne soient pas inclus dans la définition, car assez souvent une pratique culturelle, surtout lorsqu'elle est menacée, est conservée par un seul individu. Selon la définition actuelle, la loi ne permettrait pas d'intervenir dans de tels cas, ce qui serait extrêmement dommage. De plus, la définition actuelle n'établit aucun lien entre le patrimoine immatériel et le patrimoine matériel. Or, les deux sont intimement liés et ne peuvent se comprendre l'un sans l'autre. Il est donc très important d'ajouter à la définition : « les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés », comme l'a fait l'UNESCO, dans sa définition présentée ci-bas.

« On entend par "patrimoine culturel immatériel" les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire - ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés - que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel. Ce patrimoine culturel immatériel, transmis de génération en génération, est recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et de leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle et la créativité humaine. Aux fins de la présente Convention, seul sera pris en considération le patrimoine culturel immatériel conforme aux instruments internationaux existants relatifs aux droits de l'homme, ainsi qu'à l'exigence du respect mutuel entre communautés, groupes et individus, et d'un développement durable. »

Au lieu de restreindre la définition de l'UNESCO, comme le fait le projet de loi actuel, nous encourageons fortement le gouvernement à la reprendre et même à l'élargir quelque peu pour tenir compte des emprunts faits à d'autres cultures et intégrés à la culture de référence pour devenir patrimoine. L'intégration de ces emprunts pour en faire « son » patrimoine, représente une composante essentielle du patrimoine culturel du Québec, comme l'a très bien souligné d'ailleurs le Rapport Arpin (p. 10-12) et d'autres travaux (Turgeon 2003). Lieu de contacts et d'échanges interculturels, le patrimoine québécois est constitué de nombreux emprunts faits aux cultures françaises, amérindiennes, britanniques, américaines et, plus récemment, antillaises, africaines et asiatiques. La définition doit rendre compte de cette spécificité du patrimoine immatériel québécois. Sinon, nous resterons dans une conception figée, passéiste, pour ne pas dire puriste, de la culture et du patrimoine.

RECOMMANDATION 2.

Nous recommandons que la définition du patrimoine culturel immatériel de l'UNESCO soit reprise par la loi et élargie aux processus d'emprunts faits aux autres cultures pour tenir compte de la spécificité de la construction du patrimoine immatériel du Québec.

Voici la définition proposée (les ajouts à la définition de l'UNESCO sont en rouge) :

« patrimoine immatériel : les pratiques, les représentations, les expressions, les connaissances et les savoir-faire - ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés - que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel et qui représente un intérêt public. Ce patrimoine culturel immatériel, transmis de génération en génération, est recréé en permanence par les communautés et groupes en fonction de leur milieu, de leur interaction avec la nature et les autres cultures, et de leur histoire, et leur procure un sentiment d'identité et de continuité, contribuant ainsi à promouvoir le respect de la diversité culturelle, la créativité humaine et le développement durable. »

Créer une rubrique spécifique pour le patrimoine immatériel et le traiter comme un élément vivant

Dans le projet de loi actuel, le patrimoine immatériel est présenté dans la section II et associé aux personnages, aux événements et aux lieux historiques. Le traitement de cette catégorie du patrimoine est minimaliste, par rapport aux autres patrimoines identifiés dans le texte, puisqu'il est prévu de simplement désigner ses éléments marquants et de les inscrire dans un registre pour en conserver la mémoire. Si cette approche convient pour les personnages, les événements et les lieux historiques, dans la mesure où il s'agit d'éléments de la mémoire, des choses exclusivement passées qui sont mortes en quelque sorte, il ne convient absolument pas au patrimoine immatériel qui est, lui, vivant. Plus encore, il est patrimoine que parce qu'il est transmis et encore vivant. En effet, le patrimoine immatériel n'a de sens et de fonction que s'il est pratiqué, c'est-à-dire transmis de génération en génération et utilisé dans la vie sociale. D'ailleurs, son utilisation est la condition *sine qua non* de son existence. Un patrimoine immatériel qui n'est plus en usage se meurt, il n'est plus un agent actif de construction de la vie économique, sociale et culturelle. Il tombe dans le domaine du simple souvenir. En le plaçant dans la catégorie de la mémoire, non seulement on ne reconnaît pas sa fonction vitale, mais on le condamne à mourir et à passer à l'histoire.

RECOMMANDATION 3.

Nous recommandons que la loi traite le patrimoine immatériel dans une section spécifique en raison du caractère vivant et donc très particulier de ce patrimoine.

Prévoir un plan de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel

En plus de faire l'objet d'une rubrique propre, le patrimoine immatériel qui est désigné devrait être accompagné d'un plan de sauvegarde, comme c'est le cas pour les paysages culturels

désignés (article 19), les biens patrimoniaux classés (articles 37-460 et les sites patrimoniaux déclarés (articles 61-63)), en vue de la préservation et, le cas échéant, de la revitalisation de la pratique. Le patrimoine immatériel est d'autant plus fragile qu'il est porté par des personnes. Si les porteurs d'un savoir-faire traditionnel sont réduits à une ou deux personnes, il suffit que ces personnes disparaissent pour que leur savoir-faire disparaisse à leur tour de manière irréversible. C'est pour cette raison que les pratiques très menacées devront faire l'objet d'un plan de sauvegarde qualifié « d'urgent » et être accompagné de moyens spéciaux pour leur venir en aide, comme le recommande la *Convention sur la sauvegarde du patrimoine immatériel* de 2003 de l'UNESCO.

RECOMMANDATION 4.

Nous recommandons que le patrimoine immatériel désigné fasse l'objet d'un plan de sauvegarde. Dans le cas d'éléments très menacés, le plan de sauvegarde devra être qualifié « d'urgent » et inclure des moyens spéciaux pour assurer la transmission et la survie de la pratique culturelle traditionnelle.

Encourager l'usage du patrimoine immatériel pour assurer sa sauvegarde

Si le plan de préservation du patrimoine matériel porte principalement sur la conservation et la restauration physiques de sites, de bâtiments et d'objets, celui du patrimoine immatériel doit être axée sur la sauvegarde par la transmission des pratiques. Il nécessite donc des moyens très différents qui passent par l'éducation formelle et informelle, la sensibilisation du public et le renforcement des capacités de transmission. Ce plan de sauvegarde devrait favoriser : le développement de programmes de planification mis en œuvre par des personnes compétentes dans le domaine ; les études scientifiques, techniques et artistiques ainsi que des méthodologies de recherche pour une sauvegarde efficace du patrimoine culturel immatériel, en particulier du patrimoine culturel immatériel en danger ; des mesures techniques, administratives et financières appropriées visant la création ou le renforcement d'institutions de formation à la gestion du patrimoine culturel immatériel ainsi que la transmission de ce patrimoine.

RECOMMANDATION 5.

Dans la mesure où l'un des meilleurs moyens de protéger le patrimoine culturel immatériel est de stimuler son usage, nous recommandons des mesures de soutien éducatif et le renforcement d'institution de formation et de transmission du patrimoine immatériel.

Une approche intégrée du patrimoine matériel et immatériel

Il faudrait préconiser une approche intégrée du patrimoine matériel et immatériel pour éviter d'isoler l'un de l'autre. Le patrimoine culturel immatériel n'a pas toujours besoin d'un support matériel pour s'exprimer, il peut le faire de manière autonome par la parole (récits oraux, chanson) et le geste (fêtes, rites, musique, danse). Cependant, il recourt souvent aux sites ou objets matériels pour se manifester plus efficacement ou, tout au moins, se met en lien direct avec

eux. Une chanson, une fête ou un rituel est souvent pratiqué sur un lieu précis pour marquer l'appropriation du lieu en question, pour le faire sien. La mémoire orale d'un bâtiment, construite progressivement par les usagers et transmise de génération en génération, donne un sens et une valeur au bâtiment, souvent très différents de ceux envisagés par son architecte. De même, la mémoire orale d'un site archéologique peut fournir des informations très précieuses sur le lieu, les fonctions et les significations du site.

Le site, le bâtiment ou l'objet matériel témoigne donc de valeurs; il n'est jamais une valeur en soi. Le considérer ainsi conduit à un culte de l'objet pour l'objet et au fétichisme. Pour extraire toute la richesse d'un site, d'un bâtiment ou d'un objet matériel, il est capital de tenir compte de sa valeur d'usage sociale. Donc, dans la mise en valeur de bâtiments, de sites et d'objets historiques, il faudrait prendre l'habitude d'associer des ethnologues, des historiens et des géographes à la mise en œuvre de la documentation, par des enquêtes orales par exemple, pour mieux connaître la signification et la valeur du patrimoine pour les populations qui l'utilisent. La restauration du patrimoine immatériel doit être intégrée aux projets de restauration immobilière et mobilière. Les quelques rares exemples au Québec où des enquêtes orales ont été faites pour conserver la mémoire du lieu et l'intégrer à la mise en valeur, comme la Dominion Corset à Québec ou le projet d'Inventaire du patrimoine immatériel religieux (IPIR), mené conjointement par la Chaire de recherche du Canada en patrimoine, la Société des musées du Québec (SMQ) et le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, actuellement en cours, ont donné des résultats d'une richesse extraordinaire. La préservation, la restauration et la sauvegarde du patrimoine doivent se faire par des équipes interdisciplinaires composées également d'ethnologues, d'historiens et de géographes qui tiennent compte des éléments immatériels du patrimoine afin d'assurer une gestion intégrée du patrimoine matériel et immatériel. La Déclaration de Québec de 2008, issue de l'Assemblée Générale d'ICOMOS tenue à Québec en 2008 (<http://www.international.icomos.org/chartes.htm>), et la Déclaration de Yamato de 2004 (<http://portal.unesco.org/culture/fr>), prônent toutes les deux cette approche intégrée dans la sauvegarde du patrimoine matériel et immatériel.

RECOMMANDATION 6.

Étant donné que le patrimoine culturel immatériel fait partie intégrante du patrimoine matériel et lui donne sens, nous recommandons que la loi exige un travail de documentation systématique, à l'aide d'enquêtes orales, de l'usage social et de la mémoire de chaque paysage culturel désigné, de chaque bien patrimonial classé, chaque site patrimonial déclaré et de chaque fouille archéologique réalisée. Un article qui va dans ce sens pourrait être facilement ajouté aux sections III, IV et V du projet de loi actuel.

Une nécessaire inventarisation nationale du patrimoine culturel immatériel

Nous accueillons avec bonheur la place importante accordée aux inventaires à l'article 8 du projet de loi et nous encourageons une poursuite des efforts d'inventarisation du Ministère, notamment du patrimoine culturel immatériel qui ne figure pas actuellement dans l'inventaire des biens culturels du Québec. La pratique de l'inventaire permet de mieux connaître le patrimoine immatériel qui demeure le plus fragile et le moins valorisé, de mieux le protéger et le mettre en valeur. Tirant profit d'une longue et riche expérience des inventaires d'archives orales, le Québec

a développé des techniques et des méthodes d'inventorisation très au point qui le placent comme un des leaders mondiaux dans le domaine. Le projet IREPI (Inventaire des ressources ethnologiques du patrimoine immatériel du Québec), élaboré en partenariat entre la Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique de l'Université Laval, le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, le ministère des Affaires municipales, des régions et de l'organisation du territoire, le Musée québécois de culture populaire, le Conseil québécois du patrimoine vivant et la Société québécoise d'ethnologie depuis 2004, est de plus en plus cité comme un modèle à suivre par l'UNESCO (www.patrimoine-immateriel.ulaval.ca). C'est cette association entre le milieu universitaire, le milieu gouvernemental, le milieu professionnel et les communautés locales qui a fait la force et la réputation internationale d'IREPI. En effet, la coordination du projet par une institution universitaire, axée sur la production du savoir, l'objectivité de la recherche et une certaine neutralité, a donné de bons résultats, par rapport à d'autres pays. Par exemple, en Chine, l'inventaire est mené exclusivement par l'État, il est établi selon des critères très formels et il n'est pas accessible au public. Contrairement à cette approche « par le haut », la France a privilégié une approche « par le bas », du moins dans un premier temps, qui n'a pas été plus heureux. Faisant appel assez largement aux associations professionnelles, du moins dans la phase initiale de son inventaire, le ministère de la Culture et de la Communication de la France s'est retrouvé avec un ensemble très hétéroclites de modes d'inventorisation et de pratiques inventoriées, en mal de traitement, de diffusion et de reconnaissance. Aujourd'hui, la France, la Belgique, la Suisse, la Chine et Haïti s'inspirent de plus en plus de l'approche « du milieu » d'IREPI pour développer leurs propres méthodes d'inventaire du patrimoine culturel immatériel. Le projet d'Inventaire du patrimoine immatériel religieux (IPIR), lancé en 2007, a permis de perfectionner les méthodes d'inventorisation, notamment par l'intégration du patrimoine immatériel au patrimoine matériel (Turgeon et St-Pierre 2009). De même, le Répertoire du patrimoine culturel du Québec, connu sous l'acronyme PIMIQ (Répertoire du patrimoine immobilier, mobilier et immatériel du Québec) est un des premiers répertoires au monde qui intègre, dans une même base de données, le patrimoine bâti, mobilier et immatériel. Il fait déjà l'envie de la France, de la Belgique et de la Suisse. Il n'y a pas de doute que sa reconnaissance internationale augmentera au fur et à mesure de son développement.

L'usage d'équipements d'enregistrement électroniques, de bases de données numériques et des applications Web pour exploiter ces données a permis à IREPI de révolutionner les pratiques de l'inventaire du patrimoine culturel immatériel. Les nouvelles technologies de l'information ont non seulement facilité la fabrication, l'accès et la gestion des inventaires, elles ont provoqué des nouvelles façons de concevoir et de pratiquer l'inventaire lui-même afin de le rendre plus participatif et interactif. Grâce à l'usage d'équipements d'enregistrement numériques très performants et maniables, IREPI a rendu possible l'enregistrement rapide des données sur le terrain, leur transfert direct du terrain dans une base de données numériques, la conservation et la gestion efficaces de l'information et l'accessibilité des données au grand public à des coûts peu élevés via le Web. La mise au point d'interventions culturelles sur le terrain, par le biais de la recherche-action, vise à faire participer les communautés locales et les porteurs de tradition au processus de l'inventaire pour qu'elles puissent bénéficier, en première instance, de ses retombées. L'accès aux données par le Web permet des appropriations et réappropriations multiples et favorise l'évolution des pratiques et la revitalisation des communautés qui en sont les détentrices. La banque données multimédia fournit du matériel qui permet de préparer des modules pédagogiques pour les écoles, des expositions virtuelles et des itinéraires touristiques en

ligne. Si le projet IREPI a déjà permis de recenser plus de 1 000 pratiques culturelles traditionnelles dans toutes les régions rurales du Québec, il reste à inventorier celles des villes (Montréal, Québec, Trois-Rivières, Sherbrooke, Gatineau, Chicoutimi, Rimouski, etc.) où vivent la vaste majorité des Québécois et celles des régions nordiques où les populations autochtones subissent des transformations importantes de leurs modes de vie en raison des changements climatiques.

La recherche-action est une approche qui, dans le domaine de l'ethnologie, vise « à redonner de façon organisée à leurs propriétaires les savoirs qu'ils nous ont confiés » (Simard, 1992 : 117). Cette méthode amène les communautés à se réapproprier les pratiques par des stratégies directes de mise en valeur : conférences, articles de journaux, soirées, expositions temporaires, émissions de télévision ou de radio communautaire, etc. La recherche-action devient elle-même une forme d'action économique et culturelle, permet la participation des communautés locales dans les actions de mise en valeur et facilite la réappropriation des pratiques.

Nous accueillons favorablement l'article 120 qui permet aux municipalités de faire des inventaires du patrimoine culturel situé sur son territoire. Cette mesure incitera les municipalités à identifier, à mieux connaître, à mieux gérer et à mieux mettre en valeur leur patrimoine. Il faudra toutefois établir un protocole d'inventorisation et offrir de la formation aux personnes responsables pour donner une rigueur, une continuité et une cohérence aux pratiques d'inventorisation. Si chaque municipalité est laissée à elle-même pour établir son inventaire, il risque d'y avoir autant d'inventaires qu'il y a de municipalités et ceux-ci risquent aussi d'être très différents de l'inventaire national. Il sera impossible de comparer les éléments inventoriés entre eux et de gérer efficacement l'ensemble. Tandis que si les pratiques d'inventorisation sont standardisées, il sera possible de parvenir à une certaine constance et de prévoir même que les éléments des inventaires municipaux puissent être versés à l'inventaire national.

RECOMMANDATION 7.

Compte tenu de l'expertise internationale du Québec en matière d'inventaire du patrimoine culturel immatériel, nous recommandons que la loi prévoit la poursuite d'une pratique d'inventorisation nationale qui associe le milieu universitaire, le milieu gouvernemental, le milieu professionnel et les communautés locales. Il faudra articuler les inventaires menés à l'échelle municipale avec l'inventaire national pour éviter les doublons et une diversification des pratiques qui rendrait l'inventaire incohérent et inopérant.

Patrimoine immatériel et développement durable

Si le développement durable est évoqué dans l'article 1 du projet de loi et identifié comme un objectif, le moyen d'atteindre cet objectif n'est jamais explicité. De tous les patrimoines, le patrimoine immatériel est sans doute celui qui contribue le plus au développement durable car il repose tout d'abord sur la participation des personnes et des groupes humains. De même que la *Convention sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel* de 2003 place la personne et la

participation sociale au centre du patrimoine, la *Déclaration de Rio de 1992 sur l'environnement et le développement* affirme dans son premier principe que « Les êtres humains sont au cœur des préoccupations relatives au développement durable ». Par ailleurs, la *Convention sur la diversité biologique* (article 8) insiste sur l'importance de la protection des savoirs locaux comme élément de stratégie pour le développement durable et la biodiversité : « *Chaque partie contractante [...] respecte, préserve et maintient les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et en favorise l'application sur une plus grande échelle* ».

Les deux plus récentes conventions de l'UNESCO consacrées à la culture évoquent clairement le lien entre le patrimoine immatériel et le développement durable. La *Convention sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel* de 2003 fait mention de l'apport du patrimoine culturel immatériel au développement durable, elle le définit en effet en introduction comme le « creuset de la diversité culturelle et garant du développement durable ». La *Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles* de 2005 insiste sur le fait que la diversité culturelle est essentielle au développement durable et que les savoirs traditionnels y contribuent : « *Reconnaissant l'importance des savoirs traditionnels en tant que source de richesse immatérielle et matérielle, et en particulier des systèmes de connaissance des peuples autochtones, et leur contribution positive au développement durable, ainsi que la nécessité d'assurer leur protection et promotion de façon adéquate* »

Le patrimoine immatériel participe à la construction d'une meilleure cohésion sociale, à édifier des cultures locales plus dynamiques et à la diversité culturelle. Il œuvre ainsi directement à la continuité et à la stabilité de l'identité par la sauvegarde, dans le temps et l'espace, des traditions et pratiques culturelles, tout autant qu'il les renouvelle. Il promeut un patrimoine respectueux des paysages et de l'environnement parce que centré sur l'humain. Pour inciter les porteurs de traditions et les acteurs sociaux plus généralement à mieux exploiter ce potentiel, il serait très utile que chaque élément du patrimoine immatériel désigné (par le MCCCCF) et identifié (par les municipalités) fasse l'objet d'un plan d'action qui explicite son apport au développement durable. Un plan d'action inciterait à envisager concrètement des moyens pour mettre le patrimoine désigné et identifié au service du développement durable. Un plan d'action du développement durable pourrait être exigé aussi pour tous les paysages culturels désignés, les biens patrimoniaux classés et les sites patrimoniaux déclarés. Nous nous inspirons ici de l'excellente Loi sur le développement durable adoptée par l'Assemblée nationale du Québec en 2006. Si cette loi novatrice a eu tant de succès, ce n'est pas seulement en raison des 16 principes énoncés en section I, mais surtout parce qu'elle a exigé, dans les trois ans qui ont suivis son adoption, un plan d'action à chacun des ministères et des sociétés d'état du Québec.

RECOMMANDATION 8.

Compte tenu de l'énorme potentiel du patrimoine immatériel dans le développement durable, nous recommandons que le texte de loi explique plus clairement sa contribution au développement d'un sentiment de continuité, de la préservation des savoir-faire locaux et d'appartenance à un groupe social et à un territoire, ainsi qu'à la diversité culturelle. Pour opérationnaliser ces retombées, nous recommandons surtout que chaque élément du patrimoine immatériel désigné soit accompagné d'un plan d'action qui explique et

Théodat, Jean-Marie, « L'endroit et l'envers du décor : la 'touristicité' comparée d'Haïti et de la République dominicaine », *Revue Tiers Monde*, t. XLV. No. 178, avril-juin 2004, p. 293-317.

Tresserras Juan, Jordi, et Juan Carlos Matamala, « Cultural Tourism Indicators and Tourism Management Strategies of UNESCO World Heritage Sites in Catalonia (Spain) », Communication présentée au colloque *Sites du patrimoine mondial et tourisme*, tenu à Québec du 2 au 4 juin 2010.

Turgeon, Laurier, « L'esprit du lieu: pour mieux penser et pratiquer le patrimoine culturel », Laurier Turgeon (éd.), *L'esprit du lieu: entre le patrimoine matériel et immatériel*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2009, p. L-LXII.

-----, « Du matériel à l'immatériel. Nouveaux défis, nouveaux enjeux », *Ethnologie française*, vol. XL, no. 3, 2010a, p. 389-399.

-----, « Vers une muséologie de l'immatériel », *Musées. Enjeux et défis du patrimoine immatériel*, vol. 29, 2010b, p. 9-25.

Turgeon, Laurier et Jocelyn Gadbois, « Visiter l'âme d'un pays », *Continuité*, no. 127, 2010, p. 36-40.

Turgeon, Laurier et Louise St-Pierre, « Le patrimoine immatériel religieux au Québec : Sauvegarder l'immatériel par le virtuel », *Ethnologues*, vol 31, no. 1, p. 201-233.

FAIRE L'EXPÉRIENCE DE L'ESPRIT CRÉATIF DE ST-ROCH



Exposition en plein-air, La Gacilly

« Le sentiment d'appartenance à son milieu est une condition incontournable à la prise en charge de son développement par les citoyennes et les citoyens eux-mêmes. Or, le patrimoine et l'expression culturelle sont des vecteurs essentiels de cette reconnaissance identitaire. »

Plan d'action, Québec horizon culture, 2009



Mathieu Dugal, animateur télé et dj, Québec

Faire de Saint-Roch une galerie à ciel ouvert S'immerger dans son patrimoine de la créativité

Saint-Roch en quête d'attractions touristiques

Depuis l'événement Québec horizon culture, le 16 février 2009, les arts et la culture sont plus que jamais considérés comme l'un des principaux moteurs de notre développement régional. Ils sont également reconnus comme l'un des pivots de l'industrie touristique de Québec.

Paradoxalement, le quartier Saint-Roch, que la Ville souhaite consacrer comme un haut lieu de la création contemporaine locale, ne comporte pas d'attractions touristiques d'envergure, à l'exception des Chemins invisibles (Cirque du Soleil) et d'événements sporadiques de courte durée (festivals, Big Air, etc.). Saint-Roch pose donc un intéressant défi: les touristes se pressent à ses portes chaque soir de la période estivale, mais un manque d'attractions nuit à leur

circulation et à leur rétention dans le quartier. Certes, on y trouve une masse critique de restaurants, bars, commerces distinctifs, parcs et galeries. Mais ces endroits restent essentiellement fréquentés par une clientèle d'habitants.

De plus, malgré tous les efforts de revitalisation des dernières années, le quartier Saint-Roch a encore du mal à se doter d'une identité plus positive. Pour beaucoup d'habitants et de visiteurs, St-Roch est encore considéré comme un quartier au passé difficile. Et le projet Saint-Roch technoculture, est perçu par certains comme une rupture avec l'esprit du lieu et son passé.

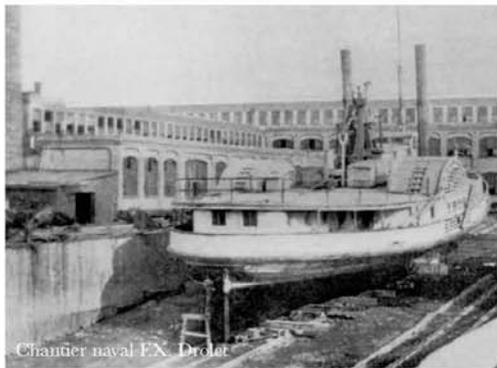
Saint-Roch : un patrimoine d'avant-garde

Pourtant, Saint-Roch a déjà été un quartier avant-gardiste sur le plan technologique et artistique. Que ce soit dans le commerce, l'industrie, la culture ou les arts, il se distinguait par son caractère inventif et créateur. Aujourd'hui encore, on y retrouve de nombreux témoignages qui évoquent cet esprit d'innovation, de dynamisme et de fierté.

Les traces de la vie industrielle, commerciale et artistique passée sont aisément repérables dans le quartier : édifice FX Drolet, compagnie Royal Tobacco, bâtiments témoignant de l'industrie du cuir et de la chaussure, commerces historiques comme le magasin Laliberté et la pharmacie Brunet, le théâtre l'Impérial. À ceci s'ajoutent le patrimoine artefactuel conservé dans ces lieux ou dans certains musées, ainsi que le patrimoine immatériel (récits, pratiques et savoir-faire) des gens du quartier. Quant aux témoignages actuels de cette vie d'innovation et de création, ils sont omniprésents.

Ancrer Saint-Roch technoculture dans une continuité

Le projet Saint-Roch technoculture est largement un retour à cette vocation d'avant-garde. Nous croyons important de montrer ce lien entre passé et présent, de mettre en valeur l'esprit du lieu en témoignant autant de l'histoire d'inventivité et de créativité de Saint-Roch, que de son renouveau technoculturel. La vision de Saint-Roch technoculture gagnera en force si elle se fonde sur l'idée de continuité, si l'appartenance au quartier est créée dans ce patrimoine de créativité et d'innovation plus que centenaire. Il est essentiel de mettre à jour ce lien entre passé et présent, et de démontrer que les entrepreneurs d'aujourd'hui posent des gestes qui s'inscrivent dans la continuité de ceux d'autrefois.



Chantier naval FX Drolet

Une mise en valeur de la mémoire du lieu serait tout aussi importante pour les anciens habitants du quartier, qui ont besoin de se souvenir de ces temps glorieux pour conforter leur identité, que pour les nouveaux arrivants, qui cherchent des repères mémoriaux pour s'inscrire dans une continuité et développer un sentiment d'appartenance au quartier.



Mériol Lehmann, photographe et musicien, Québec

Faire l'expérience de l'esprit créatif de St-Roch

Notre groupe, en collaboration avec différents partenaires, compte enrichir l'offre touristique de Québec et du quartier Saint-Roch, en proposant une activité qui a déjà fait ses preuves dans d'autres grandes villes du monde : une exposition de photographies monumentales en contexte urbain. Cet événement gratuit, accessible à tous, présenterait un portrait de l'esprit du lieu de Saint-Roch, par le biais de photographies qui témoignent de sa créativité passée et actuelle. Pour l'occasion, un site (ou quelques sites) de Saint-Roch se transformeraient en une galerie à ciel ouvert. Différents modes de présentation pourraient être utilisés : photos suspendues, accrochées, posées à plat sur des plates-formes, voire même intégrées sous de multiples formes au bâti, au mobilier urbain et aux aires naturelles.

Pour la première édition, à l'été 2011, nous proposons de réaliser un projet pilote, en testant la formule de l'événement avec un nombre restreint de sites et de modes de présentation. Les éditions subséquentes pourraient comporter davantage de sites, de modalités d'accrochage et d'éléments technologiques. Car à cette formule éprouvée d'exposition en plein-air seraient ajoutées des solutions technologiques. Un site web permettrait de diffuser le projet, d'offrir une préparation et un complément d'informations à la visite, en plus de donner accès au téléchargement d'un audioguide MP3. Cet audioguide permettrait, par exemple, d'entendre des témoignages oraux à propos du quartier Saint-Roch. Ces témoignages de personnes connues ou anonymes, apporteraient un important contenu

complémentaires aux photographies et permettraient d'immerger d'avantage le visiteur dans l'esprit du quartier. Une telle stratégie, et éventuellement l'utilisation d'autres solutions technologiques (écrans vidéo géants, contenus générés par les usagers, etc.) contribueraient à renouveler le genre des expositions de photographie en plein-air. De plus, l'événement y trouverait une signature qui correspond davantage à l'image d'avant-garde de Saint-Roch technoculture.

En résumé, le projet *Faire l'expérience de l'esprit créatif de St Roch* (titre de travail) s'inscrit clairement dans le contexte touristique du quartier : il table sur les spectateurs des Chemins invisibles déjà sur place, il rend attrayant des espaces urbains qui ont relativement peu à offrir sur le plan du bâti, et, enfin, il possède une touche clairement « technoculturelle ».

Objectifs du projet

- Favoriser le développement d'un sentiment d'appartenance communautaire en renforçant les liens entre le passé et le présent du quartier;
- initier les touristes à l'expérience technoculturelle de Saint-Roch;
- augmenter l'attrait du quartier, autant chez le public de Québec que chez les touristes ;
- mettre en valeur la créativité et l'inventivité des habitants du quartier;
- tester la formule d'une exposition de photographies grand format dans Saint-Roch, où des technologies numériques sont utilisées en renfort du médium photographique classique ;
- Sensibiliser, accroître et diversifier les publics de la culture (faire mieux connaître à la population de Québec ses créatrices et créateurs ainsi que ses artistes, de toutes disciplines, de même que la richesse de leur production) (Québec horizon culture, objectif 1,3);
- Miser sur la qualité du cadre de vie et l'utilisation dynamique du patrimoine (Québec horizon culture, orientation 2) ;
- Consacrer Saint-Roch comme haut lieu de la création contemporaine (Québec horizon culture, orientation 4) ;
- Miser sur le design et l'art public pour requalifier l'espace urbain de Saint-Roch (Québec horizon culture, objectif 4,1);
- Créer un milieu de vie attrayant pour les créateurs et les créatrices.

Phase 1 : étude du contexte et scénarisation

Afin de parvenir à la création d'un tel événement, notre équipe compte procéder, dans un premier temps, à une étude de contexte, à la scénarisation de l'exposition, et à une étude de faisabilité. C'est ce volet qui est concerné par la présente demande. Il sera réalisé du 31 mars au 30 juillet 2010, soit pendant 4 mois.

Parmi les principales activités à réaliser lors de cette phase 1 :

- Repérage des trésors patrimoniaux du quartier (immobilier, mobilier et immatériel) ;
- réalisation d'enquêtes ethnographiques tests ;
- réalisation de focus groups auprès de groupes-cibles concernés par différents aspects du projet ;
- repérage et rencontre de collaborateurs (artistes et créatifs du milieu technologique, représentants des milieux du

tourisme et du développement local, photographes, partenaires financiers, etc.) ;

- rédaction d'un rapport d'enquête, d'un scénario d'exposition et d'une étude de faisabilité.



Patrimoine et appartenance au quartier

Comme l'énonçait le Plan d'action de Québec horizon culture, le patrimoine est l'un des plus importants fondements identitaires d'une collectivité et il favorise grandement l'implication citoyenne par la fierté qu'il apporte. Lorsque le patrimoine bâti local n'est pas un élément distinctif majeur, comme dans le cas de Saint-Roch, il est essentiel de mettre en valeur le patrimoine culturel immatériel (PCI) du lieu, afin de faire ressortir son caractère distinctif et de favoriser l'ancrage au territoire.

Notre Chaire de recherche s'est positionnée au cours des dernières années comme un chef de file mondial dans le domaine de l'étude et de la mise en valeur du patrimoine culturel immatériel. On entend par cette expression les pratiques et traditions culturelles que les personnes portent en elles : récits oraux, fêtes, rites, pratiques artistiques, musiques, cuisine, savoir-faire, ainsi que les espaces et les objets matériels qui leur sont associés. Il s'agit d'un patrimoine de plus en plus recherché partout dans le monde, notamment parce qu'il répond au tourisme d'expérience, permettant une rencontre directe avec les cultures locales dans ce qu'elles ont de plus unique à offrir. En effet, les touristes aujourd'hui ne recherchent plus seulement l'authenticité de la culture matérielle (sites, monuments, bâtiments, artefacts), mais de plus en plus l'authenticité d'une expérience culturelle vivante (festivals, rituels, spectacles, cuisine). Le patrimoine culturel immatériel est considéré de plus en plus comme un moyen efficace de réaliser le développement durable des communautés qui le détiennent et, en même temps, de contribuer à la promotion du tourisme culturel.

Nos travaux, qui se sont surtout intéressés jusqu'à maintenant aux régions du Québec et aux communautés religieuses, ont été fortement appuyés par différents ministères provinciaux et fédéraux (MCCCF, MAMROT, Patrimoine canadien) et cités comme modèles par l'UNESCO. Nous avons



reçu plusieurs invitations pour présenter les résultats de ces projets à l'UNESCO (Paris 2006; New Delhi 2007; Paris 2008) et nous avons été invités par plusieurs pays pour collaborer à l'étude et la mise en valeur de leur patrimoine culturel immatériel (Haïti, Belgique, France, Suisse, Chine). Suite à l'expertise développée et aux succès rencontrés, nous souhaitons maintenant mener un projet à Québec, en milieu urbain, et mettre à profit notre tout nouveau laboratoire de recherche-crédation, financé à une hauteur de 600 000 \$ par la Fondation canadienne de l'innovation, le ministère de l'Éducation du Québec, l'Université Laval et nos partenaires privés. Le PCI de Saint-Roch apparaît être l'un des plus riches et vivants de la ville de Québec. D'où l'idée de réaliser un tel projet qui renforcera à la fois l'attraction et l'appartenance au quartier.

Tourisme culturel : rayonnement international et développement local

Selon le Conseil international des monuments et sites de l'UNESCO (ICOMOS), le concept de tourisme culturel s'applique à « Toute forme de tourisme dans un autre endroit, qui engage le visiteur à expérimenter tous les aspects culturels d'un endroit, ses styles de vie contemporaine, sa cuisine, sa topographie, son environnement, ses villes et villages, tout autant que ses sites historiques et ses performances culturelles. »

Le tourisme culturel, une tendance majeure de l'industrie touristique, est centré autour de la notion d'« expérience ». Il permet au visiteur de comprendre une culture sous différents angles, accroît l'image culturelle de la destination et diversifie

les auditoires de celle-ci. Il peut éventuellement favoriser le rayonnement de la culture locale à l'échelle internationale en montrant en quoi celle-ci est distinctive.

Le tourisme culturel est en pleine croissance à la Ville de Québec et il est devenu l'un de ses moteurs de développement. La génération des baby-boomers, qui représente une portion importante de notre masse touristique, en est particulièrement friande. Notre projet plaira à ce public, tout en attirant les jeunes visiteurs par son côté avant-gardiste. Un tel événement incitera les spectateurs des Chemins invisibles à s'attarder davantage dans le quartier Saint-Roch et à jurer davantage de ses commerces.

Enfin, la notion de tourisme culturel durable, dans laquelle s'inscrit notre projet, réfère à un tourisme respectueux et stimulant pour le milieu local. Elle comporte un certain nombre de critères dont :

- respect des cultures que le projet met en valeur: les comportements et les approches utilisés doivent prendre en considération non seulement le patrimoine matériel et immatériel, mais aussi le présent des cultures;
- les efforts déployés pour la connaissance des cultures doivent aboutir à une meilleure compréhension à l'intérieur même de la population locale et ainsi lui permettre de renforcer son sentiment d'appartenance et son identité culturelle;
- les projets doivent être sensibles à l'environnement (écoresponsabilité);
- respect de la communauté locale et protection de l'originalité de sa culture;
- participation active de la population locale à la mise en valeur de sa culture et retrait de bénéfices mesurables au sein de celle-ci.



Chaire du Canada en patrimoine ethnologique, laurent.turgeon@hst.ulaval.ca

Chantier *patrimoine immatériel*

L'Inventaire des ressources ethnologiques du patrimoine immatériel (IPEPI)

En collaboration avec la Chaire de recherche en patrimoine ethnologique (CRCPE) et le LEEM (laboratoire d'ethnologie et d'enquêtes multimédia) l'institut collabore, pour une cinquième année, à l'Inventaire des ressources ethnologiques du patrimoine immatériel (IREPI), et contribué l'élaboration une base de données multimédia ainsi qu'à la préparation du nouveau site interactif, mis en ligne en juin 2011.

L'Inventaire du patrimoine immatériel et matériel d'Haïti (IPIMH)

La réalisation de l'Inventaire du patrimoine immatériel et matériel d'Haïti découle d'une Convention tripartite entre l'Université d'État d'Haïti, le Ministère de la Culture et de la Communication d'Haïti et l'Université Laval de Québec, suite à la mission dirigée par l'IPAC, en 2009. Afin de favoriser la coopération entre le Nord et le Sud, le projet d'inventaire vise à développer les connaissances du patrimoine culturel d'Haïti et à en assurer la sauvegarde, la mise en valeur et la promotion. La valorisation du patrimoine culturel permet de renforcer le sentiment d'appartenance au territoire et l'identité des groupes et des individus qui l'habitent, et d'accroître les possibilités de tourisme culturel qui est actuellement en pleine expansion partout dans le monde.

L'Inventaire des ressources ethnologiques du patrimoine immatériel (IREPI)

L'Inventaire des ressources ethnologiques du patrimoine immatériel vise à identifier, à documenter et à valoriser des savoirs, des savoir-faire et des pratiques qui se trouvent sur le territoire du Québec et qui contribuent à sa richesse et à sa diversité.

Il s'agit d'un projet d'envergure qui vise à identifier les ressources ethnologiques des régions du Québec et à documenter cet espace culturel traditionnel. Un tel inventaire contribue à renouveler la notion de patrimoine ethnologique, témoin d'un dynamisme social et économique, et à lui attribuer un caractère actuel, vivant et évolutif.

Si le Québec s'est longtemps préoccupé de son patrimoine matériel (naturel, physique), il explore maintenant le patrimoine immatériel, comme les deux pans de culture d'une même réalité. Les vestiges tangibles et matériels ne peuvent être véritablement cernés et appréciés que s'ils sont mis en relation avec l'immatériel. La plupart du temps, ces deux patrimoines sont indissociables : l'un donne sens et vie à l'autre et ne peut se concevoir sans l'autre. L'immatériel est porté par des personnes qui le révèlent à travers des pratiques et des manifestations. L'étude et la mise en valeur du patrimoine immatériel sont nécessaires au maintien et au développement de la culture québécoise et à la préservation de son identité et de sa diversité.

Le site IREPI s'adresse à toute personne d'ici et d'ailleurs qui veut découvrir les richesses culturelles du Québec. Il intéressera particulièrement les passionnés de patrimoine, d'ethnologie et d'histoire. Le site Internet de l'IREPI est alimenté périodiquement, au fur et à mesure des collectes dans les régions et de la poursuite de l'inventaire.

Grâce à des subventions reçues par la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI) et le Fonds d'exploitation des infrastructures (FEI), l'Inventaire des ressources ethnologiques du patrimoine immatériel est maintenant diffusé sur un tout nouveau site Internet. La nouvelle base de donnée IREPI et ses liens thématiques permettront dorénavant une consultation plus facile et agréable à lire, avec davantage d'approches de recherche. Quelques fiches sont déjà en ligne sur le nouveau site. Plusieurs autres s'ajouteront jour après jour jusqu'à ce que le transfert de toute la base de données soit finalisé d'ici avril 2011.

Nous remercions nos partenaires :

Québec 

Avec la participation de :

- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
- Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine

**Chaire de recherche
du Canada en patrimoine
ethnologique**


**Musée
québécois de culture
populaire**

**Société
Québécoise
Ethnologie**

**Québécois du
patrimoine vivant**


IPAC

Inventaire du patrimoine immatériel et matériel d'Haïti (IPIMH)

Haïti possède un très riche patrimoine culturel, matériel et immatériel, qui est reconnu internationalement, mais qui est aujourd'hui menacé, peu protégé et encore peu exploité. S'il est bien géré et valorisé, le patrimoine culturel entraîne des retombées directes sur les populations locales et un développement économique et social durable. Le projet est d'autant plus pertinent que depuis le séisme du 12 janvier 2010 un grand nombre de bâtiments historiques ont été détruits et risquent de disparaître, des artistes et des artisans sont morts, ceux-ci manquent de matériaux et de marchés pour fabriquer et écouler leurs œuvres, les carnivals et les raras de cette année ont été annulés, la transmission des fêtes et des savoir-faire est loin d'être assurée, bref le patrimoine culturel immatériel d'Haïti est menacé.



Travail de terrain : entrevue ethnologique (2010)

Si pendant longtemps le patrimoine a renvoyé aux éléments matériels de la culture—les sites, les monuments, les bâtiments, les objets d'art—, il s'ouvre maintenant de plus en plus au domaine très riche et encore peu exploité de l'immatériel, notamment depuis la *Convention sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel* de l'UNESCO, adoptée en 2003 et déjà ratifiée par plus de 110 pays, dont Haïti. La convention de l'UNESCO le définit ainsi : « les pratiques, représentations, expressions, connaissances et savoir-faire

- ainsi que les instruments, objets, artefacts et espaces culturels qui leur sont associés - que les communautés, les groupes et, le cas échéant, les individus reconnaissent comme faisant partie de leur patrimoine culturel ». Il regroupe les traditions orales, les mémoires sociales, les arts du spectacle, les fêtes et les festivals, les savoir-faire, les chansons, la musique et la danse. Les architectes intègrent de plus en plus la mémoire sociale des lieux et la participation des communautés dans leurs projets de restauration et d'interprétation des bâtiments historiques et les muséologues recueillent les savoir-faire artisanaux pour les faire valoir dans les expositions muséales. En plus de donner sens au patrimoine matériel, le patrimoine immatériel contribue à la créativité humaine, au renforcement du sentiment d'appartenance, aux spécificités régionales, à la diversité économique et culturelle, et donc au développement durable des communautés. Dans le contexte actuel en Haïti, il est aussi un moyen efficace de surmonter l'événement traumatique du séisme du 12 janvier, une thérapie pour faire le deuil de ce passé douloureux, pour réapprendre à faire la fête et reconstruire l'espoir collectif. Car le patrimoine immatériel est un élément essentiel de l'identité, une source de cohésion sociale et de fierté de soi, un moyen de s'enraciner dans le passé et de se projeter dans l'avenir.

L'inventaire est un outil efficace non seulement pour sauvegarder ce patrimoine, mais aussi pour le faire connaître et reconnaître, mieux le gérer, le promouvoir et le vitaliser. C'est d'ailleurs pour cette raison que la Convention de l'UNESCO sur la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel demande aux pays signataires de dresser des inventaires de ce patrimoine et le considère comme une « bonne pratique ». L'article 12 de la convention stipule : « Pour assurer l'identification en vue de la sauvegarde, chaque État partie dresse, de façon adaptée à sa



Étudiants en formation (2010)

situation, un ou plusieurs inventaires du patrimoine culturel immatériel présent sur son territoire. Ces inventaires font l'objet d'une mise à jour régulière. » L'approche participative et interactive que nous préconisons vise à faire de l'inventorisation un instrument dynamique de transmission et de valorisation du patrimoine. Pour ce faire, nous voulons associer les praticiens du patrimoine autant que ses étudiants dans toutes les étapes de l'inventaire, depuis la formation et la cueillette des données jusqu'à leur traitement et exploitation. La composition d'équipes mixtes de praticiens et d'étudiants favorisera les échanges entre les deux milieux et leur enrichissement mutuel. La participation de la société civile sera assurée par la mise sur pied d'un comité de suivi du projet auquel participeront des représentants d'associations, d'ONG, d'organismes publics et privés du patrimoine immatériel.

Les trois objectifs du projet

Le premier est destiné à faire un inventaire vivant d'un patrimoine vivant à l'aide d'une base de données multimédia composée de descriptions textuelles, de photographies, d'enregistrements sonores et d'extraits audio-visuels. La base de données sera gérée par un site Web qui permettra de trier les fiches par mot-clé ou par lieu géographique et les rendra accessibles au monde entier.



Le deuxième objectif est d'offrir aux étudiants et professeurs de l'Université d'État d'Haïti un corpus de données facilement accessibles pour réaliser des mémoires et des thèses et comme outils à l'enseignement, et au Ministère de la Culture et de la Communication d'Haïti un outil efficace de gestion du patrimoine tant sur le plan national que sur le plan international. La base de données numériques permet de mettre facilement à jour l'inventaire et de l'utiliser pour proposer des pratiques patrimoniales sur la liste « représentative » ou sur la liste « de sauvegarde urgente » de l'UNESCO, telle que définie par la *Convention sur la sauvegarde du patrimoine immatériel* de 2003.

Le troisième objectif vise à faire de cette base de données multimédia elle-même un engin de créations hybrides et de mises en valeur nouvelles, soit : un outil de promotion du patrimoine haïtien par la présentation de documents multimédias, un instrument pédagogique efficace pour l'enseignement en ligne, une archive pour la fabrication d'encyclopédies ou d'atlas numériques du patrimoine d'Haïti, une source d'information pour les expositions virtuelles ou en salle, les présentations multimédias, les circuits touristiques thématiques en ligne, etc.

La collaboration tripartite

La réalisation de l'inventaire est rendue possible grâce à une étroite collaboration entre l'IPAC, l'Université d'État d'Haïti (UÉH), et le Ministère de la Culture et de la communication d'Haïti. Ce dernier offre son expertise, rend disponible la documentation dans toutes les régions du pays pour la réalisation du projet, et met à contribution ses fonctionnaires et experts en fonction de leurs disponibilités. De son côté, l'UÉH fournit le local pour la réalisation de l'inventaire et pour la formation des étudiants des étudiants, des professionnels, des

praticiens et des stagiaires, qu'il s'agisse de formations d'appoint de courte durée (une à six semaines) ou de plus longue durée pour les étudiants inscrits dans la filière académique (deux ans dont un an pour la formation et un an pour la préparation du mémoire). L'UÉH fournit également des professeurs intégrés au programme pour assurer la formation des étudiants, des professionnels et des praticiens du projet.

L'IPAC, enfin, met chaque année à la disposition du projet cinq cours de 2e cycle, sur la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine immatériel, assurés par cinq professeurs titulaires. Chaque professeur réalise une mission d'une semaine pour offrir un minimum de 15 heures d'enseignement et l'encadrement en découlant. Ces missions seront financées par l'Agence universitaire de la francophonie (AUF) dans le cadre de son programme « Filières francophones ». L'IPAC apporte aussi toute l'expertise acquise au cours des huit dernières années dans l'inventorisation, notamment à travers la réalisation des divers inventaires (IREPI, IPIR) et des activités culturelles.

Cette mise en commun des ressources des trois organismes permettra aux étudiants du programme de maîtrise de faire des stages, de compléter leur formation, de constituer des corpus pour leurs mémoires et d'accroître leur employabilité. Le certificat pour les formations professionnelles d'appoint et le diplôme de maîtrise pour les formations académiques sont délivrés par l'UÉH avec la mention « programme offert en collaboration avec l'Université Laval ».

ACTUALITÉS

UN AN APRÈS LE SÉISME EN HAÏTI

Michaëlle Jean veut qu'Haïti mise sur sa culture

ANDY BLATCHFORD

Port-au-Prince — Michaëlle Jean a apporté une dose de rires et de bonne humeur à une nation encore imprégnée de pauvreté, chagrin et tragédie, hier, à l'occasion d'une visite éclair à Haïti visant à commémorer le séisme dévastateur du 12 janvier 2010.

L'ancienne gouverneure générale du Canada a été ac-

«Ce qu'il faut, c'est une logique d'investissement dans les capacités qu'ont les Haïtiennes et les Haïtiens de faire, de réaliser et d'accomplir»

cueillie telle une héroïne dans sa terre natale, qui peine toujours à se relever de ce tremblement de terre, qui a tué au moins 230 000 personnes et rasé une multitude d'édifices.

Mme Jean n'a cependant pas

journée, l'ex-gouverneure générale du Canada a participé à une cérémonie à la mémoire des victimes, à l'Université Quisqueya de Port-au-Prince. À la suite du tremblement de terre, 23 personnes ont perdu la vie sur le campus de cet établissement.

Mme Jean a souligné que les cérémonies d'hier avaient été organisées pour que les Haïtiens se souviennent de leurs compatriotes morts dans la catastrophe, et

pour qu'ils gardent espoir en une vie meilleure.

Lorsqu'elle est entrée dans une

tenue servant de salle de classe de fortune, Mme Jean a été accueillie telle une célébrité. Elle a discuté avec des enfants et a embrassé des membres du personnel enseignant tandis que des visiteurs faisaient la queue

saisissent grâce à un atout majeur, qui est celui de la culture.»

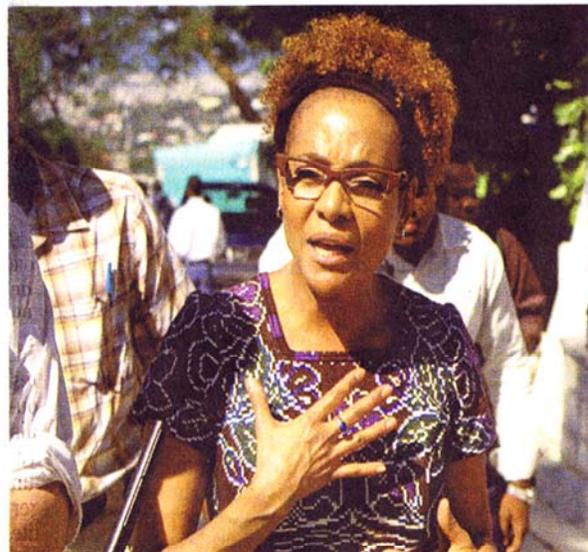
Michaëlle Jean, qui est actuellement envoyée spéciale de l'UNESCO en Haïti, a aussi affirmé qu'elle souffrait en voyant les villages de tentes de Port-au-Prince, et que la question du logement allait devoir être résolue. «La situation qui prévaut en ce moment est une situation inhumaine», a-t-elle dénoncé.

Pendant sa visite éclair d'une

d'aider Haïti, Mme Jean a déclaré que «le monde doit tenir ses promesses; tout va trop lentement pour l'instant».

Les efforts de reconstruction demeurent désorganisés et piètrement coordonnés, ajoute-t-elle. «Il y a trop de confusion, par assez de coordination, ce n'est pas suffisamment bien intégré.»

La Presse canadienne



ST-FELIX EVENS REUTERS

Michaëlle Jean, qui est actuellement envoyée spéciale de l'UNESCO en Haïti, a été accueillie telle une héroïne dans sa terre natale.

Chantier *patrimoine religieux*

L'IPAC poursuit son partenariat avec la Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique dans la réalisation de l'inventaire du patrimoine immatériel religieux (IPIR), initié en 2008 à la demande du Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec (MCCCF).

Inventaire du patrimoine immatériel religieux

Sous la direction de Laurier Turgeon, l'IPIR est coordonné par Louise Saint-Pierre. En février 2011, la Chaire remettait son rapport de l'an 2 et faisait le bilan des premières années d'inventaire. Les équipes d'enquêteurs de l'Inventaire ont recueilli des récits dans 14 communautés religieuses catholiques. Au total, 183 récits ont été collectés. Plus de 200 heures d'enregistrement vidéo et environ 2000 photos sont archivés au laboratoire d'enquêtes et d'entrevues multimédia de la Chaire de recherche en patrimoine ethnologique de l'université Laval.

Dans les communautés de fidèles, nous avons privilégié les récits de pratiques, soient les rites, les cérémonies et les événements importants dans les grandes traditions. Par exemple, nous avons couvert l'assemblée annuelle des gardes paroissiales, rencontré la régente des Filles d'Isabelle ou encore assisté à la consécration d'une église. De même, nous avons couvert la canonisation du frère André, la neuvaine de l'Assomption au sanctuaire Notre-Dame-du-Cap et la translation des restes de Marguerite d'Youville. Au total, 71 récits ont été inventoriés dans divers groupes confessionnels du Québec.

Bilan 2007-2010 par confession

Confessions	Total des groupes				Nbre de fiches			
	2007	2009	2010		2007	2009	2010	
Communautés religieuses catholiques	3	15	14	32	35	257	183	475
Catholique	2	7	2	11	20	33	48	101
Orthodoxe	1	1	0	2	20	1	3	24
Protestante	1	1	0	2	7	10	4	21
Anglicane	2	0	0	2	30	0	0	30
Juive	1	0	1	2	24	0	3	27
Spiritualité autochtone	1	2	2	5	5	6	10	21
Autres	0	0	0	0	0	0	3	3
Total					141	307	254	702

Bilan 2007-2010 par confession en %

Confessions	%
Communautés catholiques	68
Paroisses catholiques	14
Orthodoxe	3
Protestante	3
Anglicane	4
Juive	4
Spiritualité autochtone	3
Autres	1
Total	100

La troisième année de l'Inventaire se terminera en avril 2012. À ce jour, notre banque de données compte 720 fiches, ce qui n'inclut pas les terrains de 2011. Au total l'inventaire aura permis

d'inventorier de 850 à 900 récits dans 43 communautés de religieux et une quarantaine de communautés de fidèles partout au Québec.

La diffusion des données de l'Inventaire du patrimoine immatériel religieux

▪ Le site web du patrimoine immatériel religieux

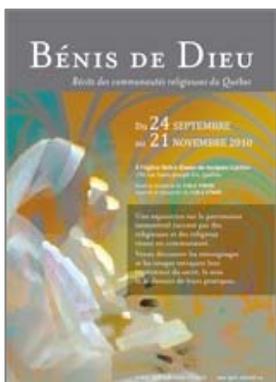
Le site web sur le patrimoine immatériel religieux est en ligne depuis 2010 (www.ipir.ulaval.ca). Le lancement a été effectué lors du colloque annuel de Mission patrimoine religieux. De facture sobre, la recherche s'effectue par de multiples entrées (par tradition, par communauté, par média, par mot-clé, par pratique (selon la classification des pratiques éthiques selon la grille du PCI) et par localisation). Des onglets permettent également de présenter les objectifs et les activités reliées aux travaux de l'inventaire (actions culturelles menées dans les communautés, les équipes sur le terrain, et les actualités, etc.). Trois cents cinquante fiches sont en ligne.

Le site est fréquenté par les communautés de religieux et de fidèles et par les publics spécialisés, entre autres par les enseignants du primaire et du secondaire en Éthique et culture religieuse. Le responsable du programme au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport nous a fait part de son appréciation de notre site. Nous avons également rencontré le doyen de la faculté de théologie et le responsable du programme Enseigner l'ECR (éthique et culture religieuse) afin de discuter de la possibilité de développer une entente de partenariat.

▪ Actions culturelles

Suite à l'inventaire, les ethnologues présentent les résultats de leurs travaux dans la communauté participante. Cette présentation permet aux membres des communautés de mieux comprendre le contenu, les objectifs et les enjeux de l'inventaire. De la simple présentation des résultats aux membres à l'exposition ouverte au public, ces activités de recherche action prennent plusieurs formes.

Bénis de Dieu : récits des communautés religieuses du Québec



Du 24 septembre au 21 novembre 2010 à l'église Notre-Dame-de-Jacques-Cartier à Québec (190 rue Saint-Joseph Est), se tenait l'exposition « Bénis de Dieu » portant sur le patrimoine immatériel des communautés religieuses du Québec. L'exposition abordait le patrimoine immatériel religieux en utilisant des technologies multimédias (panoramas, son multicanal, vidéos). Les visiteurs ont pu « s'immerger » dans l'espace-temps des couvents et des monastères en visionnant le récit des religieuses et religieux sur leur expérience individuelle et collective du sacré. Les visiteurs ont pu revivre avec eux le rythme de la vie quotidienne, composée de rituels, de moments de contemplation et d'actions sociales.

Les entrevues présentées dans l'exposition ont été recueillies par les ethnologues de la Chaire dans le cadre de l'Inventaire du patrimoine immatériel religieux du Québec soutenu par le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine.

« Bénis de Dieu » réunissait aussi les efforts du conseil de Fabrique de la paroisse Notre-Dame-de-Saint-Roch et la Fondation Saint-Roch. L'exposition a été rendue possible grâce à une subvention proposée dans le cadre de l'Entente de développement culturel entre la Ville de Québec et le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine.

Larose, Yvon. 2010. « Bénis de Dieu », *Au fil des événements*, 4 novembre 2010, volume 46, no 9. En ligne <http://www.aufil.ulaval.ca/articles/benis-dieu-28851.html>

La Congrégation des Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge : « taillée à même l'étoffe du pays »

Le 11 mai 2010, les ethnologues ont présenté à la Congrégation les résultats de leurs enquêtes effectuées au sein de la communauté. Fondée en 1853 au Québec, le projet apostolique de la Congrégation des Sœurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge est l'enseignement, l'éducation de la foi et la promotion des arts. Les récits recueillis portent essentiellement sur l'enseignement et l'administration scolaire dans différents contextes : l'éducation des jeunes filles (entre autres, les instituts familiaux) en milieu rural, en mission au Japon, dans le Grand Nord, en Afrique, au Brésil ainsi que sur l'enseignement des arts qui occupait une place privilégiée dans le parcours scolaire des élèves fréquentant les institutions de la communauté.

Les Religieuses hospitalières de St-Joseph : 350 ans de compassion et de tendresse auprès des malades

En juin 2010, les résultats de l'inventaire furent présentés aux Religieuses hospitalières de St-Joseph. Sœur Nicole Gaudet, responsable de l'inventaire dans la communauté ainsi qu'une soixantaine de sœurs s'étaient réunies pour l'occasion.

Plus de treize religieuses ont été rencontrées lors du terrain et 28 sujets ont été abordés. Toujours fidèles à leur mission, les Hospitalières nous ont fait le récit de leurs pratiques : le métier de « garde-malade », l'administration d'un hôpital, la vie religieuse et les soins hospitaliers. Nous avons également documenté à l'aide de témoignages les pratiques associées aux lieux significatifs de la communauté, par exemple la chapelle, la crypte et les jardins ainsi que des savoir-faire associés à des objets : les reliquaires à paperolles, la fabrication des fleurs en tissu, le métier de table. Les pratiques culturelles de la vie communautaire ont fait l'objet de plusieurs récits, entre autres sur les pratiques alimentaires, techniques et vestimentaires.

La Congrégation des Sœurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire : former et instruire en milieu rural

Autrefois appelée « Les Sœurs des Petites-Écoles », la Congrégation des Sœurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire a été fondée à Rimouski en 1879. L'enseignement auprès de jeunes est au cœur du charisme de la communauté. Au fil du temps, les religieuses ont actualisé leur projet apostolique en offrant des activités parascolaires aux jeunes: clubs social, culturel et sportif. Mais c'est l'enseignement de la musique qui occupe encore une place privilégiée dans les activités offertes par la communauté. De nombreux musiciens québécois ont eu la chance de faire leur apprentissage avec les sœurs de la congrégation.

En avril 2010, les résultats de l'Inventaire du patrimoine immatériel religieux étaient présentés aux membres de la congrégation. Une rencontre en après-midi réservée aux religieuses ayant participé au projet fût suivie, en soirée, d'une présentation pour l'ensemble de la communauté. Une soixantaine de religieuses ont assisté à cette rencontre. Les montages vidéo ont été appréciés et ont permis aux sœurs d'en apprendre davantage sur l'histoire et les pratiques de leur propre congrégation.

Les Recluses missionnaires : une présence à Dieu et au monde

Fondée par les Montréalaises Rita Renaud, Jeannette Roy et par le Père Louis-Marie Parent, omise, la communauté contemplative canadienne des Recluses missionnaires a vu le jour en Alberta en 1943. La communauté s'installa à Montréal en 1950. Sœur Lucie Poirier, recluse missionnaire lors de la fondation à Montréal, raconte l'histoire de la communauté.

Les ethnologues ont rendu visite aux Recluses Missionnaires le 14 juin 2010 afin de présenter à la communauté les résultats de leur participation au projet d'Inventaire du patrimoine immatériel religieux. Au cours de cette rencontre, les religieuses ont pu visionner les extraits vidéo réalisés à partir des entrevues accordées par les sœurs sur différents sujets relatifs à la vie spirituelle et aux pratiques culturelles de la vie contemplative. La communauté a apprécié le travail accompli et considère que les sujets traités permettent de bien saisir ce qu'est la vie d'une recluse missionnaire.

▪ Publications et participation à des colloques

Patrimoine immatériel et musées : enjeux et défis

Le congrès 2010 de la Société des musées québécois s'est tenu à Québec du 14 et 15 octobre, sous le thème de la place du patrimoine immatériel dans les musées. Cette rencontre annuelle comprenait un colloque organisé par la SMQ en collaboration avec l'Institut du patrimoine culturel et la Chaire de recherche en patrimoine ethnologique de l'Université Laval. À cette occasion, la revue *Musées* a publié un numéro spécial thématique, dans lequel se retrouvent les textes suivants :

- **Turgeon, Laurier**, «Vers une muséologie de l'immatériel», *Musées*, vol. 29 (2010) Enjeux et défis patrimoine immatériel, p. 8-17 (traduction anglaise : p. 18-25.
- **Saint-Pierre, Louise et Françoise Simard**, «Dialogue sur le parvis: pour une approche intégrée du patrimoine religieux», *Musées*, vol. 29 (2010) Enjeux et défis patrimoine immatériel, p. 62-71 (traduction anglaise : p. 72-79). (<http://www.dossiers.smq.qc.ca/content/revue-musees-vol-29>)

En outre, l'IPAC, la Chaire et la SMQ ont accueilli, en mai et en octobre 2010, une délégation du Service de l'Inventaire et du Patrimoine, Direction de la Culture et des Sports, Région Alsace. Anne-Marie Hermann, Emmanuel Fritsch et Olivier Haegel s'intéressent plus particulièrement au patrimoine immatériel religieux et à son intégration à leur inventaire du patrimoine matériel religieux. Emmanuel et Olivier ont pu suivre une de nos équipes sur le terrain.

De plus, l'IPAC et la Chaire collaboreront, à la demande de la SMQ, à mettre en œuvre une méthode de documentation des aspects immatériels des objets. Ceci permettra d'ajouter des champs d'information au système documentaire Info-Muse.

Congrès 2010 de l'AQÉCR : Un patrimoine vivant, une culture à transmettre ! (4, 5 et 6 novembre 2010)

L'inventaire du patrimoine immatériel religieux a été présenté lors du congrès annuel de l'Association québécoise en éthique et culture religieuse, qui regroupe des éducateurs, enseignants de différentes institutions et des professionnels qui s'intéressent au domaine de l'Éthique et de la culture religieuse au Québec.

Conférence « Le patrimoine immatériel religieux : transmettre le sens et les valeurs du religieux »

Présentation du concept de patrimoine immatériel tel que défini par la Convention de l'UNESCO (2006) et son application au patrimoine religieux. Le patrimoine immatériel religieux concerne les traditions et les pratiques religieuses collectives, la mémoire orale et les pratiques sociales des communautés religieuses et des fidèles. Les rites, les fêtes, les us et coutumes, les savoirs et savoir-faire transmis de génération en génération dans les différents groupes confessionnels du Québec font tous partie de notre héritage collectif. Présentation de l'Inventaire du patrimoine immatériel religieux du Québec. Les objectifs ont été abordés en lien avec les autres types de patrimoine religieux (mobilier et immobilier) : l'approche méthodologique, le traitement sous forme d'une base de données multimédias et la présentation du site Web.

▪ **Publiciser l'inventaire**

Ados-radio : nos étudiants parlent de leurs expériences de terrain

Le 22 décembre 2010, Marjolaine Boutin et Roseline Bouchard, étudiantes à la maîtrise en ethnologie et Catherine Fredette, étudiante au baccalauréat en ethnologie et patrimoine, étaient invitées à l'émission Ados-radio diffusé sur les ondes de Radio-Canada. L'émission portait sur le patrimoine immatériel religieux du Québec et sur l'inventaire dans les communautés religieuses et dans les paroisses. L'animatrice Annie Desrochers leur a demandé de parler de leurs expériences d'ethnologues, de leur travail et de leurs réflexions sur le patrimoine religieux. Pour écouter l'entrevue : (http://www.radio-canada.ca/emissions/ados_radio/2010-2011/extraits.asp?id=8950)

Le patrimoine immatériel religieux à Radio-Canada le 31 octobre 2010

En octobre 2010, Second Regard présentait un reportage sur l'Inventaire du patrimoine immatériel religieux du Québec. Tourné au printemps dernier, le reportage présente le travail d'inventaire de nos équipes d'ethnologues dans les communautés religieuses et les communautés de fidèles du Québec. (http://www.radio-canada.ca/emissions/second_regard/2010-2011/Reportage.asp?idDoc=123281)

Rayonnement international

L'action de l'Institut sur le plan international revêt plusieurs formes. D'une part, son directeur est fréquemment appelé en consultation lors de réunions d'experts convoquées par divers pays dans le cadre d'une problématique précise liée à une situation patrimoniale. Laurier Turgeon s'est rendu à de telles réunions en Tunisie et à Rome, entre autres.

D'autre part, l'IPAC répond aux demandes de formations intensives, soit en collaboration avec des institutions d'enseignement supérieur, tel le cours *Protection et transmission du patrimoine immatériel* donné à l'université Senghor d'Alexandrie (voir plan de cours page suivante), soit à l'invitation d'organismes internationaux tel l'UNESCO.

Dans le cas particulier d'Haïti, cinq membres de l'Institut ont offert des formations intensives en Haïti :

15-22 février	Michel Bonnette : <i>Le patrimoine bâti : conservation, reconstruction, aménagement, interprétation, diffusion</i>
1-8 mars	Philippe Dubé : <i>Les musées et la muséologie</i>
26 avril-3 mai	Laurier Turgeon : <i>Le patrimoine culturel immatériel</i>
24-31 mai	Florence Piron : <i>Le patrimoine démocratique</i>
20-27 juin	Habib Saïdi : <i>Patrimoine et tourisme culturel.</i>

Enfin, toujours en Haïti, l'IPAC a orchestré une aide pratique par l'envoi d'un container de matériel contribuant ainsi à la remise en marche du local d'enseignement et à la reconstitution d'une bibliothèque pour le programme de 2^e cycle *Mémoire et patrimoine*.



Université Senghor
Alexandrie, Égypte

Département Culture
Spécialité : « Gestion des Industries Culturelles »

Plan du cours intensif «Protection et transmission du patrimoine immatériel «
Professeur : Laurier Turgeon
Institut du patrimoine culturel, Université Laval, Québec, Canada
Du 12 au 16 décembre, 2010

Objectifs du cours

- sensibiliser les étudiants aux politiques et aux pratiques du patrimoine culturel immatériel (pci);
- initier les étudiants à l'usage et aux enjeux des nouvelles technologies pour l'inventorisation, la conservation, la gestion et la diffusion du pci;
- étudier les moyens d'utilisation du pci dans le tourisme culturel et la nouvelle muséologie;
- explorer les potentialités du pci dans le développement durable.

Plan du cours

- *Dimanche 12 décembre*
Les politiques et les pratiques du pci;
L'étude de la *Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel* de 2003, de la pratique des listes et des modes de transmission du pci selon l'UNESCO
- *Lundi 13 décembre*
L'usage et les enjeux des nouvelles technologies dans l'inventorisation, la conservation, la gestion et la diffusion du pci
- *Mardi le 14 décembre*
Les moyens et les enjeux de l'utilisation du pci dans le tourisme culturel et la nouvelle muséologie;
- *Mercredi 15 décembre*
La participation citoyenne, le pci et le développement durable;
- *Jeudi le 16 décembre*
La mise en valeur et la transmission du patrimoine alimentaire (étude de cas);
Examen sur table portant sur le contenu du cours.

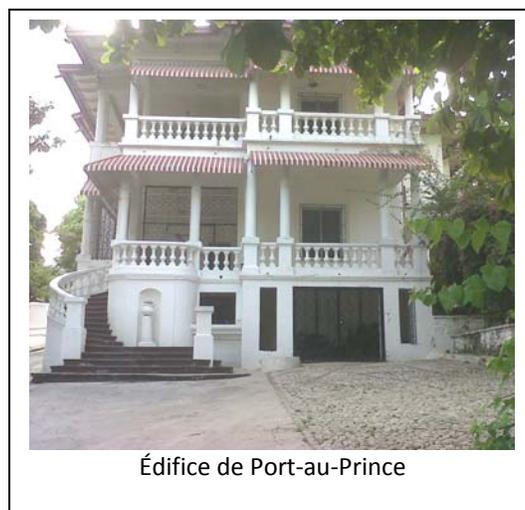
Bibliographie et autres précisions fournies en classe.

Haïti : projet Container



Nous tenons à remercier le recteur, Monsieur Denis Brière, qui a permis que le mobilier de classe et de bureau soit fourni par notre Université, pris à même les surplus de mobilier gérés par les employés du Service des immeubles, que nous remercions pour leur aide efficace. Devant le manque de livres – problème majeur pour les jeunes chercheurs sur place - notre institution s’est également mobilisée : la Bibliothèque des Sciences humaines de l’Université Laval a fait don de quelque 6 000 volumes. Centres de recherches, librairies et plusieurs professeurs et amis ont contribué à l’envoi de plus de 7 000 livres et ouvrages scientifiques.

Nous remercions particulièrement les directeurs des revues suivantes : *Communication, Ethnologies, Recherches féministes, Artefact, Laval Philosophique et théologique, L’Année internationale francophone, Rabaska, et Études Littéraires*. Nous saluons aussi la généreuse collaboration du CÉLAT, du CRILQ, du CIRAL et des Presses de l’Université Laval, ainsi que du département d’histoire et du département des communications. Nous tenons également à souligner les contributions d’organismes extérieurs à l’Université : Parcs Canada, l’Organisation des villes du patrimoine mondial, et la librairie Le temps de lire. Plusieurs personnes ont contribué à titre personnel par le don de livres ou par leur soutien logistique. Qu’elles en soient ici remerciées. Un mot, enfin, pour souligner le travail dévoué de Robinson Ngametché, stagiaire à l’IPAC.



Édifice de Port-au-Prince

Dès son arrivée à Port-au-Prince, le container a été pris en charge par l’Université d’État d’Haïti et géré par le vice-recteur, M. Wilson Laleau et par le directeur du programme, M. Ricot Pierre-Louis, un de nos anciens étudiants. Les coûts de transit (location du container, emballage conforme aux normes internationales, chargement sécuritaire, démarches de dédouanement, transport maritime et routier) furent entièrement défrayés par les résultats de la campagne de levée de fonds du printemps dernier, sous le thème *Haïti : un art de vivre*.

Deux survivants scrutent l'immatériel

Publié le 10 janvier 2011 à 05h00 | Mis à jour le 10 janvier 2011 à 05h00



Guerdy Celestin et Michelet Divers ont frôlé la mort, le 12 janvier 2010. Ils viennent à l'Université Laval afin de terminer leurs recherches pour leur maîtrise en histoire, patrimoine et mémoire.

Le Soleil, Renaud Philippe

(Québec) Michelet Divers et Guerdy Celestin ont frôlé la mort. Survivants du séisme en Haïti il y a un an, les deux chercheurs universitaires débarquent pour six mois dans les couloirs de l'Université Laval. Leur quête : comprendre les secrets du tourisme patrimonial, dernier espoir selon eux d'un peuple qui a tout perdu, sinon sa mémoire.

Le souvenir est encore vif. Le bruit - infernal -, digne des grandes guerres. Les immeubles en ruine. Les proches qui manquent soudainement à l'appel. Le 12 janvier 2010, Michelet Divers attendait calmement le retour de sa fiancée à sa résidence de Jacmel. «C'était horrible, terrible. J'ai perdu ma fiancée. Elle devait passer chez moi. Elle a été à Delmas. Jusqu'à présent, je la cherche encore à Port-au-Prince. Je n'ai jamais eu de ses nouvelles. J'attends. À chaque fois que je vois quelqu'un passer à Port-au-Prince, je me dis, elle est peut-être derrière. Elle va revenir. Ça fait un an. Je cherche encore.»

Son regard est serein. Paisible. Mais en dépit de cette assurance, Michelet Divers évoque avec beaucoup d'émotions cette journée indescriptible. «J'étais au moment du séisme à deux pas de la mort. Parce que j'étais chez moi, je revenais de l'école, du programme de maîtrise, de mon école qui s'est effondrée. J'attendais ma petite amie. Au moment où ça a commencé, je ne savais pas ce qui se passait. Je ne savais pas si je devais rentrer chez moi ou rester dehors, parce que tout s'est mis à trembler avec force autour de moi. J'étais devant l'église Sainte-Anne. C'était comme si c'était une guerre. Comme si on s'était mis à tirer sur l'église. Pour moi, c'était des boulets de canons. Et la maison où je me trouvais commençait à s'effondrer.»

Peu importe son récit, il n'arrivera jamais selon lui à témoigner fidèlement de cette journée fatidique. «Je ne sais pas comment quelqu'un pourrait raconter avec les bons mots ce qui s'est passé cette journée-là. On peut tout dire, on peut tout tenter, mais vraiment, dans cet espace de 35 secondes... Wow... On peut parler de l'après-séisme. Mais parler du séisme, au moment de ces 35 secondes, non.» Il n'a finalement reçu qu'un bloc de béton sur l'épaule droite. Épargné par la catastrophe, il constate rapidement que son école a été rayée de la carte.

Son collègue universitaire Guerdy Celestin a eu une prémonition dont il se rappellera toute sa vie. Quelques minutes avant le tremblement de terre, cet architecte de formation âgé de 39 ans partageait ses réflexions sur la solidité de certaines maisons haïtiennes en cas de séisme.

«Pendant que je montais à Pétionville, je regardais les flancs de montagne avec les maisons en escaliers, et en tant qu'architecte, je me disais : "Qu'est-ce qui empêche les maisons de venir nous trouver, après une sorte de glissement de terrain?"» Arrive un peu plus tard la secousse de 35 secondes. «Il y avait eu un tremblement de terre, mais je n'avais pas idée vraiment de la catastrophe. Quand je suis sorti, je commence à voir des trucs. Je commence à voir des morts, des personnes qui sont en train de mourir.»

Un parcours à terminer

Depuis un an, Michelet et Guerdy tentent de compléter leurs études de maîtrise en histoire, patrimoine et mémoire. Leur école rattachée à l'Université d'État d'Haïti a été démolie le 12 janvier. Manque de locaux, de documentation, de professeurs : leur cheminement académique est fortement perturbé.

L'Université Laval leur a offert pour 2011 une bourse d'études. Les deux Haïtiens, sous l'aile de Laurier Turgeon, du département d'histoire, mettront la touche finale à leurs recherches. Ironie du sort, leurs thèmes universitaires n'auront jamais été autant d'actualité, tous deux cherchant à se spécialiser dans la valorisation du patrimoine immatériel. De ce qui reste à une nation lorsque tout s'effondre.

«On se bat pour un développement touristique régional, et on ne pouvait offrir aux touristes que du patrimoine bâti. Mais on a aussi compris que Haïti n'a pas seulement le patrimoine matériel, mais cette république caribéenne a aussi une culture propre à elle-même, et qu'elle peut jouer sur son patrimoine immatériel», explique Michelet Divers, un spécialiste du Carnaval de Jacmel.

Guerdy Celestin croit lui aussi plus que jamais à la pertinence de son champ d'études et à sa visite dans la capitale québécoise. «Il faut meubler notre esprit pour retourner au pays natal et travailler réellement à faire d'Haïti ce qu'on appelait avant la perle des Antilles, qui a eu toutes ces catastrophes. Il faut amener des bonnes idées, il faut ramener cette perle des Antilles qui était très convoitée par les touristes internationaux. Chez nous, il y a un manque de spécialiste en patrimoine», soutient celui qui consacre ses études à la valeur patrimoniale du grand cimetière de Port-au-Prince.

Et cette richesse historique est précieuse et encore méconnue, assure Michelet Divers. Un joyau. Un dernier espoir pour ce pays malmené par le sort. «Nous avons perdu les bâtiments... Mais il nous reste encore des hommes.»

Stagiaires internationaux

Depuis septembre 2010, l'Institut accueille en stage de formation pratique, M. Robinson Nagmetche, étudiant de 2^e cycle issu du programme de Gestion du patrimoine, de l'Université Senghor d'Alexandrie (Égypte).

Durant l'hiver 2011, neuf étudiants haïtiens ont été reçus pour un stage de six mois : Michelet Divers, Alexis Guetchine, Marie-Paule Francilof, Celestin Guerdy, James Saintène, Jean-Ronald Augustin, Kesler Bien-Aimé, Kenrick Demesvar et Richner Noël. Issus du Programme de Maîtrise en Histoire et Patrimoine de l'Université d'État d'Haïti en partenariat avec l'Université Laval, ces étudiants viendront terminer leur mémoire de maîtrise et réaliseront au Laboratoire d'enquête et d'entrevue multimédia (LEEM) des fiches multimédia dans le cadre de l'Inventaire du patrimoine immatériel d'Haïti.

De plus, dans le cadre de la première université d'été Patrimoine et Nouvelles Technologies, l'IPAC a accueilli quatre chercheurs français : Mathias Doisne (Université de La Rochelle), Pauline Moullis (Université Paris-IV Sorbonne), Mathilde Lamothe (Université de Pau et des Pays de l'Adour) et Jennifer Ayrault (Université de Poitiers).

L'Institut a également reçu comme chercheur invité M. Oumarou Nao, enseignant-chercheur en Histoire de l'art à Université de Ouagadougou (Burkina-Faso).

Par ailleurs, l'IPAC a participé à la mise en place du stage de Mme Julie Marceau, jeune journaliste de Radio-Canada, visant réaliser une série de reportages, à Port-au-Prince du 4 octobre au 15 décembre 2010. Les documentaires portaient sur la protection du patrimoine culturel haïtien, notamment le travail de l'équipe d'étudiants et de professeurs du programme de maîtrise en patrimoine et en mémoire, coordonné par l'Université d'État d'Haïti et l'Université Laval

Projets 2011-2012

Les projets de l'IPAC pour 2011-2012 démarrent dès l'été 2011 avec la tenue, du 7 au 14 août à Jacmel (Haïti) de la deuxième université d'été de l'IPAC, sur le thème *Patrimoine, tourisme culturel et nouvelles technologies*. Quelque 30 étudiants de 2^e cycle ainsi que des intervenants locaux sont attendus. Le programme de ce cours intensif se trouve à la page suivante.

Moins de deux mois plus tard, l'IPAC poursuivra ses activités scientifiques en Haïti avec la tenue, à Port-au-Prince, du colloque international *Patrimoine, tourisme culturel et développement durable en Haïti: Enjeux et perspectives d'avenir*, du 10 au 13 novembre 2011 (voir l'appel à communication, ci-après).

Au printemps, l'IPAC organise un colloque au sein du congrès annuel de l'ACFAS, sur le thème *Interactions patrimoniales et développement durable*. Enfin, durant la session d'été 2012, l'IPAC offrira un cours intensif : l'Université d'été *Patrimoine et tourisme culturel*, sous la direction d'Habib Saidi, en collaboration avec le Musée de la mémoire vivante. La version provisoire du syllabus du cours se trouve à la fin de ce rapport.

Enfin, deux publications sont en préparation :

- Saidi, Habib et Sylvie Sagnes, *Capitales et patrimoine au XXI^e siècle*, Québec, PUL.
- Bourdeau, Laurent, *Site du patrimoine et tourisme/ World Heritage Sites and Tourism*, Québec, PUL.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

**PATRIMOINE IMMATÉRIEL, TOURISME CULTUREL ET
NOUVELLES TECHNOLOGIES**

**7 au 14 août 2011 à Jacmel
(Jaclef Plaza Hôtel, 97, route de Cyvadier, Jacmel, Haïti)**

**« Maîtrise interdisciplinaire en sciences sociales et humaines » (MISSH) UNIVERSITÉ D'ÉTAT D'HAÏTI
et
Chaire de recherche du Canada en patrimoine ethnologique
UNIVERSITÉ LAVAL (Québec, Canada)**

**En partenariat avec
le Département du Sud-Est du ministère de la Culture et de la Communication d'Haïti**

**Avec le soutien du Bureau de l'envoyée spéciale de l'UNESCO en Haïti, le Bureau canadien d'éducation
internationale, l'Institut du patrimoine culturel de l'Université Laval et l'Agence universitaire de la
francophonie.**

Cette université d'été est destinée à offrir une formation théorique et pratique sur le patrimoine culturel immatériel, sur sa mise en valeur touristique, et sur l'usage des nouvelles technologies pour l'inventorier. Le développement des technologies numériques a révolutionné les méthodes de cueillette, de conservation, de gestion, de mise en valeur et de diffusion du patrimoine immatériel. Aujourd'hui, les équipements d'enregistrement numérique très performants et maniables offrent la possibilité de saisir rapidement les informations sur le terrain, de les transférer directement dans une base de données numériques, de conserver et de gérer l'information efficacement et de rendre les supports multimédias très accessibles au grand public à des coûts peu élevés via le Web. Le programme comprendra un volet théorique et un volet pratique qui consistera à réaliser des enquêtes ethnographiques de terrain à l'aide des nouvelles technologies numériques (photographie numérique 2D et 3D, panophotographie, vidéo HD numérique, traitement de l'image), à établir une base de données multimédia numérique (texte descriptif, photographies et montage vidéo de chaque pratique) et à la rendre accessible sur un site Web très interactif. De plus, la formation intègrera une intervention culturelle qui vise à élaborer un projet de mise en valeur touristique des pratiques inventoriées par la réalisation d'un site Web, d'une exposition, d'un module d'enseignement en ligne, d'un itinéraire touristique (papier ou en ligne), l'organisation d'un festival ou d'un spectacle, etc. La formation à l'inventorisation se veut très participative dans la mesure où elle associera les communautés de praticiens (artisans, artistes, musiciens, conteurs), les étudiants et les intervenants culturels à toutes les étapes de l'inventaire, depuis la formation et la captation des données jusqu'à leur traitement et leur mise en valeur. Les cours auront lieu à Jacmel entre les 7 et le 14 août 2011, et regrouperont une vingtaine de participants, des enseignants et des conférenciers invités.

Programme (provisoire)

Dimanche 7 août

13h00 - 15h00 Accueil et inscription des participants

15h00 - 16h00 Séance d'ouverture (discours du Maire de Jacmel, des représentants du ministre de la Culture, du ministre du Tourisme, du programme MISSH de l'Université d'État d'Haïti, de l'Institut du patrimoine culturel de l'Université Laval)

16h00 - 17h00 Présentation du programme et du fonctionnement de l'Université d'été

17h00 - 18h00 Présentation des formateurs, participants et informateurs, constitution des équipes

18h00 - 19h30 Réception

19h30 - 2100 Conférence : Pour un inventaire participatif et dynamique du patrimoine immatériel : modèles, méthodes, pratiques, enjeux et perspectives d'avenir
(*Laurier Turgeon, Université Laval*)

Lundi 8 août

08h30–09h30 Conférence : Le projet d'inventaire du patrimoine immatériel d'Haïti : inventarisation et actions culturelles
(*Ronald Daustruche, Kenrick Demesvar et Samuel Regulus, Université Laval*)

9h30 - 10h30 Conférence : La place de l'enquête ethnographique dans la construction de la mémoire et du patrimoine dans la Caraïbe.
(*Michelet Divers, Directeur départemental Sud-Est, ministère de la Culture et de la Communication d'Haïti*)

10h30 – 11h00 Pause

11h00 - 12h30 Conférence : L'inventaire du patrimoine immatériel du Sud-Est: le contexte, les objectifs, les ressources et les retombées
(*Laënnec Hurbon, directeur d'études au CNRS et professeur à l'EHESS*)

12h30 – 14h00 Repas

14h00–15h30 Conférence : Le tourisme culturel en Haïti : bilan et perspectives d'avenir
(*Jean-Marie Théodat, représentant du Bureau Caraïbe de l'Agence universitaire de la francophonie*)

15h30-16h00 Pause

16h00-17h30 Conférence : La mise en valeur touristique du patrimoine culturel immatériel
(*Ronald Daustruche, Université Laval*)

17h30 – 19h00 Repas

19h00 – 21h00 Atelier : L'enquête ethnologique (types de récits, le terrain, les équipements de base, le choix de l'informateur, les questions, le rapport de confiance, les guides d'entrevues, droits de l'informateur, l'utilisation des données, validation, le dépôt d'archives)
(*Kenrick Demesvar, Samuel Régulus et Ronald Daustruche, Université Laval*)

Mardi 9 août

09h00–10h30 Atelier : Les fiches d'inventaire (documentation, contenu ethnologique, rédaction et présentation)
(*Laurier Turgeon, Kenrick Desmesvar et Ronald Dautruche, Université Laval*)

10h30–11h00 Pause

11h00–12h30 Atelier : L'utilisation des équipements photographiques
(*Kesler Bien-Aimé, Université d'État d'Haïti, et Michael Gravel, Université Laval*)

12h30–14h00 Repas

14h00–15h30 Conférence : Le film documentaire (ethnographique)
(*Arnold Antonin, cinéaste et professeur à l'Université d'État d'Haïti*)

15h30–16h00 Pause

16h00–17h30 Atelier : L'utilisation des équipements audio-visuels (du film documentaire à l'ethno-clip)
(*Arnold Antonin, Michael Gravel, Kenrick Demesvar et 2 cinéastes de Jacmel*)

17h30–19h00 Repas

19h00–21h00 Atelier : Le montage vidéo
(*Michael Gravel, Ronald Dautruche, Kenrick Demesvar et 2 cinéastes de Jacmel*)

Mercredi 10 août

09h00–12h30 Terrains à Jacmel, Cayes-Jacmel et Marigot

12h30–14h00 Repas

14h00–17h30 Atelier : Traitement des données (guide d'écoute, rédaction des fiches, choix des photos, montage vidéo, actions culturelles)
(travaux en équipe avec les chefs d'équipe)

19h00–21h00 Atelier : Discussions autour des terrains

Jeudi 11 août

09h30–10h30 Atelier : Traitement des données (guide d'écoute, rédaction de la fiche, choix des photos, montage vidéo et action culturelle)
(avec la participation de Ronald Augustin, Kenrick Demesvar, Ronald Dautruche, Michael Gravel, Samuel Regulus, Laurier Turgeon et 2 cinéastes)

10h00–10h30 Pause

10h30–17h30 Atelier : Traitement des données (guide d'écoute, rédaction des fiches, choix des photos, montage vidéo, actions culturelles)
(travaux en équipe avec les chefs d'équipe)

17h30–19h00 Repas

19h00–21h00 Atelier : Discussions sur les actions culturelles et la mise en valeur touristique
(*Laurier Turgeon et Ronald Dautruche, Université Laval*)

Vendredi 12 août

09h00–21h00 Atelier : Traitement des données (guide d'écoute, rédaction des fiches, choix des photos, montage vidéo, actions culturelles)
(travaux en équipe avec les chefs d'équipe)

Conférence : L'inventaire du patrimoine immatériel du Sud-Est: contexte, objectifs, ressources et retombées
(*Laënnec Hurbon, directeur d'études au CNRS et professeur à l'EHESS*)

Samedi 13 août

09h00–12h30 Atelier : Traitement des données (guide d'écoute, rédaction des fiche, choix des photos, montage vidéo, actions culturelles)
(travaux en équipe avec les chefs d'équipe)

12h30–14h00 Repas

14h00–15h30 Présentation des travaux des différents groupes : fiches, choix des photos, vidéo et actions culturelles
(avec la participation de formateurs, informateurs, étudiants, professionnels)

15h30-16h00 Pause

16h00-17h30 Présentation des travaux des différents groupes : fiches, choix des photos, vidéo et actions culturelles (suite)
(avec la participation de formateurs, informateurs, étudiants, professionnels)

18h30-20h00 Banquet

20h00-21h00 Conférence (L'histoire, la mémoire et le patrimoine en Haïti ???? ou Médias sociaux et le web sémantique ????)
(Conférencier : Guy Maximilien, directeur du MISSH, Université d'État d'Haïti)

Dimanche 14

09h00–10h30 Présentation des travaux des différents groupes : fiches, choix des photos, vidéo et actions culturelles
(avec la participation de formateurs, informateurs, étudiants, professionnels)

10h30–11h00 Pause

11h00–12h30 Présentation des travaux des différents groupes : fiches, choix des photos, vidéo et actions culturelles (suite)
(avec la participation de formateurs, informateurs, étudiants, professionnels)

12h30–14h00 Repas

14h00–15h00 Cérémonie de remise des certifications

APPEL À COMMUNICATIONS

Patrimoine, tourisme culturel et développement durable en Haïti
Enjeux et perspectives d'avenir

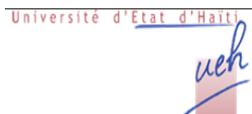
Les 10, 11, 12 et 13 novembre 2011
Hôtel Karibe de Port-au-Prince, Haïti

Colloque international organisé conjointement par
l'Université d'État d'Haïti et l'Université Laval (Québec, Canada)
sous la présidence d'honneur de
Madame Michaëlle Jean,
ex-gouverneur général du Canada et envoyée spéciale de l'UNESCO en Haïti.

Ce colloque international et intersectoriel vise à étudier les enjeux actuels et les perspectives d'avenir du tourisme culturel pour un développement durable en Haïti. Le tourisme est une activité en pleine croissance partout dans le monde et il est devenu une source importante de revenus pour les pays en développement. Bien que le tourisme culturel n'est pas sans poser des problèmes (dégradation des sites, folklorisation des cultures locales, envolée des prix immobiliers), il offre des opportunités inespérées de développement : il permet de valoriser la culture du pays, il offre des possibilités d'emploi et des retombées économiques aux populations locales, il n'exige pas un financement très important, les emplois dans le secteur des services sont généralement valorisants et donnent l'occasion d'un développement des compétences dans la mise en valeur et la gestion du patrimoine. Déjà nommée « la perle des Antilles », Haïti a été pendant longtemps une des premières destinations touristiques de la Caraïbe. Même si la dégradation de la situation politique et économique a réduit l'activité touristique au cours des trente dernières années, le pays possède toujours un très riche patrimoine historique, architectural, artisanal, artistique, littéraire, archéologique, naturel et festif qui gagnerait à être mieux valorisé et exploité sur le plan touristique. Nous proposons de manière non exhaustive six thèmes de réflexion : la formation aux métiers du tourisme ; le développement des infrastructures routières et hôtelières ; les enjeux de la mise en valeur touristique du patrimoine ; le patrimoine et le tourisme du séisme du 12 janvier 2010 ; l'élaboration d'itinéraires touristiques qui intègrent le patrimoine matériel et immatériel ; et l'arrimage du tourisme de plage et du tourisme culturel.

Nous invitons les chercheurs nationaux et internationaux du tourisme culturel, mais aussi des étudiants, des fonctionnaires, des intervenants du milieu associatif et des ONG, des tours opérateurs et des entrepreneurs privés, pour réfléchir et mettre en place des projets d'intervention touristique adaptés à la situation haïtienne.

Les personnes intéressées à participer au colloque sont invitées à soumettre une proposition de 150 mots ou de 1 000 signes, accompagnée d'un court cv de 50 mots, **LE PLUS TÔT POSSIBLE ET AU PLUS TARD LE 25 SEPTEMBRE 2011**, à Laurier Turgeon (Laurier.Turgeon@hst.ulaval.ca) et à Wilson Laleau (wilson.laleau@ueh.edu.ht). Les personnes qui souhaitent simplement assister au colloque, sans présenter de communication, peuvent le faire en écrivant aux organisateurs pour obtenir un formulaire d'inscription. Le comité de sélection répondra aux demandes au plus tard le 30 septembre 2011.



Été 2012

Du 28 mai au 3 juin 2012

Lieu : Musée de la mémoire vivante à Saint-Jean-Port-Joli

L'Université d'été est conjointement organisée par l'Institut du patrimoine culturel de l'Université Laval et le Musée de la mémoire vivante à Saint-Jean-Port-Joli.

Responsable : Habib Saidi, professeur, directeur des programmes d'ethnologie et patrimoine.

DESCRIPTION

Le tourisme international connaît une grande expansion à travers le monde. Comme le soulignent plusieurs instances spécialisées dans ce domaine, les recettes touristiques constituent une part importante des exportations mondiales et génèrent des millions d'emplois dans plusieurs secteurs relevant directement ou indirectement de l'industrie touristique. Dans le même ordre d'idées, l'Organisation mondiale du tourisme prévoit une croissance exponentielle des arrivées des touristes internationaux pour atteindre des chiffres record durant les deux prochaines décennies. Au-delà des considérations économiques, le tourisme agit de plus en plus comme opérateur de changement sur les plans politique, social et culturel. Il joue un rôle déterminant dans la promotion et le rayonnement des cultures locales et dans la mise en évidence de la diversité culturelle à l'échelle du monde. Dès lors, le tourisme culturel, plus précisément patrimonial, occupe une place centrale dans les politiques urbaines et touristiques des régions et des pays d'accueil. En mettant en avant le patrimoine, ces derniers profitent de leur ouverture au tourisme international pour se présenter comme destinations authentiques et distinguées et pour se doter d'une identité super-extensive conciliant le particulier avec l'universel. Dans cette perspective, le tourisme patrimonial est envisagé sous deux angles. D'une part, en tant que modèle de conversion des ressources culturelles locales en produits globalisés, et, d'autre part, comme champ de production et de diffusion d'images que les sociétés hôtes entretiennent et projettent tant par le discours promotionnel adressé aux touristes qu'à travers les récits mémoriels renvoyant au passé et à soi-même.

FONCTIONNEMENT

L'Université d'été consiste en un cours intensif, destiné tant aux étudiants de 1er cycle que de 2e et 3e cycles universitaires, de 45 heures équivalant à 3 crédits, à raison de 6,5 heures par jour sur 7 jours (du lundi 28 mai au dimanche 3 juin 2012). Il est aussi possible de s'inscrire comme stagiaire (1er ou 2e cycle) ou auditeur libre. À cet effet, le cours est ouvert aux professionnels du tourisme et du patrimoine du secteur public et privé venant du Canada et de l'étranger. Tous les enseignements seront dispensés en français.

L'Université d'été comprendra deux volets. Le premier est théorique et sera animé par des conférenciers réputés en provenance du Québec, du Canada et d'autres pays du monde. Le deuxième est pratique et comprend des ateliers et des travaux de terrain. Les cours auront lieu au Musée de la mémoire vivante à Saint-Jean-Port-Joli.

La conférence d'ouverture sera prononcée par Dean MacCannell, professeur à l'Université de Berkeley en Californie.

ÉVALUATION

Les étudiants inscrits au cours pour les crédits seront évalués. L'évaluation portera sur la participation aux ateliers, les travaux de terrain, la présentation d'un projet d'itinéraire touristique et un bilan critique. Les stagiaires et professionnels qui ne souhaitent pas être évalués n'auront pas à remettre ce travail écrit.

INSCRIPTION

Le nombre d'inscriptions est limité à 25. Les candidats et candidates seront sélectionnés sur la base d'un dossier de candidature comprenant une lettre de motivation et un curriculum vitæ. **La date limite pour le dépôt des demandes est le 15 mars 2012.**

Remettre votre dossier de candidature à : habib.saidi@hst.ulaval.ca

FRAIS D'INSCRIPTION

Frais habituels d'inscription pour les étudiants inscrits à l'Université Laval et pour ceux inscrits dans d'autres universités québécoises grâce à une entente interuniversitaire de la CREPUQ.

600\$ pour les professionnels, les fonctionnaires et les gestionnaires.

BOURSES

Les étudiants universitaires inscrits seront admissibles à une bourse de 500\$ pour les frais de séjour.

Contactez : ipac@ipac.ulaval.ca

HÉBERGEMENT

Les étudiants, professionnels et stagiaires pourront se loger à proximité du Musée. Les informations sur l'hébergement seront fournies sur demande.